

10 Centimes

ABONNEMENTS :

1 an 6 mois 3 mois
Paris et Seine-et-Oise... 25 fr. 12.50 8.25
Départements et Colonies... 25 fr. 14 fr. 7 fr.
Etranger, Union Postale... 35 fr. 19 fr. 10 fr.

Sans frais dans tous les bureaux de Poste.

TDV ISAM
Kütüphaneleri Argivir
No 613-143-1

RÉDACTEUR EN CHEF :

GUSTAVE HERVÉ

LA FIN D'UN GRAND DÉBAT

M. Pichon définit notre politique en Russie

"Il est nécessaire que se reconstitue une grande démocratie russe qui puisse échapper à l'emprise allemande"

La séance fut extrêmement violente, et même plus qu'on ne s'y attendait. Sans vouloir porter un jugement, il est un simple but d'émancipation qui est devant nous... M. Pichon put à peine parler, et, après deux fois, il manqua de descendre de tribune.

Gustave HERVÉ.

AU CONSEIL DES DIX LES DÉLÉGUÉS OTTOMANS SONT ENTENDUS



Les délégués turcs posent devant l'objectif.

Le conseil des Dix, qui n'avait pas siégé depuis que s'était constitué le conseil des Quatre, a tenu séance hier dans le salon de l'Hôtel de la rue d'Alsace, pour entendre la délégation ottomane.

GOSSES

Un lot de la Victoire recommandait l'autre jour à sa secrétie le mentalité de nos enfants. Souhaitons trop souvent à la férule paternelle de nos acquies des habitudes précoces d'irrespect et d'indiscipline.

POURQUOI ILS SIGNERONT

Mais oui, ils signeront ! Tout ce qu'ils nous racontent sur leur décision de nous opposer une résistance passive est un bluff, un bluff colossal. On dit toujours cela cinq minutes avant de capituler.

notre jeunesse, par leurs torpilles de navires inoffensifs et le bombardement de nos villes ouvertes. On aurait tout de même souhaité qu'à Versailles tout le monde fût assez maître de ses nerfs pour étouffer nos cris de vengeance.

Nous nous honorions, sans doute, à occuper le bassin de la Ruhr et la Westphalie, sans lesquelles l'Allemagne ne peut pas vivre, puisque c'est là que se trouvent concentrés à peu près tout son charbon, toute sa métallurgie, et toutes ses industries chimiques.

L'Allemagne signera d'abord, parce que la paix Wilson, malgré sa dureté, est à peu près la plus douce que pouvait espérer l'Allemagne. Il faut bien remarquer, en effet, qu'on ne lui enlève pas un pouce de territoire vraiment allemand.

Les colonies qu'elle perd n'avaient au point de vue économique qu'une valeur minime et ne contribuèrent même à son ravitaillement en denrées coloniales que pour une part insignifiante.

En résistant, quelle paix plus douce pourrait-elle espérer ? L'Allemagne signera parce que la flotte anglaise commencerait dès le lendemain sans risque un blocus impitoyable, et que l'occupation du bassin de la Ruhr et de la Westphalie arrêterait toute vie économique.

C'est n'est guère à craindre, maintenant surtout que la perspective d'un plébiscite en Haute-Silésie a dû faire renaitre quelque espoir dans les cœurs allemands de garder cette riche région industrielle. D'ailleurs, Dantzig, qui est à la merci de la flotte anglaise, répondrait, ainsi que Kiel, Stettin, Hambourg et Brème de toute offensive maritime que nous devrions nous attendre.

10 Centimes

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Publicité aux Bureaux du Journal 146, Rue Montmartre, PARIS

TÉLÉPHONE : Louvre 7-99 A partir de 22 h., Central : 07-48 Les Manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

LES INCIDENTS DE VERSAILLES

Excuses, Sanctions

La notification aux Allemands du délai supplémentaire de 48 heures

La séance générale de la Conférence a été interrompue à 10 heures par un incident. Versailles, le 17 juin. A son retour de la gare de Saint-Lazare, où il avait accompagné M. Brocard (R.N.), M. von Lersner est venu se dire à ce soir (c'est le coup de sifflet au départ de la délégation allemande). Je le fais, mais je suis bien que vous n'y êtes pour rien, ni votre gouvernement non plus. Je regrette, mais que M. von Lersner ait dit ces choses par sa nièce, M. Meisner, a aussi été une faute. J'ai répondu à M. von Lersner que je pensais acte de sa démarche et que je la ferais connaître au secrétaire de la Conférence en France.

LETTRE DE M. CLEAUFLEAU AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE. Le président de la Conférence vient d'adresser, à l'occasion de ces incidents, au président de la délégation allemande, une lettre ainsi conçue : Paris, le 17 juin.

Monsieur le Président, J'ai appris au moment du départ de la délégation allemande de Versailles, hier soir, des atouppements s'étant produits aux portes de votre résidence et qu'il en était résulté des incidents inattendus.

Je m'empresse de vous exprimer tous mes regrets pour ces actes inadmissibles et si faiblement contrôlés aux lois de l'hospitalité. Ces manifestations n'ont été possibles qu'en raison de l'absence d'un certain nombre de fonctionnaires de police dont le déplacement avait été ordonné pour des motifs d'ordre public dans le voisinage de Versailles. Le Préfet de Seine-et-Oise m'a présenté ses excuses à M. von Haniel et s'est relevé de ses fonctions ainsi que le commissaire de police pour n'avoir pas pris les mesures d'ordre qui leur avaient été recommandées. Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Versailles, 17 juin. — Le colonel Henry, chef de la mission militaire, a téléphoné à Reims, à 10 heures, à M. de Lathion, au Baron von Lersner, une note annonçant la présidence de la Conférence de la Paix et condamnant les incidents survenus à Versailles. Le gouvernement allemand a également communiqué ces nouvelles au président de la mission militaire, M. Grobowski, par le soir pour Spa. Deux autres courriers, MM. Lowe et Krüger, se rendront à Weimar, via Cologne. Huit secrétaires partent également.

M. WILSON A BRUXELLES

Le président Wilson, se rendant à Bruxelles, a quitté Paris, hier soir, à 10 h. 30, par la gare du Nord.

UN INCIDENT

En fin de séance, un assez vil incident a été soulevé par M. Delahaye, qui a déclaré que le gouvernement avait entre les mains la preuve que l'argent a été envoyé et distribué comme pendant la guerre. De l'argent étranger circule en France et la presse socialiste fait, dans l'armée et dans la marine, une propagande bolcheviste.

Après une réplique énergique de M. Marcel Cachin, M. Pichon a tenu à déclarer que le gouvernement ne possédait aucune donnée se rapportant aux faits énoncés par M. Delahaye.

La clôture a été prononcée par 313 voix contre 204.

LOUIS MAFFERT.

CRONSTADT est en flammes

Londres, 17 juin. — Le Daily Mail publie la dépêche suivante d'Hel싱fors, 15 juin : On apprend directement de l'état-major norvégien que dirige les opérations contre Petrograde que Cronstadt est en flammes. Sept vaisseaux de guerre bolchevistes ont hissé le drapeau blanc et approuvé, afin d'aller se rendre à l'escadre britannique. Plusieurs forts ont aussi hissé le drapeau blanc.

LES TRAITRES DE LAON

LA BANDE TOCQUÉ, THOMAS & Co

Où il est question d'Almereyda

Vous y voyez à quel point les Allemands comptent sur une Russie dirigée par M. Pichon. M. Pichon, qui n'est qu'un homme de paille, est le seul homme qui ait pu faire passer la France à notre merci. « Pologne affaiblie, l'Europe permise, voilà ce que veut l'Allemagne. En lui résistant, nous servons les intérêts du pays. » Politique réactionnaire, dit-on. Toutes les démocraties alliées la soutiennent. Entre cette politique et la politique socialiste qui s'incline devant le bolchevisme on ne voit pas un instrument pour préparer la révolution mondiale, la Chambre choisira. M. Bracke déclare qu'il désavoue la conduite des bolchevistes en Russie.

Après M. Bracke, on demande la clôture, mais M. Gall s'y oppose, et il demande qu'on veuille bien l'entendre quelques instants.

Il fait une charge à fond contre le bolchevisme et revient sur la propagande faite en France en Russie mais en France, par les organes détaillistes, russes et autres.

On réclame la clôture. Elle est votée par 356 voix contre 153.

DANS L'INTERIEUR DE LA RUSSIE

En même temps, la désorganisation militaire, fruit inévitable d'un régime d'arbitraire, est à son comble.

Tout est désorganisé partout dans l'intérieur de la Russie.

Voilà la situation d'Odesa d'après un programme récemment reçu. Aucun mouvement régional ni local, c'est le régime de la terreur et de l'anarchie, les décrets sont exécutés sous peine de mort, les sautes à défilant sur les bords de la mer et aux ouvriers. La ville a été frappée par une épidémie de typhus.

Le commerce local est supprimé, les marchandises étant distribuées aux favoris des bolchevistes.

Pas de charbon, pas de lumière, pas de chauffage.

En résumé, terreur et anarchie, famine touchant à la catastrophe.

Il se arrive un moment où les populations désorientées contre le long des routes de Petrograde que Cronstadt est en flammes.

Il y a un besoin de délivrance qui soulève le peuple russe tout entier contre ceux qui ont fait de sa nation un jouet tyrannique.

L'AMIRAL KOLTCHAK

« L'union se fait entre toutes les forces afin de rétablir l'ordre et la tranquillité. L'ennemi de qui ces forces s'assemblent-elles ? »

« Autour du gouvernement de l'armée russe ? »

« Qui est l'Amiral Koltchak ? »

« Est-ce un politicien, un homme de l'armée, un révolutionnaire, un tsariste qui aspire à la dictature ? »

« Non ! C'est un soldat, un bon patriote, l'un des premiers qui servit le gouvernement provisoire. »

« Reconne de ce qui il a vu, il n'a eu qu'un seul but, une mission à accomplir sur l'un des fronts de la dictature bolcheviste. »

M. Charles Benoist. — Nos collègues socialistes ont parlé hier soir de la Russie. M. le ministre des Affaires étrangères.

« Au cours de sa mission, il a rencontré de grands hommes d'opinions diverses. A côté des démocrates et des socialistes, il y a eu aussi des hommes d'opinion modérée ou même réactionnaire. »

« Il s'est formé autour de lui une sorte de cour d'honneur pour le recevoir. »

« Je me suis expliqué sur les déclarations de l'Amiral Koltchak, déclarations qu'il ne faut pas confondre avec celles de l'Amiral, mais sur la demande des Alliés. Il accepte

l'Allemagne.
Nous nous bornerons, sans doute, à occuper le bassin de la Ruhr et la Westphalie, sans lesquelles l'Allemagne ne peut pas vivre, puisque c'est là que se trouvent concentrés à peu près tout son charbon, toute sa métallurgie, et toutes ses industries chimiques.

L'Allemagne signera d'abord, parce que la paix Wilson, malgré sa dureté, est à peu près la plus douce que pouvait espérer l'Allemagne. Il faut bien remarquer, en effet, qu'on ne lui enlève pas un pouce de territoire vraiment allemand. En outre, on a réduit son indemnité de guerre aux paiements des dommages causés aux populations civiles. Enfin, on lui laisse entrevoir la terre promise de la Société des Nations « pour un avenir non éloigné ». Avec ce qu'on lui laisse, l'Allemagne peut vivre, travailler et s'enrichir de nouveau.

Les colonies qu'elle perd n'avaient au point de vue économique qu'une valeur minime et ne contribuèrent même à son ravitaillement en denrées coloniales que pour une portion sans importance.

En résistant, quelle paix plus douce pourrait-elle espérer ?

L'Allemagne signera parce que la flotte anglaise commencerait dès le lendemain sans risque un blocus impitoyable, et que l'occupation du bassin de la Ruhr et de la Westphalie arrêterait toute vie économique.

Les socialistes majoritaires qui sont au pouvoir et qui s'appuient sur la bourgeoisie libérale savent trop bien que le blocus, en engendrant la famine et le chômage, provoquerait une crise irrésistible de spartakisme et de bolchevisme, dont ils feraient les frais. Un coup de folie des germanistes se jetant sur la petite armée polonaise ?

Ce n'est guère à craindre, maintenant surtout que la perspective d'un plébiscite en Haute-Silésie a dû faire renaitre quelque espoir dans les cœurs allemands de garder cette riche région industrielle. D'ailleurs, Dantzig, qui est à la merci de la flotte anglaise, répondrait, ainsi que Kiel, Stettin, Hambourg et Brême de toute offensive contre l'armée polonaise, sans parler de Berlin, à qui les avions de bombardement des Alliés iraient dire deux mots.

Un retour de l'empereur Guillaume d'Amerongen ? Une réédition du retour de l'île d'Elbe ? Ces histoires-là n'arrivent qu'en France, et encore, cent jours après, elles sont terminées par quelque Waterloo.

Les gens de Berlin signent enfin parce qu'en ne signant pas, il pourrait bien se trouver en Allemagne des gouvernements particuliers qui, eux, signeraient ; le mouvement qui s'est produit en Rhénanie est un avertissement pour les gens de Berlin que l'unité allemande pourrait sortir un peu fêlée de quelque nouvelle convulsion. Ils ont allumé trop de haine pour qu'ils s'exposent, maintenant qu'ils sont presque sans défense, à une marche de nos soldats à travers leur territoire.

La poussée de colère de quelques Versaillais, au départ de l'ambassade allemande doit leur donner une idée des haines qu'ils ont allumées chez nous par la dévastation de dix de nos départements, par la torture infligée à nos prisonniers et à nos populations du Nord, par le massacre de toute la fleur de

LES DELEGUES OTOMANS SONT ENTENDUS

La conclusion qu'il s'impose, c'est qu'il n'y a pas de paix possible sans la reconnaissance de la responsabilité de toutes les personnes et de toutes les pensées.

LES INTERPELLATIONS
La Chambre, au commencement de la séance, fixe son ordre du jour.
L'interpellation de M. Luchaire, sur ce sujet, se termine à 11 heures.
Par 350 voix contre 173, il est décidé que l'ordre sera conservé ainsi qu'il suit : 1° l'interpellation de M. Lagou sur les pensions de M. Boissieu sur les mauvais traitements infligés aux otages pendant la guerre ; 2° l'interpellation de M. Jean Bon et de Monzie sur les relations de l'Eglise et de l'Etat ; 3° de MM. Agnagnier et Puech sur l'administration des chemins de fer.

LES INCIDENTS D'ODESSA
M. Abrami déclare que des sanctions ont été prises contre les responsables des faits d'inculte constatés à l'armée d'Orient. Et M. Abrami termine par un hommage à l'armée française qui a tenu bon à l'ordre du jour et qui a collaboré avec notre armée d'une façon très brillante.

DISCOURS DE M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

M. Stéphane Pichon joint son honneur à celui de M. Abrami. Dans les faits, les otages sont toujours et à nos côtés comme de fidèles alliés. Il n'aborde alors son sujet : « J'ai des brèves échangées avec la Chambre ce qui concerne notre politique à l'égard de la Russie. Je le ferai, dis-je, brièvement, mais je ne puis pas ne pas expliquer sur cette politique de la plus nette et la plus précise que je le pourrai. J'y ai apporté toute la franchise que comporte le droit d'exiger du gouvernement et j'ai eu l'honneur d'obtenir l'approbation de la grande majorité de la Chambre. »

PAS D'EXPEDITION MILITAIRE

« Je commence par répéter ce que j'ai toujours dit des affaires de la Russie : nous ne faisons pas d'expédition militaire en Russie, nous n'avons aucune intention d'y entreprendre une. Il n'y a aucun motif de relire au sujet de ces membres du gouvernement. Le seul motif patriotique, la clairvoyance essentielle, nous fait rejeter cette idée. »

« Nous voulons si peu d'une expédition qu'à la dernière discussion sur ce point nous avons déclaré que nous nous bornerions à faire de la relève en Russie, et qu'en engagement, nous l'avons tenu. Pour prouver, deux chiffres suffiront. Voici les chiffres des troupes russes en Sibirie : actuellement en Sibirie : sur 400.000 hommes, il y a 500 Français, tous instructeurs à Mourmansk et Arkhangelsk. 400 hommes de troupes alliées et à moins de 2.000 Français. Il est vrai que sur la ligne du Dniestr il y avait trois divisions françaises, mais elles ont été envoyées en Roumanie et nous n'avons pas tardé à la suivre, et nous enlevons sur le reste au fur et à mesure que la Roumanie sera à même de se défendre. »

« Nous ne faisons donc la guerre à personne : la Constitution française n'a pas plus violée que celle du Japon, le Japon n'a pas violé celle de l'Amérique. Mais nous avons à nous défendre contre qui ? Contre les Allemands et en même temps nous avons protesté contre eux. »

« C'est pour le même motif que nous sommes allés à Mourmansk et à Arkhangelsk. Nous ne sommes pas allés pour défendre l'ordre, mais nous nous sommes conformés à la loi. »

« Tout autres, au contraire, ont été les origines du mouvement, dû à la propagande bolchevik et allemande. Ce n'est pas là un motif pour ne pas tenir compte, dans le jugement, des cas spéciaux ; nous sommes des hommes et nous saurons aussi nous inspirer des considérations humanitaires. »

« Mais nous n'avions pas, pour cela, à nous désintéresser du problème russe. D'après M. Jean Bon. — L'emprunt russe ? M. le ministre des Affaires étrangères, Monsieur, si vous faites il des affaires, la France possède en Russie, je le regrette, la Russie a été notre alliée et le revendiquer, et nous ne devons pas le négocier. Car ne peut y avoir de paix durable tant que la guerre civile persiste en Russie. C'est ce que dit un manifeste de Kérenski et de Axelrod. »

« L'opinion. — Et la conclusion de ce document ? Lisez-la. (Bruit.) M. le ministre des Affaires étrangères, Monsieur, si vous faites il des affaires, la France possède en Russie, je le regrette, la Russie a été notre alliée et le revendiquer, et nous ne devons pas le négocier. Car ne peut y avoir de paix durable tant que la guerre civile persiste en Russie. C'est ce que dit un manifeste de Kérenski et de Axelrod. »

GUERRE AU BOLCHEVISME

M. le ministre des Affaires étrangères. — Il est nécessaire, pour la guerre civile cessant d'être une affaire de police, de la continuation anarchique qu'est le bolchevisme. Il est nécessaire que se reconstitue une grande unité russe qui puisse échapper à l'emprise allemande. « Pour atteindre ce but, il faut faire ap-

« Mais est-ce seulement sur ceux-là que vous entendez juger toute la politique des Alliés ? »

« Nous approchons du résultat final, qui sera précisément celui que souhaitaient toutes les nations civilisées. »

DANS L'INTERIEUR DE LA RUSSIE
« En même temps, la désorganisation intérieure, fruit inévitable d'un régime d'anarchie, est à son comble. »

« Tout est désorganisé partout dans l'intérieur de la Russie. »

L'AMIRAL KOLTCHAK
« L'union se fait entre toutes les forces afin de rétablir l'ordre et la tranquillité. Autour de ces forces s'assemblent-elles ? »

« Autour du gouvernement de l'amiral Koltchak. »

« Qui est l'amiral Koltchak ? »

« Est-ce un politicien, un homme de l'ancien régime, un tsariste qui aspire à la dictature ? »

« Non ! c'est un soldat, un bon patriote, l'un des premiers qui servit le gouvernement provisoire. »

« Retour de ce qu'il a vu, il n'a eu qu'un désir et qu'une passion : délivrer son pays de la dictature bolcheviste. »

« M. Jean Bon. — Nos collègues socialistes parlent ici parce qu'ils ne peuvent plus parler dans leurs réunions. M. le ministre des Affaires étrangères. — Autour de ces patriotes se sont groupés des hommes d'opinions diverses. A côté des démocrates et des socialistes, il y a des hommes d'opinion modérée ou même réactionnaire. »

« Il s'est formé autour de lui une sorte d'union sacrée pour libérer la Russie. »

« Je me suis expliqué sur les déclarations de l'amiral Koltchak, déclarations qu'il vient de renouveler d'une manière solennelle sur la demande des Alliés. Il accepte une Constituante à laquelle il renferma ses pouvoirs, et à laquelle appartiendra le pouvoir souverain. »

« Il contient l'indépendance de la Pologne et il accepte tous les engagements du gouvernement provisoire. »

« Il ajoute que les paysans recevront toutes garanties pour la possession des terres. »

« Il est pour l'égalité de tous les citoyens devant la loi. »

« M. Quid d'annoncé que ce gouvernement soit aujourd'hui reconnu par tous les groupements, toutes les forces qui se sont dressées pour la libération du pays. »

LE RAVITAILLEMENT DE LA RUSSIE
« Vous nous avez dit : « Vous allez faire votre blocus. » Mettons les choses au point. »

« Récentement, il a été question de ravitailler la Russie par l'intermédiaire d'un tiers neutre. »

« La proposition a été faite avec M. Naoum. Nous avons répondu qu'il nous ne pouvions l'accepter qu'avec sympathie, mais à condition que le régime bolchevik ne soit retiré que nous. »

« Le bolchevisme en Russie n'a jamais été qu'un état d'infime minorité. Lénine et Trosky ne représentent que les intérêts et les passions d'une infime minorité de la classe ouvrière. L'immense majorité du peuple russe est assis oppressé au bolchevisme qu'un retour du tsarisme. »

« Les éléments antibolchevistes se groupent. Nous voulons aider la Russie à se sauver elle-même et à se sauver avec l'aide que nous lui donnerons. »

« Il faut choisir entre le bolchevisme et la reconstitution d'un grand empire russe qui joue son rôle dans le monde. Nous avons choisi. Nous retournerons la Russie à nos côtés comme une alliée. »

« Lisez ce qu'on écrit en Allemagne.

« Mais est-ce seulement sur ceux-là que vous entendez juger toute la politique des Alliés ? »

« Nous approchons du résultat final, qui sera précisément celui que souhaitaient toutes les nations civilisées. »

UN INCIDENT
« Un fin de séance, un assez vil incident a été soulevé par M. Delahaye, qui a déclaré que le gouvernement avait entre les mains la preuve que de largent a été envoyé et distribué comme pendant la guerre, de largent étranger circule en France, et la presse socialiste fait, dans l'armée et dans la marine, une propagande bolcheviste. »

« Après une réplique énergique de M. Marcel Cachin, M. Pichon a tenu à déclarer que le gouvernement ne possédait aucune donnée se rapportant aux faits énoncés par M. Delahaye. »

« La clôture a été prononcée par 313 voix contre 204. »

LOUIS MAFFERT.

CRONSTADT est en flammes

Londres, 17 juin. — Le Daily Mail publie le dépêche suivante d'Helmsingors, 15 juin : « On apprend directement de l'état-major nord-russe qui dirige les opérations contre Petrosgrade que Cronstadt est en flammes. Sept vaisseaux de guerre bolchevistes ont hissé le drapeau blanc et appareillé, afin d'aller se rendre à l'escadre britannique. Plusieurs forts ont aussi hissé le drapeau blanc. »

LES TRAITRES DE LAON

LA BANDE TOQUE, THOMAS & Co

Où il est question d'Almereyda

Thomas puis Toqué sont à droite du premier rang

« En deca de nos lignes — il aurait besoin de quelques retouches. Cette fois-ci, nous avons eu un succès. Les deux hommes ont été arrêtés. »

« Hier, il ne craignait pas de recourir à la grosse du revolver. Il a tenu ou à la cravache) pour rouer de coups des accusés et les témoins et obtenir d'eux des aveux. »

« Le président de la Conférence vient d'adresser, à l'occasion de ces incidents, au président de la délégation allemande, une lettre ainsi conçue : Paris, le 17 juin. Monsieur le Président, J'ai appris qu'un moment du départ de la Délégation allemande de Versailles. Hier soir, des coups de feu ont été tirés aux portes de votre résidence et qu'il en était résulté des incidents tout à fait regrettables. »

« Je m'empresse de vous exprimer tous mes regrets pour ces actes condamnablement et évidemment contraires aux lois de l'hospitalité. Ces manifestations n'ont pu avoir lieu sans raison valable. Les fonctionnaires de police dont le déplacement avait été ordonné pour des motifs d'ordre public dans le voisinage de Versailles. »

« Le Profet de Seine-et-Oise lui présenter ses excuses à M. von Hoesel et sera relevé de ses fonctions ainsi que le commissaire de police pour n'avoir pas pris les mesures d'ordre qui leur avaient été recommandées. Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération. »

Versailles, 17 juin. Le colonel Henry, chef de la mission militaire, a l'honneur de Réserve, a remis, ce soir, à 6 heures, au baron von Lersner, une note émanant de la présidence de la Conférence de la Paix et contenant le texte du rapport du commandant de la mission militaire allemande sur les incidents de la nuit du 16 juin.

« On croit que M. Grobowald, parti ce soir pour Spa. Deux autres courtiers, MM. Howe et Kremer, se rendront à Weimar, en Colombie. Duit secrétaires partent également. »

M. WILSON A BRUXELLES

Le président Wilson, se rendant à Bruxelles, a quitté Paris, hier soir, à 10 h. 30, par la gare du Nord.

« Organisateur de tous les traquenets à policiers, il sait les noms de tous les indicateurs, il connaît tous les fils des manœuvres qui furent ourdies en pays ennemi, pour perdre celui-ci, déjouer celui-là, pour remporter celui-ci, déjouer celui-là. »

LES ACCUSÉS

« Les accusés de tous les traquenets à policiers, il sait les noms de tous les indicateurs, il connaît tous les fils des manœuvres qui furent ourdies en pays ennemi, pour perdre celui-ci, déjouer celui-là, pour remporter celui-ci, déjouer celui-là. »

« Les accusés de tous les traquenets à policiers, il sait les noms de tous les indicateurs, il connaît tous les fils des manœuvres qui furent ourdies en pays ennemi, pour perdre celui-ci, déjouer celui-là, pour remporter celui-ci, déjouer celui-là. »

« Les accusés de tous les traquenets à policiers, il sait les noms de tous les indicateurs, il connaît tous les fils des manœuvres qui furent ourdies en pays ennemi, pour perdre celui-ci, déjouer celui-là, pour remporter celui-ci, déjouer celui-là. »

« Les accusés de tous les traquenets à policiers, il sait les noms de tous les indicateurs, il connaît tous les fils des manœuvres qui furent ourdies en pays ennemi, pour perdre celui-ci, déjouer celui-là, pour remporter celui-ci, déjouer celui-là. »

« Les accusés de tous les traquenets à policiers, il sait les noms de tous les indicateurs, il connaît tous les fils des manœuvres qui furent ourdies en pays ennemi, pour perdre celui-ci, déjouer celui-là, pour remporter celui-ci, déjouer celui-là. »

LA SÉANCE DU SÉNAT

LA GRÈVE DES MINEURS

La Haute Assemblée adopte le Projet de la Chambre sur la Loi de huit heures



Peut-on le dire?

Peut-on dire qu'on ne dira rien des chauffeurs de taxis, parce qu'on a trop besoin, malgré qu'ils abusent énormément du droit de solliciter sur la misère des pauvres Parisiens ?

Nouvelles de Partout

« Les juifs conspiraient contre la Pologne, dit, à la Chambre, le député Dombrowski : ils ont porté à la Pologne un grand coup, et plus tard, ils le porteront. » Vous en avez assez entendu, hein ?

Les Premières

THEATRE DE L'ODÉON. — Les Roses rouges, en acte, en prose, de MM. Gaston Sorbès et Abel Carpelet.

Pourvu que les roses de MM. Sorbès et Carpelet ne se frottassent pas avec avoir sur les premiers feux de la guerre...

LA PRIME DE DEMOBLISATION

M. Lemerand, conseiller municipal, vient d'adresser au préfet de la Seine une lettre l'informant de son intention de le questionner, au Conseil général, au sujet de la réponse qui est opposée au soutien...

CAUSERIE DU MÉDECIN

LES FEMMES GROSSES

Souvent les femmes enceintes, surtout celles qui attendent leur premier bébé, se sentent comme se capotter pendant les mois de grossesse. Elles se doutent bien toutefois que s'endormir est permis à la femme enceinte, mais elle hésite à le faire.

RÉPONSE À LA PRUSSE

LA FRONTIÈRE POLONAISE

Après l'admirable lettre, par laquelle Clemenceau défendit si bien le mentalité allemande et répondit aux arguments des délégués de Scheffmann, on pouvait s'attendre à un peu plus de fermeté de la part des Alliés, dans le tracé de la frontière polono-prussienne.

UN DOUZIÈME PROVISOIRE CIVIL

Le ministère des finances nous communique la note suivante : « M. Klotz, ministre des finances, vient de déposer un projet de loi tendant à l'ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils, de crédits provisoires applicables au mois de juillet. »



AUX JARDINS DE BAGATELLE

Les Jardins de Bagatelle seront fermés au public le jeudi 19 juin 1919. En effet, la ville de Paris donne ce jour-là une réception dans les Jardins en l'honneur de la Colonie italienne de Paris. Une garde-nuit y est organisée à 4 heures de l'après-midi.

LES POÈMES

HEROS ET BANDIÈRES, poèmes de guerre (1914-1918), par Jean Guéhenneuc, chez Fata Morgana.

CINQ CONDAMNÉS À MORT

Cependant, quelle différence entre Marie Cousson, femme Péron, par exemple, qui est une de nos voisines, et les autres, en réserve des choux rouges, et Alice-Albertine Lafrey, femme Albert, dont le rapatriement est entre autres autres, et nous aurons exploité.

A VOULOIR TROP...

ON NE VEND PLUS DE TABAC DE LUXE

Une Protestation des Buralistes

La Fédération des débitants de tabac vient d'examiner, dans ses locaux, le rapport du prix des tabacs dont la manutention a coûté au total 25 000 pour les tabacs et 100 000 pour les tabacs à la vente.

FOUQUE ET ALMAYRIDA

Farcus aussi probablement et surtout, que les aventures de ce triple personnage, Georges Tocqué, qui, sous le nom de Régis Huart, était le « journaliste » de Léon, tout la guerre.

UN DOUZIÈME PROVISOIRE CIVIL

Le ministère des finances nous communique la note suivante : « M. Klotz, ministre des finances, vient de déposer un projet de loi tendant à l'ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils, de crédits provisoires applicables au mois de juillet. »

LA DISSETTE DE CHARBON

Déjà, en refusant la souveraineté sur la disette de charbon est grande partie de la France, il y a une crise dans le monde entier. Elle était facile à prévoir. Je l'ai annoncé à la Chambre et aux commissions des Chambres, il y a déjà longtemps.

LA DISSETTE DE CHARBON

Déjà, en refusant la souveraineté sur la disette de charbon est grande partie de la France, il y a une crise dans le monde entier. Elle était facile à prévoir. Je l'ai annoncé à la Chambre et aux commissions des Chambres, il y a déjà longtemps.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Collin, dans une lecture de son rapport sur la proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Collin, dans une lecture de son rapport sur la proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

A L'HOTEL DE VILLE

RÉCEPTION des Communes Suburbaines

Comme une grande soirée, qui invite ses seigneurs plus jeunes, la Ville de Paris réunissait hier les municipalités des communes suburbaines et des conseillers d'arrondissement groupés autour des membres de l'Assemblée départementale, le Conseil général de la Seine-M. Paris, ministre de l'Intérieur présidait cette cérémonie.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Collin, dans une lecture de son rapport sur la proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

LA DISSETTE DE CHARBON

M. Luchaire, ministre de la Reconstruction industrielle, prend alors la parole au nom du gouvernement.

fare sparire le violenze che funestano questo paese di aspre competizioni di parte, da indurre la Camera Bulgara a estendere con recente deliberazione la *Proportionnelle* anche al suffragio politico. Ciò che mi auguro rallegrino Leonè Caetani.

Ma nè da studi nè da inchieste fu turbata la serena indolenza della non sulodata Commissione. Così, nel 1912, il Corpo elettorale ottomano vota secondo le norme della legge elettorale del 1876.

Anzi talune disposizioni di essa, giudicate troppo liberali o, comunque, non abbastanza comode sono state manipolate con sentenza che il Consiglio di Stato non ha negato al Governo e che si risolvono in altrettanti nuovi vantaggi per i candidati ministeriali, ossia nel caso odierno, per i candidati del Comitato. Non si dimentichi che in Turchia avviene uno straordinario paradossoso storico; la Costituzione che Midhat Pascià fece firmare, appunto, nel 1876 ad Abdul Hamid II è considerata in gran parte come sediziosa dai « rivoluzionari » del 1908 — e l'applicazione integrale di essa costituisce la base delle rivendicazioni dei « sovversivi » del 1912....

Ambiguità. RTB-463-4

Sono peraltro rimasti scrupolosamente intatti i numerosi difetti e gli anacronismi della legge elettorale di trentacinque anni fa. Il sistema elettorale turco potrebbe definirsi: il sistema delle incertezze. Tutto è approssimativo; imprecise le date, incerto il numero dei deputati da eleggersi, dubbia la genuinità delle liste elettorali, fantasticamente ipotetica l'onestà degli scrutini.

La Costituzione si limita a stabilire che le elezioni debbano essere compiute nell'intervallo di tre mesi — tra lo scioglimento cioè e la riapertura della Camera. Spetta al Governo di fissare la data delle votazioni, collegio per collegio, apparentemente a seconda che le autorità locali abbiano compiuto le operazioni preparatorie: di fatto, a seconda che prorogare o anticipare convenga al Governo. È ovvio, infatti, e lo si capisce anche senza essere nato a Gioia del Colle, che, ad esempio, in un collegio dove le moltitudini agricole siano favorevoli al candidato d'opposizione, le operazioni elettorali andranno per le lunghe, calcolandosi che quanto più avanza la primavera, tanto più i contadini si disperdono nelle campagne, lontano dal centro dove si vota e tanto più sono assorbiti e distratti dai lavori rurali. L'esempio classico di questa « pastetta » di Stato che il Comitato pratica vastamente l'abbiamo avuto a Dersim. Ivi era candidato Lufti Fikry bey, uno dei più implacabili ne-



Boressios Efendi ex deputato greco. Vasi Hogia ex deputato socialista. Vlakoff ex deputato socialista bulgaro.

Elettori di 1° e 2° grado

Tutti i sudditi ottomani che abbiano più di 21 anni di età e che paghino più di 20 piastre (circa cinque franchi) di tasse qualsiasi, dirette o indirette, sono elettori di primo grado salvo, s'intende, i casi d'indegnità come le condanne penali. Curiosa eccezione contemplata dalla legge elettorale ottomana è quella per cui non gode diritti civili chi « sia servo d'un altro ». Ogni gruppo di 500 elettori di primo grado elegge un elettore di secondo grado, un suddito ottomano, cioè, di oltre 25 anni e che paghi più di 150 piastre d'imposte. Gli elettori di secondo grado di tutto il collegio, alla loro volta si radunano ed eleggono il deputato. Può essere deputato qualunque cittadino ottomano che abbia più di 30 anni e sappia parlare in turco. Con una recente decisione, il Consiglio di Stato esonerò il deputato dall'obbligo di essere in una qualunque misura contribuente. Ciò che non manca di singolarità. RTB-463-4

Queste norme sono applicate, come ogni altra della legislazione turca, con criteri estremamente elastici. Le cose si fanno « in famiglia », alla meglio, per approssimazione. Per non dirvene che una, la così detta « questione delle 20 piastre » da luogo a contestazioni infinite. È difficile infatti potere dimostrare ad un uomo mediocremente sveglio che, in un anno, non ha versato in una forma o nell'altra qualcosa meno di cinque franchi allo Stato. Mi raccontava un ex-deputato turco che un Armeno, richiesto di provare d'essere contribuente nella misura imposta dalla legge, rispose... toccandosi l'abito. Era di stoffa inglese; quindi aveva pagato certo più di 20 piastre alla dogana: ergo il suo proprietario era in regola. Viceversa, quattro anni fa, non si lasciarono votare i fittavoli

tesa liberale hanno sporto regolare querela per essere stati duramente percosi dai membri dei clubs unionisti, dai gendarmi nonché da ufficiali. Tutti i *mutasserif* di Macedonia sono stati minacciati da Costantinopoli di destituzione qualora « lascino riuscire » dei candidati d'opposizione. In tali condizioni, è evidente che il contenuto ideale dei singoli programmi, se pure c'è, passa in seconda linea.

Eppure, anche se ormai non se ne parla più, la battaglia elettorale di oggi è un episodio dell'irriducibile contrasto fra due tendenze, quasi direi fra due civiltà. Il Comitato è il giacobinismo di Stato, dispotico e centralizzatore: l'Opposizione è la coalizione che le nazionalità soggette hanno patteggiato con quei Giovani Turchi dissidenti i quali pensano che la salvezza e la rinnovazione dell'Impero non possa avvenire che da una vasta decentralizzazione per la quale sia possibile, che ciascuna razza sviluppi secondo la propria capacità di adattamento alla civilizzazione contemporanea, liberamente, tutelata, non soffocata dallo Stato. Oggi il Comitato, che quattro anni fa fu la Rivoluzione trionfante, rappresenta la tradizione schiettamente turca, panmusulmana, militaristica e parassitaria: le Opposizioni sono la Turchia Giovane quale fu sperata e fu promessa, Patria comune di tutti gli ottomani, fiorente della floridezza di ciascuna delle piccole Patrie onde l'Impero è composto, non nemica di tutte a prò della razza conquistatrice.

In Turchia, come dappertutto, in questi giorni di lotta elettorale si promettono assai. Tanto i candidati dell'Unione e Progresso quanto quelli dell'Intesa Liberale parlano largamente di riforma agraria ed amministrativa, di fratellanza di razze, della riorganizzazione giudiziaria ecc. ecc. Ciascun partito giura che, vincendo, aprirà strade, costruirà ponti, istituirà scuole e concederà le più ampie libertà a tempo e a luogo — nessuno, per timore d'impopolarità, osa schierarsi contro la guerra, anzi tutti si sforzano di sfruttarla ai propri fini, poiché, tranne rare eccezioni, i candidati non si fanno scrupolo di sollecitare i più torbidi istinti, dal fanatismo all'odio fra le nazionalità e alla xenofobia; ma i due minimi comuni denominatori delle concioni che centinaia e centinaia di candidati (quanti sono!) stanno perorando in tutto l'Impero sono questi due: centralizzare — decentralizzare. RTB-463-4

Il voto

La votazione per l'elezione degli elettori di secondo grado procede per schede stampate contenenti la lista degli elettori di primo grado e il nome del candidato che l'elettore preferisce. Il giorno della votazione, specialmente nei centri minori, si organizzano delle processioni con musiche, spesso militari, che attraversano le vie principali portando in trionfo le urne, che sono di legno e tutt'altro che inviolabili, deposte su carretti ornati di bandierine turche. Quattro anni fa, appena proclamato il Regime Nuovo, c'era un grande entusiasmo popolare intorno a queste cassette donde doveva esprimersi la volontà del Popolo. Si vedevano nel corteo festoso soldati, donne, operai e contadini di tutte le nazionalità e spesso preti delle diverse fedi, vestiti dei paramenti pontificali, fraternizzanti con gli *hoggia* musulmani, dal turbante verde.

Oggi nei collegi dove la votazione è già avvenuta lo spettacolo è stato meno patetico. Le urne sono state soprattutto scortate da gendarmi e dalle bande di *banabak* (teppisti) assoldati dai clubs... I seggi si compongono generalmente di tre preti, un turco, un cristiano e un israelita — d'un segretario, d'un rappresentante del ministero dell'Interno e di un delegato del municipio. Sono, così, quattro Turchi contro due rappresentanti delle razze soggette. Tre dei quattro Turchi sono funzionari dello Stato; e per solito tutti e quattro appartengono al locale Club Unionista. Il Comitato-Governo, oost, ha una specie di... alta giurisdizione sui seggi.

L'elettore si presenta ed esibisce il suo *osmanieh* (specie di atto di nascita), si ricerca sulla lista il suo nome e, se lo si trova, il presidente prende la scheda che l'elettore gli porge piegata e la mette nell'urna. Quindi appone un timbro sul *osmanieh* per evitare le frodi. Ma i Greci in ispecie sono rinomati per l'abilità con la quale sanno cancellare il timbro e... far votare i morti. In compenso nelle urne, spesso scassinata, avvengono i più strani giochi di bussolotti. Gli elettori di secondo grado così eletti hanno, come i deputati, un mandato di quattro anni. Quando in tutto il-



Cosmidi ex deputato greco. Rizo ex deputato turco. Vardakes ex deputato socialista greco.

mieci degli uomini di Salonico. Il fratello di lui dirigeva la propaganda in suo favore, mentre Lufti era impegnato in una fortunosa tournée di conferenze in Anatolia. Da Costantinopoli ne approfittano subito; telegrafano al *mutasserif* di Dersim di... far presto. Il solerte funzionario non se lo fa dire due volte. In breve, senza attardarsi in superflui controlli, spiccia le operazioni preparatorie, non dimentica di fare arrestare il fratello del leader acciò che non lo prevenga e... quando Lufti Fikry arriva a Dersim, trova che hanno già eletto deputato un impiegato dello Stato, naturalmente membro dell'Unione e Progresso.

A questa fretta per Dersim fa riscontro la calma con la quale si procede in Albania dove, malgrado il viaggio del ministro dell'Interno provvisto d'un grosso bagaglio di promesse nonché d'una valigia piena di lire turche, le faccende vanno assai male per il Comitato. S'indugia appunto per sperimentare tutti i mezzi, lusinghe, arbitrii, vessazioni e peggio, atti a « persuadere » gli *skipe-tari* che il migliore programma è quello dell'Unione.

C'è per altro, come abbiamo visto, un limite. La nuova Camera dovrà essere convocata tre mesi dopo lo scioglimento: vale a dire, il 17 aprile. Il 28 di marzo quindi, al più tardi, debbono essere incominciate dovunque le elezioni. Ai primi d'aprile incominceremo a conoscere i risultati.

È probabile che i nuovi deputati siano una dozzina più di quelli della Camera passata: 310 invece di 288. Come è probabile? Vedo la meraviglia dipingersi sul vostro volto, elettore ambrosiano. Avete torto: in Turchia non bi-

dell'Epiro. Le autorità turche trovarono lo specioso pretesto che non i coltivatori pagano le imposte, ma i proprietari; mentre è noto che il prezzo dell'affitto comprende la spesa per le imposte. Ma i fittavoli sono Greci e i proprietari sono Turchi...

La lotta

Nella corrispondenza precedente vi ho descritto a grandi linee il quadro vasto e tumultuoso nel quale si svolge l'attuale battaglia elettorale ottomana. Aggiungerò che, neppure alla vigilia del voto, si scuote l'apatia formidabile delle grandi moltitudini. La crisi che attraverso l'Impero diventa ogni giorno più terribile: l'esistenza stessa della Turchia è posta in questione — così almeno ogni giorno in tutti i *villages* urlano i giornali di tutte le tendenze — la violenza verbale delle polemiche fra le parti e fra le nazionalità in contrasto diventa ogni giorno più un'ossessione; non passano quarantott'ore senza che vengano denunciate, ad onta del bavaglio imposto dalla Corte marziale incredibili prepotenze, vessazioni, minacce o addirittura violenze. Ma le maggioranze taccono.

Ad eccezione dei Cristiani e degli Israeliti, lo spirito costituzionale non solo manca, ma ripugna agli ottomani. Vi ho detto già dell'ostinato « assenteismo » delle turbe ottomane dalla vita pubblica e da tutte le manifestazioni di essa: e, quanto più ci si avvicina al momento decisivo della lotta elettorale, tanto più mi convinco che un tale disinteressamento sia un segno di saggezza. Quanta miseria passionale e intellettuale in questi « programmi » delle due parti che si combat-

cia, un bill d'indennità assoluto e incori-
pote e si trascina dietro Galetti e
provvisamente di prendere la testa del
sono in forma meravigliosa decodono im-
lati del gruppo. Beni e Torricelli, che
e Durando sorvegliano nel centro e al
roni, Bertarelli, i fratelli Azzi, Verde
mentre Marzocchini, Santina, Brizzi, Chi-
damento al fianco del gruppo francese.
Beni, Torricelli e Galetti stanno assi-
L'attacco del Turchino
ta si Carrigon che batte in prima linea

TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi
No RTB_463_11

Le Journal de Commerce

ORGANE DES INTÉRÊTS GÉNÉRAUX DE L'EMPIRE OTTOMAN

Directeur-Administrateur : L. C. MOYSE

PRIX DES ABONNEMENTS :

UN AN 8 francs
Paris et Départements 5 francs
Six Mois 5 francs
Étranger (Union Postale) 10
Trois Mois 3 francs

Les abonnements sont reçus aux Bureaux du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

DIRECTION-ADMINISTRATION-REDACTION

Boulevard de la Harpe 30
Paris (7^e Arrondissement)
Téléphone 102-30

Les Annonces sont reçues aux Bureaux du Journal
Les lettres et mandats intéressant l'Administration, à être classés

Directeur Politique :

ABONNEMENTS :

UN AN 8 francs
Six Mois 5 francs
Trois Mois 3 francs

Les abonnements sont reçus aux Bureaux du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

de la religion ; que les lois juridiques et religieuses se confondent et que la juridiction ecclésiastique déborde sur toutes les autres.

« Mais M. de Lers s'empresse d'ajouter que les religions de tous les temps se sont enclinées à se conformer plus ou moins ouvertement aux besoins de leur temps. Etant donné cette loi de l'évolution religieuse, il y a lieu de supposer que l'Islam finira par atténuer sa rigueur.

« Nous en voyons déjà les prodromes parmi les classes instruites du peuple turc.

« C'est une conception fautive que de croire que la religion mahométane est un bloc de dogmes immuables qui n'aura jamais l'élasticité voulue pour se conformer aux idées de notre temps.

« Les Turcs ont eu l'habileté de tirer du Coran les progrès réclamés par la voix du temps.

« Dans son étude sur la théorie du droit musulman, Sawas Pacha — dans plusieurs pages du premier volume et dans les pages 550 à 576 du deuxième volume — a déduit du Coran les créations du droit moderne : le billet de change, le chèque, la liberté de toucher des intérêts, la permission d'émettre des emprunts d'État. Il cite du Coran la phrase : « *Incelnet jourour la pourouz* (la vraie foi donne des facilités), jamais des difficultés), et cette autre phrase : « *La sarar ve la tarar* (l'Islam l'Islam ne saurait infliger aux hommes de détraquer ni de dommages).

« Sawas Pacha, qui était ministre des Travaux publics et ministre des Affaires étrangères, écrivait encore ceci :

« *Un empire musulman qui se priverait des instruments de progrès se trouverait dans une situation inférieure à celle des autres États. Ce serait subir, à cause de sa religion, un dommage (sarar) et infliger à ses sujets des dommages (tarar), ce que Dieu condamne et ce qui serait le plus grave péché de tous.* »

« Et M. de Lers continuait :

« Le peuple ottoman comprend la voix de notre temps. On lui reproche la lenteur avec laquelle il avance dans la voie de la civilisation. Mais il y a beaucoup d'indices qui attestent que la société musulmane s'est engagée dans la voie de la civilisation et se rapproche du monde occidental d'une façon de plus en plus perceptible.

« Le peuple ottoman ne veut point sombrer dans l'ouïgan, mais se faire valoir, en servant l'individualité de sa race autant que possible. Ne croyons pas que ce peuple soit destiné à se perdre dans un tourbillon déformé et ouvert. Cherchons à l'appuyer avec patience et avec notre sympathie pour ce que sa transformation puisse s'opérer par cette race à une haute valeur et peut avoir une grande importance pour nous, le peuple hongrois.

« Entouré de toutes parts par la mer slave, les expressions et prévisions de M. de Lers se sont, depuis lors, réalisées avec une promptitude, avec une ampleur, avec une variabilité soit des progrès modernes qui ont étonné le monde entier. La nation ottomane a fait son devoir avec une fermeté et une énergie qui ne laissent à désirer qu'une seule chose, à savoir que l'Europe fasse son devoir à son tour.

« Nous étudierons, la semaine prochaine, dans un second article, la tâche qui incombe à l'Europe.

A. SASVARI.

Sous-directeur du Musée Royal commercial hongrois de Budapest.

LA

Semaine Politique

EN FRANCE

Calais, et Touron, sénateur de l'Algérie, vainement essayé de préparer, par un amendement, une loi nouvelle destinée à que les travailleurs des chemins de fer organisent impunément un brusque choc.

« M. Barthou et surtout M. Clemenceau pas eu de peine à rétorquer la thèse de M. Gomme d'habitude, la logique familière de la logique fleurie et un peu surannée d'un professeur-académicien. M. Clemenceau a dit notamment :

« Il est impossible au gouvernement d'accorder une restriction du droit de grève. Ce serait faire aux employés des chemins de fer, à un prix acceptable, les retraites accordées. Les chemins de fer ne peuvent pas donner aux employés une retraite au-dessus de ce qu'ils ont payé. Et ce qui montre le mauvais chemin.

« La thèse du gouvernement, qui est la thèse de la haute assemblée, est celle-ci : la nouvelle, préconisée par MM. Ribot et Touron, provoquerait les conflits que ces honorables chemins de fer ont le sentiment de leur devoir paternel ; il faut leur faire confier.

Aimez-vous l'orateur ?

Pour moi, ce personnage qui débûte, sur ton généralement informé, une conférence étudiée ou une harangue apprise par cœur, m'ennuie terriblement ; il m'assoupit ou m'inspire l'envie de fuir la salle des séances et de retourner à la banquette bouquinière, les Quais de la Seine.

Ce qui me plaît, chez M. Clemenceau de même que chez M. Jules Roche, c'est qu'il n'est pas un orateur.

« Ce vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels. Il ne s'endort guère sans avoir écrit quelques pages de Shakespeare. Il savourait deshexagème. Il fut, à certaines époques, l'homme isolé d'Israël, qui n'a plus rien de le témoignage de sa conscience. Il a vingt duels. Il ne s'endort guère sans avoir écrit quelques pages de Shakespeare. Il savourait deshexagème. Il fut, à certaines époques, l'homme isolé d'Israël, qui n'a plus rien de le témoignage de sa conscience. Il a vingt duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

La Délégation Parlementaire Ottomane EN FINCE

« Le vieux Parisien a l'air d'un homme de la vie. Il a comme les autres, une humeur. Scrupuleusement probe, il a été l'homme de la loi, le héros des procès, le héros des jugements, le héros des duels.

CORRIERE DI SICILIA

POLITICO QUOTIDIANO

Mercoledì Giovedì 8 9 Maggio 1912

EDIZIONE DELLA SERA

ANNO III - N. 128
Conto corrente con la posta
L. 128/121. Cent. 5 - Acceptor Cent. 20

ABBONAMENTI
Anno L. 15 - Sei mesi 8 - Tre mesi 4,50
Stati dell'Unione Postate il doppio

SOCIETÀ EDITRICE ROMANA:
AVVENIRE D'ITALIA, Bologna - CORRIERE D'ITALIA, Roma
CORRIERE DI SICILIA, Palermo

TELEFONI:
Urbano n. 10-84 - Interprovinciale 1-70
UFFICIO DI ROMA N. 1-64

PALERMO
Ufficio: Redazione - Via Colza, 112.
Ufficio di Amministrazione e di Pubblicità - Via Cavour, 157.

TDV:SMY
Kütüphanesi Arşivi
No RTB-463-12

LE AUDACIE DEL GORNALISMO

Un nostro inviato cammelliere di una carovana in marcia verso il campo turco Impressioni del deserto durante un viaggio alle trincee del nemico

Il pubblico italiano che da sette mesi se con crescente ansia la cronaca degli avvenimenti in Libia e in Cirenaica conosce solamente della guerra le impressioni italiane, della nostra parte, del nostro esercito, e così è ora abituato al valore e all'ardimento del nostro soldato, prende parte, col pensiero, ad ogni azione vittoriosa che laggiù si compie e vive quasi, con familiarità, la vita aspra e pittoresca dell'isola. Ma al di là della trincea non vede; egli non sa che cosa avviene dall'altra parte, non ha e non ha mai avuto la visione della guerra nel campo nemico.

Egli è un cammelliere, per chi voglia studiare capatamente ed internamente della guerra italo-turca — è sommarmente interessante, e quindi una fortunata combinazione che si è offerta, incaricando persona di nostra fiducia.

Finora il campo turco era stato studiato solo da giornalisti stranieri — spesso assillati dal governo turco — allo scopo precipuo di esaltare il nemico e diffamare tutto ciò che abbia nome italiano; ora, invece, il nostro collaboratore — che si presenta sotto un pseudonimo, non potendo per adesso, e per ragioni molto evidenti, fare il suo nome — è il primo italiano che attraversa il confine egiziano e che studierà gli accampamenti turchi della Cirenaica, osservando le cose sotto un altro punto di vista molto più semplice ed onesto: quello della verità.

In questa prima lunghissima lettera il nostro collaboratore ci descrive il suo viaggio verso il campo turco e ci dà una idea molto esatta, ed istruttiva del modo come avviene il contrabbando e della assenza vera di quella che — certo per ironia — si chiama neutralità del governo italiano. Richiamiamo anche l'attenzione dei lettori sul parecchio del volontario ottomano, facendo osservare che quanto egli racconta circa l'atteggiamento contrario dei Senussi verso l'Italia non ha ombra di fondamento. I Senussi sono, nei riguardi della guerra, effettivamente neutrali; e la loro neutralità non è da confortarsi affatto con quella della leale Inghilterra o dell'amica Francia.

Saremo lieti di dare a suo tempo — quando ogni pericolo sarà scomparso — il nostro articolo collaboratore; al quale auguriamo intanto la completa riuscita del suo difficile viaggio. Egli, del resto, deve essere a quest'ora già arrivato al campo turco in Cirenaica, e speriamo di ricevere tra giorni la seconda sua lettera.

MARIOUT, 10 aprile.

E' ormai noto che le varie missioni della Mezzaluna Rossa servono a possono servire a molte cose: tra l'altro possono servire anche per apportare aiuti di assistenza ai poveri feriti turci degnati nei campi del nemico. Ma principalmente, servono per far passare dalle terre neutre — per modo di dire — ai nuclei turco-arabi ufficiali camuffati da medici e da infermieri ed a numerosi altri.

Un giornalista dilettante cammelliere

Ora lo posso affermare un'altra cosa: che la Mezzaluna Rossa dei turchi può anche servire per far penetrare per primo — finalmente! — al campo turco un giornalista italiano; o almeno uno che per rendere servizio ad un giornale italiano si è incaricato di un viaggio verso il campo turco.

mangero alla peggio come gli altri e che non prenderò un centesimo; questo soprattutto.

Cio premesso mi pongo in viaggio, insieme agli altri membri dell'ultima missione della Mezzaluna Rossa, il sette aprile, da Alessandria d'Egitto.

Marte o Galeno?

Il primo tratto del nostro viaggio da Alessandria a Mariout si è svolto relativamente bene sulla ferrovia così detta del Mariout. Anzi a un viaggio sotto certi aspetti piacevole — malgrado l'uniformità del paesaggio — e certo rapidissimo, dati i servizi ferroviari di queste regioni. Con due trasbordati la ferrovia recava duecentocinquanta chilometri in quarantotto ore. Ma pure è difficile passare due giorni in uno scompartimento ferroviario con altri compagni di viaggio, senza dar sospetto. Naturalmente, data la mia veste e la mia funzione, non mi è stato difficile starmene in disparte e sonnecchiare anche quando non mi andava e ascoltare, di preferenza, le chiacchiere degli altri. E così vengo a sapere che tra i membri della missione — in gran parte infermieri e medici di uno strano e sintomatico aspetto militare, — seramente seguaci di Marte e non di Galeno — vi sono anche due giornalisti turchi: un certo Abdul Rahman, inviato dell'egiziano; e un tal Raimondo Coirai, per Le Nil del Cairo; il Coirai ha avuto il coraggio di condurre con sé al campo turco la moglie, una gentile signora che, forse per contrasto alla petulante loquacità del consorte, non apre mai bocca ed ha un aspetto straordinario di vittima rassegnata.

I componenti la missione conversano dalla mattina alla sera specialmente con i giornalisti; e sono disposti per la massima parte di carattere militare, sulla guerra, sulla situazione politica dei quali traspare che turchi e turchini, nella loro intimità, non sono poi così ostinatisi sulla soluzione finale del conflitto come vorrebbero far credere i giornalisti di Costantinopoli. Essi si limitano a dire che l'Italia pagherà la sua conquista a prezzo di sangue; ma non si cullano neppure un istante nell'illusione che la conquista sia ora un avvenimento fatale ed irrimediabile.

La linea ferroviaria da Alessandria a Mariout che abbiamo usata per il nostro viaggio fu costruita dal Kedivè Abbas Elhus e ad essa si deve tutto il commercio che si svolge prospero e rigoglioso in queste regioni e permette ai beduini di vendere il loro raccolto a prezzi mai conosciuti prima dell'impianto della ferrovia. Bisogna pensare che vi erano degli abitanti delle oasi che ignoravano perfino l'esistenza di monete superiori al mezzo talero!

La guerra italo-turca, a dire il vero, ha dato un grande impulso al commercio di questa regione; non si era mai visto un cammelliere che non fosse così letargo e indifferente per noi — come quello che vado notando in questi giorni. Ad ogni fermata di treno, ad ogni stazione corrisponde un mercato e non appena il treno giunge una folla di straccioni, carichi di mercanzie, invadono le stazioni, salano sui predellini per contrattare i loro affari con i viaggiatori.

ments mortali. Vi riferisco questo giudizio a titolo di cronaca, ma non mi dissimulo che esso ormai assomiglia troppo alla critica unanime che sui nostro facile da guerra si fa in tutti i giornali turchi e turchini.

A Marouh e verso il campo turco

Del resto che queste ferite prodotte dai nostri fucili non siano poi tanto innocue è dimostrato da quel che ho avuto occasione di vedere nell'accampamento dei beduini del Marouh, tra i quali vi sono alcuni reduci dai campi della Cirenaica, i quali, purtroppo, sono addirittura rovinati per l'effetto dei nostri proiettili.

Questi poveri beduini — vittime della guerra e del lungo digiuno — accampati sotto le loro caratteristiche tende in pieno di camello; gli uomini silenziosi fumano mentre le donne coperte di cenici sono intente ai bisogni della famiglia; qualcuno di esse sta impastando il pane di frumento che viene messo a cuocere presso un piccolo fuoco alimentato con sterco di cammello...

Vicino all'accampamento beduino ho avuto occasione di conoscere altre povere vittime della guerra; sono una trentina di fucili poltri, uomini e donne, che arrestati e fatti prigionieri dagli italiani furono poi rilasciati dopo aver pagato un certo riscatto. Raggiungono le loro tribù sparse per l'interno.

Mi pareva molto interessante chiedere loro le impressioni sulla prigionia, sul loro arresto e sulle loro peripezie ma il mio desiderio è stato vano. Alle mie domande rispondono a monosillabi, senza saper quello che dicono. Sembrano come inebetiti, incoerenti e destano vera pietà. Non sono riuscito — e lo debbo qualche cosa che avesse il senso di una situazione.

Ma almeno diteni — gli ho chiesto — da dove venite, dove siete stati arrestati, riferisci.

RTB-463-12

Non aprono bocca e solo, con un gesto stanco della mano, uno di essi indica lontano, verso il nord, nella direzione del mare.

Mentre sto osservando meglio questi disgraziati vedo che i componenti della nostra missione si sono affollati intorno ad un sedotto con un'uniforme turca molto sgualcita — un bel giovane alto, asciutto, dagli occhi intelligenti — gli rivolgono, delle domande ed egli narra lungamente.

Mi avvicinano anche io con una certa curiosità: il signor Abdel Kahrn del Moayad e il signor Raimondo Coirai del Nil, stanno con un tacchino alla mano, intervistando il malcapitato. Un'intervista nel deserto! La cosa m'interessa e vi predo parte anche io, senza tacchino naturalmente, e facendo per quanto mi è possibile l'indifferente.

L'intervistato non è altro che un volontario ottomano a nome Saleh Ilandy Bey proveniente dal campo turco di Bengasi. E' un uomo agguerritissimo perché, con una ferita alla gamba, ha combattuto in diverse battaglie tra una serie di storie e di storie, e di fanfaronate degne solamente di un turco educato alla scuola di Enver bey!

Egli afferma che attualmente le forze turche a Bengasi comprenderebbero 7000 regolari e 25.000 arabi agli ordini di circa due-

stragi terribili fra gli italiani e che i soldati sono stanchi di combattere, che si rifiutano di obbedire agli ordini degli ufficiali e che molti di questi si sono suicidati...

Ma questo può sembrare poco notevole — non è il solito turco al quale ormai siamo abituati! — al confronto di quel che l'ineffabile milite ottomano dietro le domande dei due giornalisti racconta.

Quanto al Gran Seicco del Senussi — egli continua — voi sapete già che egli ha proclamato la guerra santa contro l'Italia. Or essendo qualche tempo fa corsa la voce che fosse imminente la conclusione della pace sulla base della concessione della Tripolitania, il Gran Seicco ne ebbe una dolorosa impressione, e mandò subito ad Enver bey una missione di quaranta olemi e notevoli del suo partito, lateri per Enver bey di una lettera nella quale si sarebbe protestato formalmente contro l'eventualità di una possibile pace.

Enver Bey è sensuoso...

Non appena Enver bey lesse questa lettera — continua il soldato turco — presto giunsero dinanzi ai delegati del Senussi e affermo che non vi era assolutamente possibilità di pace, e che se anche la Turchia l'avesse concessa, non sarebbe stata accettata, e si sarebbe continuato a combattere sino all'ultima goccia di sangue. Enver bey pregò quindi i delegati di riportare questa risposta al loro Gran Capo ed essi gli chiesero prima di partire un pegno della sincerità delle sue parole e della sua buona fede; questo pegno doveva essere la affiliazione di Enver bey alla setta dei Senussi.

Enver bey — continua come se nulla fosse il soldato turco — ha accettato e così ho organizzato subito il mio viaggio verso il campo turco. E fu coperto il capo del nuovo addetto col turbante dei Senussi, e la sua barba fu tagliata secondo la forma che è portata da tutti gli addetti alla contrattenta. Così ora Enver bey è il più grande uomo presso i Senussi dopo il Gran Seicco, il quale, quando questi apprese la risposta di Enver bey, gli mandò gran copia di regali, tra cui un puro sangue arabo, di notevole pregio, e gli inviò una lettera promettendogli aiuti di uomini e di denaro anche per venti anni di guerra...

Qui termina la meravigliosa storia del sovrano Saleh Ilandy bey; storia che tra non molto sarà diffusa da tutti i giornaletti arabi e turchini dell'Egitto e dell'Europa e che io riferisco perché è interessante e per darvi un'idea dei sistemi usati dai turchi per ingannare le popolazioni arabe.

Il signor Coirai del Nil domandò infine al soldato: — E' vero che Enver bey è morto? — E il soldato rispose: — No, assolutamente Enver bey è vivo. Egli però è ammalato, della grave malattia che si è presa nei territori paludosi della Cirenaica e ancora non si è ripreso completamente dalle sue ferite.

Questo dice il soldato; ma chi può dire se nelle sue frasi narrazioni c'è qualche granello di verità?

Mancano sei ore al tramonto, quando siamo richiesti per partire. Lasciamo le nostre visite e ci rassegniamo intorno al campo turco in un'ora di oscurità. Il sole è ormai tramontato e il campo turco è ormai in oscurità. Il sole è ormai tramontato e il campo turco è ormai in oscurità.

I medici e i giornalisti egiziani che sono nella nostra carovana tempestano di domande il signor Davidson ed io cerco, per quanto mi è possibile, dato il mio umile aspetto di facchino di sentire quel che si dice e che tanto m'interessa.

Naturalmente il comandante inglese a coloro che lo interrogano, nega che del contrabbando sia passato sotto la sua sorveglianza, ma ammette che ne sia passato poco lungi dalla regione da lui sorvegliata, e ne dà anche i motivi, e le scusanti.

Da tanti anni — egli dice — malgrado gli sforzi del governo egiziano per combattere la introduzione in Egitto dell'hashish (specie di somifero sui tipi dell'oppio, ricavato dalla canapa in fiore) e malgrado la vigilanza di estremo grado che se ne fa da parte delle autorità doganali e guardiacoste, l'hashish continua ad entrare in gran copia da tutte le frontiere egiziane, e tutta la lotta del governo non ha servito ad altro che ad acuire la furberia dei contrabbandieri, che sempre ricercano nuovi mezzi e nuove strade (come si dice in gergo) per insanguinare la sorveglianza. Naturalmente quindi — induce l'ottimo signor Davidson — tutti questa pratica normale del contrabbando doveva essere utilizzata per agevolare anche il contrabbando di guerra, facilitato anche dal fatto che si tratta solo di far sorrire la merce, cosa molto più facile che non se si trattasse di farla entrare.

Il signor Davidson ci narra così alcuni casi tipici del contrabbando che dal confine egiziano passa in Cirenaica ai nostri danni. Egli ci dice di esser stato informato che una carovana di oltre cento cammelli è passata pochissimi giorni fa molto più al sud, e ha traversato la frontiera in pieno deserto, molto più a sud di dove si supponeva che i beduini con la loro ricchezza di cammelli e di cavalli si fossero recati a fare il contrabbando del segreto per vari giorni; e quando un reparto di guardie costiere egiziane marciò sui cammelli partiti alla ricerca della carovana giunse troppo tardi, e poté constatare, le tracce che il passaggio di tanti cammelli aveva lasciato sulla sabbia del deserto — e poterono anche trovare un fucile tipo Mauser, modello dell'armata turca che era certo caduto dal carico di qualche cammello, e che servì a provare di che qualità di scarico si trattava.

Un'altra volta furono trovati due cammellieri che ritardati nella marcia della loro carovana, non poterono evitare di veder sequestrato il bagaglio del loro due cammelli carichi anche questi di fucili tipo Martini, ed essi ammisero che la loro carovana era composta di oltre 450 cammelli!

Ma del resto questi sono tutti ameni racconti. La verità è che la sorveglianza inglese si riduce ad una pura formalità a danno nostro ed a vantaggio dei turchi.

RTB-463-12

disprezzo per i loro compagni di combattimento. Un disprezzo poco giustificato per i turchi, mentre, invece, si esprimono sul conto degli ufficiali italiani con un'ammirazione entusiastica, tanto sono stati soggiogati dal modo di combattere che essi hanno e per averli veduti sempre dritti ed esposti al fuoco più terribile, senza cessare mai di esporci anche nei momenti più terribili della mischia...

I soliti ignoti prigionieri italiani

Domandando di qua e di là ho poi cercato di sapere la sorte dei prigionieri italiani che i giornali di Cairo affermano essere numerosi in Cirenaica, ed ho constatato una strana ed eloquentissima contraddizione. I beduini che sono reduci dai dintorni di Bengasi affermano che i prigionieri italiani sono numerosi in Cirenaica, di Bengasi; e quelli che giungono da Bengasi assicurano che essi sono numerosissimi... al campo di Derna! E così via: i prigionieri italiani sono numerosissimi, ma nessuno li ha mai visti! E' un bel caso, non è vero?

Riuscisse a me di vederli questi prigionieri Chissà! Domani partiamo da Sidj Baerani e fra poco saremo in territorio cirenaco; forse diretti a Derna, forse a Bengasi.

Cairo, se andrò a Derna mi diranno che i prigionieri italiani sono a Bengasi; e se andrò a Bengasi, viceversa...

Birdar

La casse di armi

Dovete sapere che a Marsa Matruh è stata fatta l'escava del bagaglio della missione sanitaria; ma il luogo non è da farsi! Di duecenta casse di cui è composto il nostro carico ne è stata ordinata l'apertura di appena una decina. L'egregio signor Darsse visse e ci raccontò che per le altre milleventi e più casse, l'ombra del sospetto contonavano neppure l'ombra del sospetto. Eppure io so in modo certo — e ve lo dico: Dovete sapere che a Marsa Matruh è stata fatta l'escava del bagaglio della missione sanitaria; ma il luogo non è da farsi! Di duecenta casse di cui è composto il nostro carico ne è stata ordinata l'apertura di appena una decina. L'egregio signor Darsse visse e ci raccontò che per le altre milleventi e più casse, l'ombra del sospetto contonavano neppure l'ombra del sospetto. Eppure io so in modo certo — e ve lo dico:

Epurare ciò — per chi voglia studiare
completamente. Il primo aspetto che si presenta è quello nazionale ed internazionale della guerra italo-turca — è sommamente interessante, e quindi una fortunata combinazione che ci si è offerta, incaricando persona di nostra fiducia.

Finora il campo turco era stato studiato solo da giornalisti stranieri — spesso assediati dal governo turco — alla scopo precipuo di esaltarli il nemico e diffamare tutto ciò che abbia nome italiano; ora, invece, il nostro collaboratore — che si presenta sotto un pseudonimo, non potendo per il suo nome — il primo italiano che attraversa il confine egiziano e che studierà gli accampamenti turchi della Cirenaica, svelando le cose sotto un altro punto di vista molto più semplice ed onesto: quello della verità.

In questa prima lunghissima lettera il nostro collaboratore ci descrive il suo viaggio verso il campo turco e ci dà una idea molto esatta... ed illustrata del modo come avviene il contrabbando e della essenza vera di quello che — certo per ironia — si chiama neutralità del governo inglese. Richiamiamo anche l'attenzione dei lettori sul racconto del volontario ottomano facendo osservare che quanto egli racconta circa il servizio che ha reso al capo dei Senussi verso l'Italia non ha un carattere di fondamento. I Senussi sono, nei riguardi della guerra, effettivamente neutrali; e la loro neutralità non è da confondersi affatto con quella della leale Inghilterra o dell'antica Francia.

Saremo lieti di dare a suo tempo — quando ogni pericolo sarà scomparso — il nome del nostro ardito collaboratore, al quale auguriamo intanto la completa riuscita del suo difficile viaggio. Egli, del resto, deve essere a quest'ora già arrivato al campo turco in Cirenaica; e speriamo di ricevere tra giorni la seconda sua lettera.

MARIOUT, 10 aprile.
E' ormai noto che le varie missioni della Mezzanua Rossa servono o possono servire a molte cose: tra l'altro possono servire anche per apportare aiuti di assistenza ai poveri feriti turchi degnati nei campi del nemico. Ma principalmente, servono per far passare dalle terre neutre — per modo di dire — ai nuclei turco-arabi ufficiali camuffati da medici e da infermieri ed altri e nomi.

Un giornalista dilettante cammelliere
Ora lo posso affermare un'altra cosa: che la Mezzanua Rossa dei turchi può anche servire per far penetrare in un mercato — finalmente! — al campo turco un giornalista italiano; o almeno uno che per rendere servizio ad un giornale italiano si sottopone per una volta in vita ad una corvée giornalistica. Ed il sottoscritto — se non temesse di compromettere persone e di gettare il sospetto su altre che non hanno avuto parte alcuna nella cosa — potrebbe narrare una gustosa istoria per dimostrare che poi, in fondo, non è assolutamente impossibile farla in barba ai turchi che pure sono così sospettosi e così guardinghi.

Ma si sa: che sospetto può dare un povero cammelliere che, naturalmente — dopo cinque anni di permanenza in Egitto — parla quasi alla perfezione la lingua araba? Che sospetto può dare quando, come gli altri, ha ricoperte le sue spalle di un lungo barracano lurdato, pieno di strappi e di macchie di ogni colore?

Certo per gli altri deve essere stata la cosa più naturale del mondo vedermi incollato a queste di medietarie, e che mi sia conosciuta una certa inaspettata pazienza sulla ferrovia e poi sugli alti animali del deserto: ma voi potete immaginare quel che mi ci è voluto per persuadere il capo cammelliere, il padrone della carovana a prendermi al suo servizio. Ci è voluto del tempo, degli intermediari e ci è voluto qualche sterlina e parecchie piastre anche; e così al capo cammelliere non è venuto in mente di discutere e di provare la mia abilità... di esperimenti, e tornai sul mio istinto di orientazione nel deserto e di sollevare il becco menomo dubbio sulla mia identità e sulla mia persona.

Rimase solo stabilito — non per un accordo diretto — che io per tutti, e anche per lui, sarò un aiuto cammelliere, una specie di facchino della spedizione, che sarà tutto, parlerò più a gesti che a parole, che

per tutti i miei aspetti. Ma pure è difficile passare due giorni in uno scompartimento ferroviario con altri compagni di viaggio, senza dar sospetto. Naturalmente, è data la mia veste e la mia quantana, non mi è stato difficile starmene in disparte e ascoltare, e anche quando non mi andava e sonnecchiare preferenza, le chiacchiere degli altri. E così vengo a sapere che tra i membri della missione — in gran parte infermieri e medici di uno strano e sintomatico aspetto militare — portamento seguaci di Marte e non di Galieno — vi sono anche due giornalisti turchi: il egiziano; un certo Abdel Kahman, inviato del Moayad e un tal Raimondo Coirat per Le Nil del Cairo; il Coirat ha avuto il coraggio di condurre con sé al campo turco la moglie, una gentile signora che, forse per contrasto alla petulante loquacità del consorte, non apre mai bocca ed ha un aspetto straordinario di vittima rassegnata.

I componenti la missione conversano dalla mattina alla sera specialmente con i giornalisti e sono discorsi per la massima parte di carattere militare, sulla guerra, sulla situazione politica dai quali traspare che turchi e turchelli, nella loro intimità, non sono poi così ostinatisi sulla soluzione finale del conflitto come vorrebbero far credere i giornalisti di Costantinopoli. Essi si limitano a dire che l'Italia pagherà la sua conquista a prezzo di sangue; ma non si curano neppure un istante nell'illusione che la conquista sia ormai un avvenimento fatale ed irrimediabile.

La linea ferroviaria da Alessandria al Mariout che abbiamo usata per il nostro viaggio fu costruita dal Kedive Abbas Ilimus e ad essa si deve tutto il commercio che si svolge prospero e rigoglioso in queste regioni e permette ai beduini di vendere il loro raccolto a prezzi mai conosciuti prima dell'impianto della ferrovia. Bisogna pensare che vi erano no degli abitanti delle oasi che ignoravano perfino l'esistenza di monete superiori al mezzo talero!

La guerra italo-turca, a dire il vero, ha dato un grande impulso al commercio di queste regioni; non si era mai visto su questa linea così intenso commercio.

Ma — come quello che vado notando in questi giorni. Ad ogni fermata di treno, ad ogni stazione corrisponde un mercato e non appena il treno giunge una folla di straccioni, ricchi di mercanzie, invadono le vetture, saltano sui predellini, per contrattare i loro affari con i viaggiatori.

Un particolare degno di nota: in questi ultimi tempi questi mercati si sono arricchiti di un nuovo genere: dei rifiuti degli accampamenti italiani della Cirenaica: dei vestiti militari nostri, probabilmente derubati a qualche povero soldato ucciso in battaglia, a qualche ferito e bottini di metallo strappati ai nostri fantaccini; ma il loro numero, però, è molto più scarso di quanto non si sia scritto dai giornali arabi della Turchia e dell'Egitto.

Dopo parecchie ore di viaggio e dopo averci attraversate le meravigliose proprietà del Kheade — coltivate secondo i più moderni sistemi e sulle quali vivono circa centomila beduini — siamo giunti a Mariout, una piccola stazione bianca, circondata da edifici bassi, affollatissimi.

Da qui veniamo guidati subito al primo accampamento arabo protetto dalla bandiera turca. Sono offerti dei costumi da beduini che sono più adatti dei nostri per attraversare il deserto nel quale, ormai, ci troviamo.

Al Mariout, benché si tratti, a rigor di termini di territorio circeno, vi sono ancora degli autorità egiziane; e difatti riceviamo la visita di Tawadud bey, aiutante di campo del Khedive, e del sergente di polizia Armstrong, comandante di questo distretto, il quale ci viene un fucile comprato da un beduino che noi, ad un sergente italiano ferito del 38. fanteria, certo Cantarella Vincenzo.

Il sergente Armstrong ci dice che i beduini, appena un certo disprezzo per il fucile italiano, dicono che è di calibro troppo piccolo e che le ferite da esso prodotte sono rare.

Ma sono alcuni reduci dai campi della Cirenaica, i quali, purtroppo, sono addirittura rovinati per l'effetto dei nostri proiettili.

Questi poveri beduini — vittime della guerra e del lungo digiuno — accampati sotto le loro caratteristiche tende in pelo di camello; gli uomini silenziosi fumano mentre le donne della famiglia; qualcuno di esse sta impastando il pane di frumento che viene mescolato con sterco di cammello.

Vicino all'accampamento beduino ho avuto occasione di conoscere altre povere vittime della guerra: sono una trentina di turchi, uomini e donne, che arrestati e fatti prigionieri dagli italiani furono poi rilasciati e di qui a piccole tace cercano di raggiungere le loro tribù sparse per l'interno.

Ma pareva molto interessante chiedere loro le impressioni sulla prigionia, sul loro arresto e sulle loro peripezie ma il mio desiderio a state vano. Alle mie domande rispondono a monsilioni, senza saper quello che dicono. Membrano come insetti, innocenti e destano vera pietà. Non sono riuscito — e così non sono riusciti gli altri — a tirar fuori da labbro qualche cosa che avesse il senso di una istruzione.

Ma almeno ditemi — gli ho chiesto — da dove viene, dove siete stati arrestati, da dove venite, e da dove andate?

Non aprono bocca e solo, con un gesto staccato della mano, uno di essi indica lontano, verso il nord, nella direzione del mare.

Mentre sto osservando meglio questi sdegnati vedo che i componenti della nostra missione si sono affollati intorno ad un soldato con un'uniforme turca molto sgualcita — un bel giovane alto, asciutto, dagli occhi intelligenti — gli rivolgono, delle domande ed egli narra lungamente.

Mi avvicino anche io con una certa curiosità: il signor Abdel Kahman del Moayad e il signor Raimondo Coirat del Nil, stampo, con un taccuino alla mano, intervistando il malcapitato. Un'intervista in casi del genere, senza l'interesse e vi prendo parte anche io, senza taccuino naturalmente, e facendo per quanto mi è possibile l'indifferente.

L'intervistato non è altro che un volontario ottomano a nome Saleh Iliand Bey proveniente dal campo turco di Bengasi. E' un tipo interessantissimo perché, con una faccia che pare un pezzo di storia e di spioneria, ha sentito tutte una serie di storie e di spionerie ed è fanfaronato del solo soldato di un turco educato alla scuola di Enver bey!

Egli afferma che attualmente le forze turche a Bengasi comprenderebbero 7000 regolari e 25.000 arabi agli ordini di circa duecento ufficiali; ogni ufficiale comanda 300 soldati regolari e 1000 arabi; che le trincee turche sono state costruite proprio di fronte a quelle italiane, che gli scontri sono continui e che, i turchi hanno già preso una grande quantità di armi e munizioni agli italiani.

Ma quel che vale la pena che io vi riferisca diffusamente è l'episodio del quale il volontario Saleh Iliand Bey dice di essere stato protagonista. Nientemeno — secondo lui — dodici ufficiali italiani sarebbero in istato d'arresto al campo turco di Bengasi perché sorpresi in funzione di spionaggio!

Ufficiali italiani arrestati!

Una sera — racconta l'immaginoso aiutante di Enver bey — ero sortito per una rondà: la luna (vi raccomando la luna!) si levava coi suoi raggi il terreno ed erano con me una ventina di arabi tutti Senussi, ma appena giunti ad una collinetta, videro un soldato italiano che stava guardando i miei compagni con gli occhiali bianchi, e si mi risposero che volevano raggiungere il campo turco per arruolarsi e combattere contro gli italiani. Avendoli invitati a seguirmi — continua il narratore — li condussi sin a un campo nostro, e subito li feci condurre innanzi ad Enver bey al quale non vi fu difficoltà che si trattava di gente assai brava dall'Italia che voleva esercitare lo spionaggio direttamente dal campo turco. Perquisiti, continua imperterrito Saleh Iliand bey — furono trovati loro indosso dei documenti, stabilivano la loro qualità di ufficiali di un esercito italiano. Nientemeno furono immediatamente dichiarati prigionieri e uno disse di dichiarare a Bengasi le malattie da guerra.

Il contrabbando
La polizia locale è comandata da un funzionario inglese, il signor Davidson. Con lui naturalmente il discorso cade sulla guerra e poi subito sull'argomento che più direttamente interessa quelle località: il contrabbando di guerra.

Da tanti anni — egli dice — malgrado gli sforzi del governo egiziano per combattere la introduzione in Egitto dell'hashish (specie di somifero sul tipo dell'oppio, ricavato dalla canapa in fiore) e malgrado la vigilanza estesissima che se ne fa da parte delle autorità doganali e guardiacoste, una quantità di contrabbando doveva essere utilizzata per agevolare anche il contrabbando di guerra, facilitato anche dal fatto che si tratta solo di far sortire la merce, cosa molto più facile che non se si trattasse di farla entrare.

Il signor Davidson ci narra così alcuni casi tipici del contrabbando che dal confine egiziano passa in Cirenaica ai nostri danni. Egli ci dice di essere stato informato che una carovana di oltre cento cammelli è passata attraverso la frontiera in pieno deserto, molti beduini che gli assistono, e che il servizio per venti giorni; e quando un reparto di guarda-coste egiziani montati su cammelli parti alla ricerca della carovana giunse troppo tardi, e poté constatare... le tracce che il passaggio di quella carovana aveva lasciato sulla sabbia del deserto — e poterono anche trovare un fucile tipo Mauser, modello dell'armata turca che era certo caduto dal carico di qualche cammello, e che servì a provare che qualità di carico si trattava.

Un'altra volta furono trovati due cammellieri che ritardati nella marcia della loro carovana, non poterono evitare di veder sequestrato il bagaglio del loro due cammelli carichi anche questi di fucili tipo Martini, ed essi ammisero che la loro carovana era composta di oltre 450 cammelli!

Ma del resto questi sono tutti ameni racconti. La verità dolorosa è questa: che la sorveglianza inglese si riduce ad una pura formalità a danno nostro ed a vantaggio dei turchi. R78-63-12

Domandando di qua e di là ho poi cercato di sapere la sorte dei prigionieri italiani che i giornali di Cairo affermano essere numerosissimi in Cirenaica, ed ho constatato una strana ed eloquentissima contraddizione. I beduini che sono reduci dai dintorni di Derna, affermano che i prigionieri italiani sono numerosissimi a Bengasi; i turchi che quelli che giungono da Bengasi assicurano che essi sono numerosissimi... al campo di Derna.

E così via: i prigionieri italiani sono numerosissimi, ma nessuno li ha mai visti! E' un bel caso, non è vero?

Riuscisse a me di vederli questi prigionieri Chissà! Darnani partano da Sidi Baerani e diretti a Derna, forse a Bengasi. Certo, se andrò a Derna mi diranno che i prigionieri italiani sono a Bengasi; e se andrò a Bengasi, viceversa... Birdar

Le casse di armi
Dovete sapere che a Marsa Matruh è stato fatto l'esame del bagaglio della nostra missione samaria; ma in modo tale da far tra i Di duemila casse di cui è composto il nostro carico ne è stata ordinata l'apertura di appena una diecina. L'ispettore signor Davidson non ha avuto per le altre mille e novecentoventi neppure l'ombra del sospetto. Eppure lo so in modo certo — e ve lo confermo appena saremo arrivati al campo turco — che di medicinali, di tende, di attrezzi chirurgici non abbiamo che una mezza quantità in confronto delle armi e delle munizioni.

Ed è forse per questo che l'ineffabile signor Davidson, al signor Raimondo Coirat l'ho interrogato sul fatto che io ho interrogato in proposito. Ha risposto: — La carovana passerà senza difficoltà; la missione ha uno scopo di carità e di soccorso; la nostra opera sarà facilitata in ogni modo... Ed è così che altre armi per i turchi — purtroppo, sotto la scorta di un italiano questa volta! — passano il confine egiziano sotto la compiacente vigilanza dei funzionari inglesi.

Riuscivamo così la strada verso le stazioni turche della Cirenaica e ci dirigiamo a Sidi Baerani dove giungeremo... cinque giorni di viaggio menziono per una strada che non è stata mai percorsa.

Nessun incidente lungo la strada, ma che nel secondo giorno alcuni membri della carovana fra cui il giornalista Coirat e sua moglie, essendo andati innanzi agli altri, scomparvero dalla carovana e non furono più raggiunti dal resto della comitiva che a Sidi Baerani al nostro giungere.

Anche qui dobbiamo fare tre giorni di sosta. Appena giunti, naturalmente, e rievocando il discorso che sono stato da beduini una strana psicologia. Qui non si parla, come si farebbe in un paese di frontiera, di continue vittorie turche e di sconfitte degli italiani. beduini si limitano a parlare solo di una ipotesi vittoria finale della Turchia che essi giurano per Allah che non potrà mancare. U po' poco, veramente...

Ma, a dire il vero, non parliamo di vittorie turche, ma di vittoria araba. Perché occorrerà sapere che questi beduini ostentano un sereno

TDV ISAM
Kutuphanesi Arşivi
No R78-63-12

...demi siècle, est mis en application. Les opérations du recrutement des non-musulmans se poursuivent dans tout l'empire et les conscrits grecs, arméniens, bulgares, serbes, juifs, chaldéens, jacobites, latins, (catholiques) etc, arrivent par petits paquets aux chefs-lieux de leurs circonscriptions. A en croire les journaux, non seulement les Turcs, mais ceux de toutes les autres nationalités, que la perspective de la cour martiale — car Constantinople est toujours en état de siège — et ce régime d'exception à toutes les chances de devenir une règle normale — que la perspective de la cour martiale, dit-on, rend prudents, un enthousiasme indescriptible régna parmi les non-musulmans à la pensée qu'ils vont avoir l'honneur de servir sous les drapeaux. On ne tarit pas d'hyperboles sur la concorde, l'union, la fraternisation des différents éléments ethniques de ce pandemonium de races et de religions qu'est la Turquie, qui, grâce au compagneonnage d'armes vont enfin fonder la patrie ottomane. A noter que le mot « patrie » n'existe pas dans la langue turque, et quand celle-ci veut exprimer l'idée de patrie, elle est obligée de recourir au persan et à l'arabe. La vérité est tout autre.

Il y a une consternation générale parmi les non-musulmans, non pas, à vrai dire, que l'idée de porter le fusil leur fasse peur, mais parce qu'ils savent que le temps qu'ils passeront sous les drapeaux sera un temps d'épreuves des plus douloureuses, car, en dépit des tirades grandiloquentes sur la fraternité d'armes et sur l'ottomanisme, destiné à dicter des lois à la terre entière, ils seront toujours, aux yeux de leurs camarades de régiment musulmans, des « ghiaours », c'est-à-dire, des êtres d'une essence inférieure, qu'ils croiront pendant tout leur temps de service comme simples soldats, ou tout au plus comme caporaux — et encore faudra-t-il que dans l'escouade il n'y ait que des non-musulmans. Sans compter que les opérations du recrutement s'opèrent avec un arbitraire dont on ne saurait, si on n'a pas vécu longtemps en Turquie, se faire une idée — même approximative. L'état-civil n'existe que depuis quelques années — c'a été une institution de la « tyrannie hamadienne », style consacré — et il est absolument à l'état rudimentaire, surtout en ce qui concerne les non-musulmans, tous les patriarchats ayant violemment protesté contre cette réforme, en arguant de leurs privilèges qui donnaient valeur légale aux actes des églises. Il en est résulté un état de choses qui n'a pu être expliqué et justifié les notes de fonds qu'ils présentent pour les soi-disant recensements qu'ils opéraient avec les plus grandes difficultés, inscrivait à tort et à travers sur leurs registres chrétiens de toutes confessions, juifs, yézidis, kizilbachs, etc, leur donnant l'âge qui leur passait par la tête. Il y a des gens de trente et même de quarante ans, inscrits comme ayant vingt ans, de même des enfants sont passés comme des hommes faits. Or, le recrutement se base sur ces actes fallacieux et, en dépit de toute évidence, il n'en démont pas. Un garçon inscrit comme jeune homme, doit aller rejoindre, à moins qu'il ne verse la somme exigée par la loi, 30 L.T. pour se racheter. Les mauvaises langues disent que c'est un moyen ingénieux qu'on a trouvé pour compenser la perte annuelle de 800,000 L.T. au budget, que cause au Trésor, la suppression au Bedel-askerije (taxe d'exonération militaire payée auparavant par les communautés non-musulmanes) qu'on ne portait décentement maintenant du moment qu'on appelait les chrétiens sous les drapeaux ; toutes les réclamations formulées à ce sujet par les patriarchats sont restées vaines. L'administration de l'Etat ne saurait se tromper.

Que si on fait abstraction de tous les superbes discours prononcés à la Chambre, tant par les députés chrétiens que par les députés musulmans en faveur du service militaire obligatoire pour tous — les premiers ayant, il est vrai, une idée de derrière la tête pour laquelle leurs coreligionnaires les mandissent — ainsi que tous les articles mirifiques dont les journaux ont été prodigués, et si on va au fond des choses, on voit que personne ne se soucie de voir se réaliser la réforme qui doit être l'ancre radieuse de la Turquie nouvelle en donnant 300,000 combattants de plus à l'armée ottomane. L'état-major général est, pour des raisons politiques et militaires qu'il a exposées, l'année dernière, dans un rapport confidentiel, secret — mais des fuites se sont produites — adressé à la commission de l'armée à la Chambre, absolument opposé au service militaire des non-musulmans.

L'Etat ottoman est un Etat théocratique ; il l'est autant que le régime constitutionnel, en dépit de toutes les étiquettes que, sous les régimes absolutistes d'autan, la tentative de révolution du 13 avril 1909, faite au nom du Chériat, c'est-à-dire de la suprématie de la foi religieuse, a avorté au point de vue militaire, au point de vue de la détention du pouvoir, mais elle a triomphé au point de vue du principe. La Constitution, qui devait être la supérieure, la maîtresse du Chériat, est devenue sa servante, d'après même toutes les déclarations officielles — et c'est même la raison principale pour laquelle Riza Tewfik bey, un des ouvriers de la première heure, et des plus méritants de la liberté, rompit avec l'Union et Progrès et donne sa démission de député. Le sentiment qui anime l'armée ottomane est un sentiment tout spécial. Il ne s'agit pas de l'envoie du patriotisme qui entraîne les bataillons en sabots et les rue sur l'ennemi, il n'est pas question de professionnels de la guerre, gens de sac et de corde, peut-être comme les capitaines d'aventures d'autrefois, mais esclaves du drapeau auquel ils ont prêté serment. C'est le fanatisme religieux qui, seul, est le moteur des armées ottomanes. Le prophète a partagé le monde en deux parties : la maison de jeu, c'est-à-dire les vrais croyants ; la maison de la guerre, c'est-à-dire des infidèles, les ghiaours dévoués à l'épée vengeresse des disciples de Mahom. Le soldat musulman qui va sur le champ de bataille sait que s'il meurt pour Allah il en sera récompensé en ayant sa place au septième ciel. Il sera glorifié dans tout l'Islam, comme un martyr et cela est si vrai que, tous les jours actuellement, chaque fois qu'un journal turc enregistre qu'un soldat ou un gendarme ou un gabelou, etc, a été tué dans une rencontre quelconque avec des brigands, des contrebandiers, etc, il écrit : « Nous avons eu un martyr ».

L'introduction des éléments non-musulmans dans l'armée ottomane, est absolument diamétrale de la cohésion, de l'homogénéité de celle-ci, car, à l'esprit de corps, basé sur l'exaltation de la foi religieuse, elle substituera forcément l'antagonisme des nationalités, d'autant plus dangereux qu'il s'inspirera des haines de religion. On peut attendre des merveilles de l'armée turque — si le commandement supérieur est à la hauteur des soldats — parce que tous les musulmans n'ont qu'une aspiration : se faire tuer pour la plus grande gloire d'Allah, la foi qui les anime est la même qui, au cri de « Dieu le veut » conjurait les Croisés à la conquête du Saint-Sépulchre. Peut-on demander la même chose aux orthodoxes, aux grecs, aux catholiques, aux juifs, qui considèrent le service militaire comme une corvée, qui ont accoutumé de considérer l'Islam comme leur oppresseur, qui — les chrétiens, du moins — ont des affinités de race et de religion, des aspirations nationales communes avec les Etats de la péninsule italienne, contre lesquels la Turquie est fatalement, de par les lois historiques et de par les

TDV İSAM
kutuphanesi Arşivi

Un journal arménien, l'*Arevelk*, a publié un article qui a surpris tout le monde — car ce journal brave les foudres de la cour martiale — et qui a motivé une protestation indignée du *Tanin*, l'organe officieux du Comité Union et Progrès. Faisant, le procès du service militaire des non-musulmans, la feuille arménienne demande si, en cas de guerre de la Turquie contre la Bulgarie, les Arméniens, qui, après les massacres de 1896-97 ont trouvé en Bulgarie un asile assuré et des sympathies effectives, pourraient tirer sur les Bulgares.

L'*Arevelk* portera sans doute la peine de la hardiesse irrévérencieuse de son interrogation, mais il a mis le doigt sur une des causes essentielles qui, au point de vue turc, militent contre le service des non-musulmans. Il n'y a qu'à généraliser la question. En cas d'une guerre entre la Turquie et la Grèce ou la Bulgarie ou la Russie, qu'advierait-il des contingents chrétiens que renfermerait l'armée ottomane ? Resterait-ils fidèles à un drapeau qu'ils ne connaissent pas, qui ne leur représente rien, puisqu'il porte le croissant et non la croix, ou tourneraient-ils en faveur de l'ennemi, qui a toutes leurs sympathies, dans les rangs duquel ils voient leurs frères de sang, leurs frères en Jésus-Christ ? La réponse n'est pas douteuse.

Les mêmes raisons qui, en 1856 — Je continue à me placer au point de vue turc — ont fait que le service militaire des chrétiens est demeure une disposition platonique d'une charte pavée d'intentions excellentes, mais irréalisables, subsistent toujours. En théorie, certes, le service militaire des non-musulmans est chose merveilleuse, mais dans la pratique, il se heurte à tant d'impossibilités, il présente tant de dangers de toutes sortes, qu'il apparaît comme une chimère. Les Jeunes-Turcs, venus au pouvoir par un coup de fortune inespéré, dont ils ont été les premiers surpris — car jamais souverain n'a, possédant tous les atouts en main, perdu son trône aussi bêtement, aussi stupidement, aussi lâchement qu'Abd'ul-Hamid — manquent surtout de sens pratique. Ils se rendent volontairement esclaves des formules, et plus celles-ci sont pompeuses, plus ils s'épuisent en efforts pour en tirer quelque chose quand même elles seraient aussi creuses que possible. Tel est le cas avec le service militaire des non-musulmans, qu'ils n'ont pas inventé, mais qu'ils ont recueilli de l'héritage du passé et qu'ils ont adopté, voulant par une singulière contradiction eux, fougueux ennemis de l'Europe et des Européens, substituer en matière militaire les idées occidentales à la mentalité orientale.

RTB-463-2

Journal d'un Turc

PARIS

Kütüphane St. Anthon
No 274-443-3

Que pensent de nous les députés turcs qui sont nos hôtes ? C'est ce que nous avons cru intéressant de savoir. L'un d'eux, le docteur Riza Tewfik, a l'habitude de noter au jour le jour, en phrases courtes, en traits rapides, ses observations courantes. Il a bien voulu m'offrir pour nous son bloc-notes de voyage, dont nous avons pris copie. Nous en traduisons simplement quelques aînées, pour les lecteurs du *Figaro*.

Il est superflu de présenter le député d'Andrinople. Celui que l'on appelle en Turquie « le philosophe » fut, aux premiers temps de l'ère nouvelle, un artisan d'ordre et de progrès. Il est resté et demeurera l'une des plus hautes intelligences de la Turquie moderne, l'un des initiateurs, l'un des précurseurs, — un penseur.

Dimanche 11 juillet. — Nous sommes arrivés à Paris, ce matin, par un temps gris et froid. Il avait plu hier et les jours précédents. Mais Paris est une ville si singulière que, cinq minutes après l'orage, les rues sont déjà propres et sèches. C'est la première comparaison que nous faisons avec Stamboul. Elle n'est pas à notre avantage.
Dans l'après-midi, nous sommes allés aux courses d'Auteuil. J'ai vu là le Paris mondain. Les hommes y vont pour voir des chevaux, les femmes pour y faire voir leurs toilettes. Tous y cherchent les émotions du jeu. Mais les manifestations de la vie parisienne ont presque toujours, me semble-t-il, une portée nationale. Derrière le spectacle sportif d'un simple-chasse, derrière les guichets du pari mutuel, il y a pour les Français l'œuvre de leur clivage et le sort de leur armée. Les futilités mêmes de leurs mondaines ou demi-mondaines ont une utilité sociale. Elles affirment la supériorité triomphante du goût parisien. Rien de tout cela n'est vain.

Lundi 12 juillet. — Nous sommes allés à la Chambre des députés. C'est une séance mémorable, non parce que nous y assistons, mais parce qu'elle est marquée par un grand débat. Le président du Conseil résume l'œuvre de toute une législature. Il prononce un discours qui prit tout l'après-midi.
M. Clemenceau est un orateur d'une espèce encore rare chez nous. Il rencontre l'éloquence sans paraître la chercher. Il dédaigne les procédés oratoires des rhéteurs. Il ne demande rien à l'emphase des mots. Son discours, nourri de faits et d'arguments, atteint l'effet voulu par la seule logique et la précision. Je me propose de dire à nos amis de Stamboul ce qu'ils gagneraient à imiter et à copier.

Des déclarations de l'homme d'Etat français se détache une phrase qui résume assez bien les griefs faits à la Jeune-Turquie. M. Clemenceau, répondant aux ennemis de son gouvernement, a dit : « On nous met sans cesse dans cette alternative : si nous sommes généreux, on dit que nous sommes faibles ; si nous réprimons, on nous reproche d'être des sauvages ; si nous menageons la répression et la tolérance, on prétend que nous sommes incohérents. » La Chambre a souligné d'applaudissements cette boutade, qui mérite d'être retenue chez nous.

Le matin, nous avions été reçus par M. Pichon, qui nous avait fait le plus gracieux accueil. J'avais cru devoir prendre la parole, pour répondre à ses souhaits de bienvenue et à ses déclarations flatteuses pour notre pays. « Notre résurrection, avais-je dit, ne date que de onze mois. Il ne faut pas demander à un peuple de faire des miracles. Nous n'avons pu, en moins d'un an, réaliser une œuvre qui a exigé ailleurs des efforts séculaires. Nous avons fait le possible. Or, on nous laisse le temps d'exécuter ce que nous voulons. Nous sommes animés d'intentions honnêtes et généreuses. » Le ministre français s'était empressé de déclarer qu'aucun homme sérieux ne pouvait reprocher aux Jeunes-Turcs de n'avoir pu compléter en si peu de temps leur œuvre de réforme ou de réorganisation sociale. Il a rendu hommage à notre bonne volonté.

Mardi 13 juillet. — Nous avons visité l'Hôtel de Ville. Paris est un monde. Nulle part on ne le comprend mieux que là. Nous avons été reçus avec une amabilité exquise. Et notre collègue Nissim Mazliah n'a eu qu'à dire simplement sa gratitude et son admiration pour traduire notre pensée. Nous sommes gagnés par le charme de Paris. Nous étions déjà prédisposés aux sympathies françaises. Question de culture et d'affinités intellectuelles. Mais nous sommes déjà plus francophiles qu'avant. Il suffit de voir cette ville pour l'aimer. Les Français ont tant d'esprit qu'ils l'exercent à

leurs dépens. Mais il suffit de les voir chez eux pour leur rendre justice. Ils réfulent sans le savoir leurs propres railleries. D'autres nations peuvent paraître aussi fortes. Il n'en est pas d'aussi belles.

Il n'en est pas qui donnent une impression pareille d'intelligence et de charme. Paris est le dernier mot de l'élégance dans l'ordre et de la beauté dans la civilisation. On prétend que, pour beaucoup, la première vision de cette capitale du monde est un désillusionnement. Ils se la figurent si prestigieuse que la réalité n'atteint pas la hauteur de leur rêve. Pour moi, le rêve lui-même a été dépassé. J'ai trouvé ici la plénitude insoupçonnée d'art et de vie. J'imagine que Paris est parfois mal jugé parce que les visiteurs de passage ne le voient pas en son entier. Ils ne perçoivent que certains aspects. Ils vont dans les théâtres, — et pas toujours dans les meilleurs ; ils dînent ou souper dans les restaurants réputés, dont les additions leur paraissent parfois plus remarquables que le menu ; ils passent leurs soirées dans des lieux de plaisir, qui sont peut-être ce qu'il y a de moins parisien à Paris. Les étrangers, les passants voient tout cela. Ils croient avoir tout vu. Ils ignorent Paris, ils ignorent la France. Nous avons eu la chance d'être mieux guidés, et d'avoir une impression plus exacte de ce grand pays. Des notes arrivées à Marseille, nous avions été séduits par l'activité joyeuse de cette ville, porte française de l'Orient. Mais il faut voir Paris pour comprendre la France. Il y a là une idée de civilisation cristallisée dans ses œuvres.

Mercredi 14 juillet. — C'est la fête nationale. Elle est joyeusement célébrée. Mais tout est calme. La foule garde ici de l'élégance dans la belle humeur et dans la joie.

De bonne heure nous partons pour Longchamp, où le spectacle nous est offert d'une inoubliable revue. Je garderai toujours dans les yeux et dans le cœur l'image de cette belle armée. Mais je n'avais pas besoin de cette preuve nouvelle pour être édifié sur les énergies militaires des Français. Hier matin, j'ai visité, avec mes compatriotes, une caserne de sapeurs-pompiers. C'était l'air haut, sur les pentes de Montmartre, rue Carpeaux. J'ai vu l'ouvrier des braves gens. J'en ai été émerveillé. Ils n'ont littéralement conquis. A la parade de Longchamp, j'ai vu un déploiement prestigieux des diverses armes : fantassins de tout ordre, de toute sorte, artilleurs, chasseurs, dragons et cuirassiers, saint-cyriens, gardes et sapeurs, train des équipages, armes spéciales, jusqu'aux acrobates. C'était impressionnant. Mais, je ne sais pourquoi, je garde une sorte de préférence pour les modestes soldats qui ont travaillé devant moi hier matin dans cette cour et dans ce manège d'une simple caserne de Montmartre. Rien ne saurait me donner une idée plus forte de la discipline, de la souplesse et de l'intelligence des soldats français.

Je ne cherche pas trop à analyser les secrètes raisons de ces préférences. Peut-être s'expliquent-elles par une similitude de culture. J'ai été moi-même élevé, physiquement, comme une sorte de sapeur-pompier. J'ai eu toujours, je garde encore le culte de la force musculaire. Devant le moniteur de la caserne Carpeaux j'ai senti que cet homme aurait pu être mon maître. Je lui ai serré la main comme à un frère. Je lui ai aussi exprimé mon admiration pour ses hommes. Ils m'ont prouvé que la race française est toujours vigoureuse et forte. Et quand je suis passé devant les tableaux d'honneur ou sont gravés sur le marbre les noms de ces soldats obscurs morts au feu, j'ai ressenti une émotion sincère. J'ai vu que les Français gardent toujours intact le sentiment du devoir et le culte du sacrifice.

Ce soir, je me promène à travers les rues. Partout on danse. J'ai lu, ce matin, qu'il y a 2,663 bals de quartier.

Il est intéressant de faire avec les Parisiens pour bien comprendre l'âme des Français. C'est unissonnement. Ils ont des pensées, des idées, des impressions qui s'établissent dans mon cœur.

J'ai gardé mon fez national. J'avais d'abord le dessein de le quitter. Je craignais d'entendre à chaque coin de rue l'exclamation qui avait tant gêné le Persan de Montesquieu : « Comment peut-on être Ottoman ! » Mais tout est bien changé, depuis Montesquieu. Rica et Usbek pourraient, en fez ou en caftan, circuler à l'aise dans Paris, sans y provoquer la moindre interpellation indiscrète. Les Parisiens ne s'étonnent plus. C'est le Persan qui aurait lieu de s'étonner. Plus que jamais Paris lui semblerait aussi grand qu'Ispahan.

Je n'ai pas encore vu les musées, les monuments, les écoles, ni les diverses institutions qui font si lumineux le rayonnement de Paris sur le monde. Mais nous verrons tout cela. Car nous ne demandons qu'à avoir des raisons de plus d'aimer la France et les Français. Dès maintenant d'ailleurs nous sommes gagnés. La cordialité de l'accueil que nous fait nous pénétre. Nous sommes enveloppés de bonne grâce. Comme d'André Chénier, le grand poète français né à Constantinople : « Comment peut-on être Ottoman ! »

La bienvenue ici nous rit dans tous les yeux.

Et c'est peut-être ce qui rend si profonde l'impression que nous a causée et que nous laissera Paris. Chez les Parisiens, nous avons l'illusion d'avoir trouvé mieux que des amis. Nous sentons qu'ils sont nos frères. Nous surtout, Jeunes-Turcs, que soulève l'amour de la liberté, nous retrouvons ici la flamme où se sont allumés nos enthousiasmes. Je l'ai dit, je le répète : Notre voyage à Paris n'est pas une visite ; c'est un pèlerinage.

Jeudi 15 juillet. — J'ai passé toute la soirée d'hier à travers Paris. J'ai vécu de

pulaire. J'ai eu l'illusion de Paris les entraînements, toutes les de cette foule. L'ami qui m'accablait a prétendu que j'avais une Batignolles. Loin de me former l'expression, j'en ai été flatté. L'ami, il pleut. J'ouvre la fenêtre. Un peu de tristesse tomber sur pour la première fois depuis mon l'ai la nostalgie des rives du Bosphore de ma petite maison de Bébek en voit le soleil se lever si joyeux et les collines d'Asie de regarder la géographie de mon fils. Il me paraît un peu de moi. Il n'y a pas à me le faire sentir. Je suis mélancolique. Cependant je me suis joyeux bien portant, prêt à me remettre en route. Depuis notre arrivée en France, nous avons eu deux ou trois jours par jour, avec des lunchs et des réceptions ininterrompues. Aucun de nous n'est malade. C'est le plus bel hommage que nous puissions faire de la cuisine française.

D' Riza Tewfik.

deputé d'Andrinople au Parlement ottoman

FONDE EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux

(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

Voir au verso

TELEPHONE : 102-62

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

Signature :

TDVISAM

Kutuphanesi ARŞIVI

No 375-263-4

1912

Exp. Elezioni di sangue in Macedonia

Salonico, 29 — Sono segnalati nuovi disordini a causa della lotta elettorale tra i Giovani Turchi e i membri della opposizione.

L'ex deputato Riza Tewfik, di opposizione, è rimasto gravemente ferito a Gumaldina.

Ecco altri particolari sui disordini avvenuti a Langaza presso Salonico per motivi elettorali: la popolazione greco-bulgara, credendosi lesa nei suoi diritti dalle autorità locali a proposito delle liste elettorali, sparò contro il *Kalmacan* turco che era circondato da gendarmi. Si impegnò un vero combattimento. Un gendarme e nove cittadini rimasero uccisi; due gendarmi e venti contadini feriti.

Il Valv di Salonico si recò a Langaza con medici e materiale sanitario: si telegrafa che ora l'ordine è ristabilito.

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux
(Faubourg Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

37, rue Bergère (IX^e)

Adresse Télégraphique : ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

TDVISAM

Date :

Kütüphanesi Arşivi

Signature :

Si smentisce, ma qualcosa

belle in pentola.

Roma, 4. mattino.

L'argomento su cui converge, rispetto alla nostra guerra, l'attenzione del mondo politico, consiste nelle trattative che si svolgeranno in Svizzera tra i fiduciari turchi ed italiani per la ricerca di una formula che renda possibile la pace fra l'Italia e la Turchia non obbligando la Porta a fare espressa rinunzia della Libia.

Le voci di trattative in Svizzera persistono malgrado le recise smentite dei giornali ministeriali. Anzi oggi vengono precisati i particolari degli incontri che sarebbero avvenuti o sarebbero per avvenire a Losanna ed a Ginevra; a Losanna si troverebbe l'on. Guido Fusinato, a Ginevra l'on. Bertolini, i quali sarebbero i due fiduciari italiani. I fiduciari turchi sarebbero per i colloqui di Losanna Seid Halim-pascià, che fu già capo della missione dei fiduciari turchi durante il Ministero dimissionario di Said, e per i colloqui di Ginevra il senatore turco Demade Scheif, genero del Sulano, e l'ex-deputato turco di Adrianopoli, Riza Tewfik.

Attinte informazioni al nostro Ministero degli esteri viene dichiarato che nulla risulta di tali colloqui, ai quali il Governo italiano rimarrebbe completamente estraneo. Non si esclude alla Consulta la possibilità che personaggi turchi e italiani possano essersi incontrati in Svizzera animati dal desiderio di trovare uno scambio di idee, una formula, che risolvendo le difficoltà create dal decreto di sovranità sulla Libia faciliti al momento opportuno le trattative per la conclusione della pace, ma si dichiara altresì nel modo più formale che il Governo è assolutamente estraneo a tali trattative. Questa linea di condotta del nostro Governo è perfettamente spiegabile anche dato il caso che le trattative si svolgano realmente.

Infatti si comprende come, data l'eventualità di un insuccesso delle trattative stesse, il Governo non intende assumersi la responsabilità di un tentativo fallito. Il Governo mantiene anzi ufficialmente una linea di condotta anche più recisa, dichiarando a mezzo dei suoi organi ufficiosi, che l'Italia non pensa alla pace, la quale deve scaturire non dalle trattative uffiziose e confidenziali, ma dalla continuazione e dalla intensificazione della guerra, costringendo così la Turchia a desistere dall'atteggiamento intransigente mantenuto finora.

Queste sono le dichiarazioni che vengono fatte nel nostro mondo ufficiale. Se nel retroscena avvengono trattative private e confidenziali si ignora a Roma, ma non lo si esclude, più con l'energia di prima.

Il *Popolo Romano*, che ieri pubblicava una nota evidentemente ispirata per smentire nel modo più assoluto l'esistenza di trattative per la pace in Svizzera, pubblica stamane:

«La *Politische Correspondenz* di Vienna, e di solito è bene informata, dice, per notizie avute da Parigi, che secondo un diplomatico vi sarebbero state delle conferenze confidenziali italo-turche per trovare una formula di pace la quale non obblighi

la Porta a fare espressa rinunzia della Libia. Noi non sappiamo nulla, ma crediamo che questa soluzione fu accettata nel primo periodo della guerra ed attribuita a qualche Potenza neutra ed amica.

«L'Italia non era aliena da una tale soluzione, tanto più che la Turchia non ha dato neppure ora l'alta sovranità in Algeria, nell'Egitto ed in altri luoghi; all'Italia dopo tutto poco importa che la Turchia non riconosca la sua sovranità sulla Libia: le basta che le sia riconosciuta dall'Europa.

«Ritiri la Turchia le sue truppe dalla Libia ed a noi basterà per considerare la guerra finita, anche senza riconoscimenti formali della nostra sovranità, e per riprendere le formali relazioni diplomatiche con la Porta. Il tempo è un gran mediatore».

Queste dichiarazioni di un giornale ministerialissimo come il *Popolo Romano* sono automatiche, poichè dimostrano, come la stampa ebbe a pubblicare giorni or sono nell'intervista con un ministro, che l'Italia è disposta a transigere sulla questione di forma. Infatti oggi è la prima volta che la stampa ministeriale accenna ad una formula transigente, come quella accennata oggi dal *Popolo Romano*, per la soluzione delle difficoltà derivanti dal decreto di sovranità sulla Libia. Ciò dimostra che realmente qualche cosa si va preparando per l'inizio delle future trattative di pace.

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux

(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS

Voir au Verso.

TÉLÉPHONE : 102-82

N° DE DÉBIT 6

Extrait de

Adresse :

Date :

Signature : TDV ISAM

Kütüphanesi Arşivi

Exposition No 273-443-6

La facile vittoria elettorale dei Giovani turchi

(Servizio speciale della Stampa)

Londra, 29, notte.

Il turcofilo *Evening Standard* questa sera scrive: «E' ormai evidente che i risultati delle elezioni in Turchia costituiranno una strepitosa vittoria per i giovani turchi, specialmente nell'Asia Minore l'opposizione ha perduto quasi ogni Collegio. Uno dei suoi *leaders*, Lufti Fikri, è stato sconfitto. Dersina, e Riza Tesfik, deputato di Adrianopoli, è stato battuto anche egli».

Vienna, 29, notte.

La *Neue Freie Presse*, a proposito delle elezioni turche, dice che le notizie dalle diverse regioni dell'impero ottomano fanno prevedere che nella nuova Camera i giovani turchi avranno più di due terzi dei seggi. Le elezioni non sono ancora finite ma è fuori di dubbio che il partito giovane turco sarà fortemente rappresentato alla nuova Camera, che sarà inaugurata verso il 18 aprile.

273-443-6

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux
(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

Choses de Turquie

Mon cher Directeur,

« Jeunes-Turcs et Vieux-Turcs, me disait hier un de nos amis, pour nous cela se vaut. Je n'attends rien de bon d'un gouvernement qui confie à un maréchal allemand la réorganisation de son armée et la présidence de son Conseil supérieur de la guerre. Von der Goltz entraînera tôt ou tard nos Turcs dans la Triple-Alliance. Tou-

nombre, qu'il se pourra, de bataillons russes. Le major Enver bey à Berlin et le maréchal Von der Goltz à Constantinople sont attelés à la même besogne : lier les mains à notre alliée la Russie, pour le cas où un conflit éclaterait sur le Rhin. »

Et mon interlocuteur, officier rompu à toutes les conceptions des états-majors, m'expliquait, le doigt sur une carte, les machavéliques desseins des Enver bey, des Izzet pacha, des Mahmoud Chefket, d'abord stylés par le maréchal Von der Goltz. Il ne manquait à la démonstration de mon stratège qu'une condition, à laquelle je me refuse obstinément de croire : la conclusion d'une alliance offensive et défensive entre la Turquie et les puissances de la Triplice. Il est certain que les Jeunes-Turcs ont compris la nécessité pour eux de trouver un point d'appui en Europe. Leurs journaux en parlent tous les jours. Mais iront-ils à la Triple Alliance ou à la Triple Entente ? Si leurs officiers ont un penchant pour les méthodes militaires allemandes, s'ensuit-il qu'ils seraient heureux de combattre pour la Prusse et pour l'Autriche, « les nations de proie », comme on les appelle à Constantinople ? La profonde blessure, faite à l'amour-propre national des Ottomans par la brutale annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, saigne toujours. Leurs officiers l'ont ressentie plus vivement que les simples citoyens. Quand ils demandent aux Allemands des leçons d'art militaire, rien ne prouve que ce soit avec l'intention de les utiliser contre nous. Comme beaucoup d'autres dans le monde, ils cèdent au prestige des vainqueurs de Sedan et de Verdun. Mais il y a déjà sur les rives du Bosphore des hommes qui pensent et qui écrivent, que les généraux, qui ont conduit les « bleus » de Salonique à Constantinople, en avril dernier, n'ont plus besoin de mentors ; que les Chefket, les Moukhtar, les Salih, les Izzet, les Portew, les Enver, les Niazî (j'en passe, et des meilleurs) sont des tacticiens de premier ordre, fort capables de réorganiser tout seuls l'armée de leur pays.

D'autres ajoutent que le soldat ottoman n'a pas le tempérament du soldat germanique : vite, alerte, ardent, il ressemble bien plus au soldat français ; qu'à Inkerman, à Balaclava, à la Tchernafâ, nos ploupioux donnèrent aux Turcs des exemples qui valent mieux que toutes les théories des instructeurs, d'où qu'ils soient.

D'autres même n'hésitent pas à proclamer leur admiration pour nos troupes. Ici je ne puis résister au plaisir de citer une page d'un des hommes les plus considérables de la Turquie nouvelle, le Dr Riza Tevfik, député d'Andrinople, membre de la délégation parlementaire ottomane en Europe. Avec ses collègues il assista à la revue de Longchamp, le 14 juillet dernier, et voici en quels termes, le soir même, il notait ses impressions :

« De bonne heure nous parlons pour Longchamp, où le spectacle nous est offert d'une inoubliable revue. Je garderai toujours dans les yeux et dans le cœur l'image de cette belle armée. Mais je n'avais pas besoin de cette preuve nouvelle pour être édifié sur les énergies militaires des Français.

« Hier matin, j'ai visité avec mes confrères une caserne de sapeurs-pompiers. C'était là-haut, sur les pentes de Montmartre, rue Carpeaux. J'ai vu manœuvrer ces braves gens. J'en ai été émerveillé : ils m'ont littéralement conquis.

« A la revue de Longchamp j'ai vu un déploiement prestigieux des diverses armes : fantassins de tout ordre, cavaliers de toute sorte, artilleurs, chasseurs, dragons et cuirassiers, Saint-Cyriens, gardes et sapeurs, train des équipages, armées spéciales, jusque aux aéroliers. C'était impressionnant.

« Mais je ne sais pourquoi je garde une

Smentite e controsmentite

IDV-ISAM

Kütüphanesi Arşivi

No

27B-463-8

alle voci di trattative preliminari e confidenziali

L'ufficioso "Popolo Romano,"

Roma, 3 mattina.

Il *Popolo Romano* smentisce recisamente la notizia di trattative di pace che sarebbero avviate in Svizzera e la qualifica come una fiaba.

«Dato pure — soggiunge poi, il giornale — che questa fiaba, per il fatto che essa risponde forse al desiderio naturale di vedere finire la guerra, meritasse una qualche credibilità, nessuno può contestare che le pretese trattative in Svizzera sarebbero state iniziate sotto il Gabinetto dei Giovani turchi, presieduto da Said Pascià. Di fatti, quegli stessi giornali che diffusero la fiaba, annunziarono che quando giunse la notizia della crisi e l'avvento al potere dell'attuale Gabinetto, i pretesi delegati fiduciari del Governo e dei Giovani Turchi dovettero interrompere i negoziati e correre a Costantinopoli, poichè la pretesa missione era divenuta una burletta. Ma c'è un fatto ineccepibile che tronca netto tutte le fiabe divulgate di trattative in Svizzera, e il fatto è questo: se fosse vero che i delegati dei Giovani Turchi avevano trattato e quasi raggiunto l'accordo coi nostri, come si potrebbe spiegare che il presidente del Comitato dei Giovani Turchi, Seid bey, nella seduta in cui si discussero nel Parlamento tutte le dichiarazioni del nuovo Governo, presentò un ordine del giorno nel quale, faceva una sola eccezione, una sola riserva, cioè che non si fosse trattato di pace a meno che l'Italia revocasse il decreto sulla sovranità nella Libia, riconoscendo il mantenimento della sovranità, fosse pure nominale, della Turchia?»

La stampa viennese

Vienna, 3 notte.

Il *Popolo Romano* smentisce oggi con intenzione ufficiosamente la notizia di trattative confidenziali tra fiduciari italiani e turchi. Potete con piena tranquillità di coscienza buttare nel cestino la smentita. Le trattative ci sono ma è evidente che il Governo italiano vorrebbe ad ogni costo tenerle segrete per rivelarle di un tratto quando la cosa sarà riuscita. Le mie notizie in proposito vengono oggi confermate da parecchie fonti autorizzate non solamente, ma apprendo stasera da fonte sicura che le cose stanno prendendo una buona piega tanto che è lecito sperare che i *pourparlers* riusciranno nel loro intento. Eccoli intanto ciò che un diplomatico mi ha dichiarato oggi:

«Si prevede nei circoli diplomatici che conoscono i retroscena che hanno preceduto ed accompagnano gli attuali *pourparlers* tra Italia e Turchia che delle vere trattative diplomatiche di pace dovranno durare parecchio. Se la situazione in Turchia, che è oggi ancora molto ingarbugliata e minacciosa, si chiarirà, è possibile che la pace si avrà prima che scada l'annata dal principio della guerra, vale a dire per il mese di settembre. Le trattative saranno laboriose non tanto per la questione della sovranità quanto per la questione delle isole. E questa una questione grave e complicata che ha assunto un aspetto internazionale. Restituirà l'Italia tutte le isole alla Turchia? Molti osservano che l'Italia ha speso delle forti somme durante la occupazione delle isole nei lavori pubblici e nella riorganizzazione amministrativa e che perciò dovrebbe averne un compenso colla occupazione definitiva di almeno una di esse. D'altra parte le spese subite in vantaggio delle isole potrebbero venire calcolate nelle somme che l'Italia verserebbe alla Turchia a titolo di indennizzo per i beni ottomani della Libia. Il destino delle isole è in ogni modo il problema più difficile a risolversi, dimodochè anche se i *pourparlers* preliminari dovessero avere dei risultati favorevoli e rapidi, vi sarà una questione delle isole che darà molto filo

da torcere alla diplomazia. La iniziativa di queste trattative segrete, che per ora non impegnano in nessun modo nè l'una nè l'altra parte, è venuta dalla Turchia. Le Potenze neutrali hanno salutato con soddisfazione questa iniziativa. Si tratta nei *pourparlers* italo-turchi di trovare una formula che tolga alla perdita della Libia il carattere di cessione di territorio. Si riuscirà? È sperabile. L'Europa intera saluterà con gioia la fine di questa guerra pericolosa per tutti». Fin qui il diplomatico.

In una nota ufficiosamente il *Pester Lloyd*, confermando pienamente i *pourparlers* tra i delegati italiani e turchi in Svizzera, dice che l'iniziativa si deve cercare nel mondo dell'alta finanza che ha uno specialissimo interesse alla fine della guerra. Bisogna aspettare con fiducia e con speranza, dice la nota. Il fatto che l'Europa intera ha un grande interesse a questa pace potrà influire sulla riuscita dei colloqui. Le Potenze hanno in via amichevole e confidenziale consigliato tanto a Costantinopoli come a Roma la arrendevolezza e la moderazione, ma non intendono di intervenire in nessun modo nelle trattative che dovranno continuare direttamente fra l'Italia e la Turchia.

L'ufficiosissima *Politische Correspondenz* ha da Parigi questo importante comunicato ufficioso, pubblicato sotto forma di intervista con un diplomatico:

«Furono alcuni uomini politici turchi che presero l'iniziativa per dei *pourparlers* con dei personaggi italiani abbandonando così l'intransigenza nella questione della sovranità. I *pourparlers* preliminari vengono circondati da grande mistero, ma quello che è certo è che si tratta di trovare una formula che risparmi alla Turchia di dover rinunciare formalmente alla sovranità sulla Libia. Il pensiero della pace ha fatto rapidi progressi a Costantinopoli grazie al nuovo Ministero. La diplomazia europea, conclude la importantissima nota ufficioso, considera la fine della guerra italo-turca, grazie a trattative dirette tra l'Italia e la Turchia, come uno scopo che verrà raggiunto in un tempo non lontano».

Da fonte sicura ho appreso poi i nomi di due dei fiduciari turchi. Essi sono: Said Hadi Pascià e Halil Haim Effendi.

La *Neue Freie Presse* nel suo numero di stasera dice che uno dei fiduciari italiani è l'avv. Volpi. Evidentemente si tratta del comm. Volpi di Venezia che ebbe parte cospicua nelle imprese italiane nel Montenegro e che ha molte aderenze nel mondo finanziario e politico di Costantinopoli. Mi risulta che il Volpi si è recato qualche settimana fa a Costantinopoli con un certo numero di colloqui con notabili ottomani. Si trattava di preparare l'avviamento dei *pourparlers* che hanno luogo attualmente in Svizzera.

Il *Tagblatt* in un interessante articolo pervenutogli da Roma ed evidentemente ispirato a fonte italiana, dice che l'Italia non domanda alla Turchia di riconoscere esplicitamente la sovranità italiana sulla Libia. Se la pace non venisse fatta l'Italia continuerebbe la guerra con la massima energia tanto che il Governo italiano è stato finora costretto a porre un argine alle insistenti domande di guerra a fondo della pubblica opinione. La notizia che a Losanna si sta trattando tra fiduciari italiani e fiduciari turchi è esatta, continua il *Tagblatt*. Si tratta di chiarire la situazione per preparare le trattative, ma queste conversazioni non influiscono direttamente, per ora, sulle risoluzioni del Governo italiano, e se ne è avuta recentemente la prova col *raid* della flottiglia delle torpediniere italiane nei Dardanelli. E i preparativi guerreschi continuano. Riassumendo, conclude l'articolo del *Tagblatt*, prospettive di pace ve ne sono tanto a Roma quanto a Costantinopoli, ma il loro valore dipende

esclusivamente dalla buona volontà della Turchia di riconoscere i fatti compiuti. Dopo ciò si potrà discutere e mettersi d'accordo: in caso diverso sarebbe inutile formulare progetti per la fine della guerra».

A Evian-les-Bains

Evian les Bains, 3 notte.

La notizia che si va confermando da parecchie parti di un convegno preliminare a trattative di pace, che si terrebbe sulle rive del Lemano, non è facile ad appurarsi. Ecco quanto ho potuto raccogliere in proposito.

Uno dei fatti più significativi, verso il quale converge oggi l'attenzione generale, è il ritorno a Ginevra del console generale comm. Basso, che era in congedo per un mese dal 15 luglio e che ha ripreso servizio fino da ieri l'altro. Egli, naturalmente, assicura di non sapere assolutamente nulla di prossime trattative ed altrettanto afferma il console generale di Turchia a Ginevra, il quale però si rifiuta di autorizzare una categorica smentita.

Il direttore della polizia centrale di Ginevra, Perrier, pur rifiutando qualsiasi comunicazione, lascia chiaramente capire che le autorità consolari lo hanno pregato di osservare in questi giorni il segreto professionade con maggior rigore del solito.

A Losanna e ad Evian les Bains, naturalmente, non si sa nulla e le pubblicazioni dei giornali hanno recato non poca sorpresa agli innumerevoli stranieri che soggiornano in questi luoghi. La *Gazette de Losanne* riproduce oggi il telegramma del *Secolo* da Vienna, ma non fa commenti. La *Revue*, dopo aver riferite le varie versioni che furono date finora dell'importante notizia, aggiunge: «Abbiamo rilevato dalle ultime liste degli stranieri la presenza simultanea all'«Albergo Gibbon» del principe Said Alim e del signor Melegari, ambasciatore d'Italia a Pietroburgo. Quanto a Ferid Pascià, egli si trova sempre all'«Albergo Beauvillage» a Ouchy.

Il *Journal de Genève* commentando la informazione del *Secolo* dice che era stata infatti segnalata una quindicina di giorni fa la presenza a Losanna di un alto personaggio turco dell'entourage immediato del Sultano. Questo personaggio avrebbe avuto dei *pourparlers* con dei diplomatici di una grande Potenza desiderosa, si dice, di offrire la sua mediazione. E però possibile che i negoziati invece di continuare a Evian les Bains siano passati a Ginevra ove il personaggio turco attualmente si trova. Il *Journal de Genève* vorrebbe alludere al senatore Damade Scheif, genero del Sultano e che in questo momento si trova a Ginevra in compagnia dell'ex deputato di Adrianopoli Riza Tewfik.

Ad Evian les Bains la colonia turca è quest'anno insolitamente numerosa, ma nessuno dei suoi componenti è tale da potersi considerare come un possibile negoziatore. D'altra parte nessuna villa a Evian les Bains e nei dintorni è stata affittata in questi ultimi tempi, o appartiene, a sudditi turchi.

Ieri l'altro però è stato affittato un castello ad una signora francese, parente di un ambasciatore di una grande Potenza, che ha condotto le pratiche con insolita precipitazione e che ha reclamato di urgenza l'installazione di un telefono. Il nome del castello è De Maxilly e dista tre chilometri da Evian.

Potrebbe essere significativo il fatto che l'ex ministro degli Esteri francese Beaugeois villeggia ora a Evian les Bains, come non essere privo di importanza l'arrivo dell'ex ministro Bertolini che alloggia all'Hotel Beausejour a Ginevra. Ma tutto sommato non si tratta per ora che di vaghe congetture senza che si possa trarre alcuna deduzione.

sorte de préférence pour les modestes soldats qui ont travaillé devant moi, hier matin, dans cette cour et dans ce manège d'une simple caserne de Montmartre. Rien ne m'aurait me donner une idée plus forte de la discipline, de la souplesse et de l'intelligence des soldats français.

« Je ne cherche pas trop à analyser les secrètes raisons de ces préférences. Peut-être s'expliquent-elles par une similitude de culture. J'ai été moi-même élevé physiquement comme une sorte de sapeur-pompier. J'ai eu toujours, je garde encore le culte de la force musculaire. Devant le moniteur de la caserne Carpeaux j'ai senti que cet homme aurait pu être mon maître. Je lui ai serré la main comme à un frère. Je lui ai aussi exprimé mon admiration pour ses hommes. »

« Ils m'ont prouvé que la race française est toujours vigoureuse et forte. Et quand j'ai vu, en passant devant les tableaux d'honneur, ou sont gravés sur le marbre les noms de soldats obscurs, morts au feu, j'ai éprouvé une émotion sincère. J'ai vu que les Français gardent toujours intacts le sentiment du devoir et le culte de l'honneur. »

Journal d'un Turc à Paris, Stamboul,
21 juillet.

Ce Turc-là vous semble-t-il entiché des méthodes allemandes ? Un autre Turc, qui a vu, le 23 juillet dernier, le jour anniversaire de la Constitution ottomane, sur la glorieuse « Colline de l'immortelle Liberté » défiler pour la première fois, devant S. M. Mehmet V, toute l'armée de Constantinople, a osé glisser au milieu d'éloges mérités les lignes suivantes :

« Voici les élèves de l'école militaire de Pancaldi (le St-Cyr de Constantinople). Ils s'avancent par compagnies largement espacées, précédées de leurs officiers d'élite. Leur pas est régulier, leur alignement assez remarquable ; mais quelques-uns semblent gênés par le souci de scander mécaniquement le pas à l'allemande. Cela leur donne une certaine allure guindée. Cependant la raideur de ce pas n'est plus aussi accentuée qu'autrefois. »

Et le débat est ouvert dans les journaux de Constantinople pour savoir si cette rigidité d'automate n'est pas préjudiciable aux qualités naturelles du soldat turc, qui sont la légèreté, la hardiesse et l'esprit d'initiative. Des organes considérables, le « Stamboul », la « Turquie », le « Courrier d'Orient », dont le directeur-proprétaire est Ebuzzla, membre influent de la délégation parlementaire ottomane en France et en Angleterre, soutiennent vigoureusement l'affirmative.

(A suivre.)

HAKKI.

TDV İSAM

Kütüphanesi Arşivi
No

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

Signature :

TDVISAM

Kütüphanesi Arşivi

FINE LIQUEUR
très digestive

SUC SIMON

CHALON-
sur-Saône

En

EN TURQUIE

Troubles électoraux. — Désordres à Salonique.

Salonique, 29 mars.

On signale de nouveaux désordres amenés par la lutte électorale entre les unionistes et les membres de l'opposition.

A Gumuldgina, l'ancien député Risa Teyfik, de l'opposition, a été blessé grièvement.

Hier, à Langaza, près de Salonique, la population gréco-bulgare, se croyant lésée par l'autorité locale à propos des listes électorales, a tiré sur le caïmakam qui était entouré de gendarmes. Un véritable combat s'est engagé. Un gendarme et neuf paysans ont été tués ; deux gendarmes et vingt paysans ont été blessés.

Le vali de Salonique s'est rendu à Langaza avec une forte escorte, des médecins et des médicaments. Il télégraphie que l'ordre est rétabli.

Les élections au premier degré ont commencé à Xanthi.

Les progressistes récalcitrants sont battus et blessés, par les bravi du Comité « Union et Progrès » qui les obligent à s'abstenir. Le nombre des blessés dépasse quinze. Un prêtre grec a été insulté ; le directeur du journal turc *Balkan* a été injurié ; les chrétiens se trouvent dans une situation menaçante.

Les progressistes ont attaqué, dans une rue, des musulmans et des chrétiens appartenant à l'Entente libérale.

L'armée a cerné les quartiers où habitent les libéraux. Un pharmacien grec a été menacé, s'il ne votait pas pour les candidats progressistes, de voir sa pharmacie incendiée et d'être tué lui-même.

Abd ul Hamid est toujours à Salonique

Constantinople, 29 mars.

La nouvelle d'après laquelle l'ex-sultan aurait été transféré à Constantinople est dénuée de fondement.

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux

(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

voir au verso.

TELEPHONE : 102-62

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

TDVISAM

Kütüphanesi Arşivi

Signature :

No R 73-45-11

La fisionomia della nuova Camera turca

LONDRA, 1.

Il *Daily Telegraph* ha da Costantino-

poli:

« Il risultato definitivo delle elezioni non sarà noto che fra quindici giorni, ma, in ogni caso, la situazione è deliberata e

COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES

SUR LA VIE

Entreprise privée assujettie au contrôle de l'Etat

FONDÉE EN 1819

La plus ancienne des Compagnies françaises

87, Rue de Richelieu, 87, PARIS

TDVISAM

Kütüphanesi Arşivi

No. RTB-463-15

FONDS DE GARANTIE

910 MILLIONS

entière... réalisés

grecobulgar...
punti dalle autorità...
liste elettorali...
can che era cir...
è impegnato un...
gendarme e no...
uccisi; due a...
riti. Il valy di...
angaza con me...
o. Si telegrafata...
to. ristabilito.

res

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Compures de Journaux

(Faubourg Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

37, rue Bergère (IX^e)

Voir au Verso.

TELEPHONE : 102-62

Adresse Télégraphique : ACHAMBURE-PARIS

N^o DE DÉBIT

1072

Extrait de

Adresse :

TDV/SAM

Date :

Kütüphanesi Arşivi

Signature :

No RTB-163-15

Es-tion

— Le Dr Riza Tevük bey, l'ancien député, qui se trouvait à Londres, vient de se mettre en route, à destination de notre ville.

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux

(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

Voir au verso.

TELEPHONE : 102-92

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS

N° DE DEBIT

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi

Extrait de

No RTB-463-12

Adresse :

Date :

Signature :

en uéputé lapidé

Constantinople, 26 mars.

L'ancien uéputé Riza Tewfick qui prenait part à un meeting à Salonique a été lapidé par la foule. — H.

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux

(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

Voir au Verso.

TELEPHONE : 102-62

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS TDVISAM

Kütüphanesi Arşivi

N° DE DÉBIT

No 278-563-18

Extrait de

Adresse :

Date :

Signature :

Ex) — Les résultats des élections pour le renouvellement de la Chambre ottomane ne seront complètement connus que dans une douzaine de jours, mais l'on sait déjà que le comité Union et Progrès a fait passer ses candidats presque partout, tandis que la plupart des chefs de l'Entente libérale n'ont pas été réélus. Parmi les leaders de l'opposition qui ont échoué, on peut citer Loutfi Fikri bey, Riza Nour, Ismail Kakki, Riza ...
et pour ...

secondo informazioni di fonte autorevole i risultati definitivi saranno i seguenti:

« Le elezioni già fin da ora costituiscono un grande successo per il comitato «Unione e Progresso», dal doppio punto di vista della eliminazione dei capi di opposizione e della certezza di una enorme maggioranza della nuova Camera.

« Difatti, i capi principali della opposizione della Camera disciolta, tra cui Lufti Fikhri bey, Riza bey, Ismail bey, Riza Tewfik bey, Boussios effendi, sono stati tutti sconfitti nei collegi. Dall'altra parte le elezioni sono assicurate in favore del partito «Unione e Progresso» nei vilayets di Costantinopoli, Adrianopoli,

Salonico, Smirne, Angora, Adana, Sivas, Erzerum, Heggiaz, e Yemen, oltre che nel Sangiaccato di Gerusalemme.

« Nei vilayets di Konia e di Castamuni la situazione è meno sicura sebbene sembra delinearsi anche colà in favore del partito del Governo.

« La medesima cosa può dirsi dei vilayets di Damasco ed Aleppo dove sembra certo che gli antichi capi di opposizione non andranno a lGoverno.

« In conclusione la vittoria del partito «Unione e Progresso» è dubbia soltanto in Beyruth e nell'Arcipelago e soprattutto nei vilapets albanesi di Kossov o e Giannina.

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Voir au verso

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux
(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre
Entrée Particulière : 37, rue Bergère

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS

Téléphone : 107-62

N° DE DÉBIT 87

Extrait de

Adresse : TDVISAM

Date : Kutüphanesi Arşivi

No R.78-463-20

Signature :

La delegazione parlamentare ottomana a Parigi Una mancata visita

I 17 deputati che compongono questa delegazione sono stati di passaggio a Napoli il 7 corrente: essi si sono mossi da Costantinopoli per prendere contatto coi parlamentari dei grandi Stati d'Europa. La Commissione ha una missione di buona colleganza e anche di...
Desi intendono affittarsi

... è copioso...
più giovane, ultimo venuto, l'ultimo europeo, intende portare il saluto di questo ai vecchi parlamenti.

I diciassette sono venuti in Napoli e sono rimasti là su suolo italiano, una decina d'ore: indi sono ripartiti per Marsiglia. Durante la sosta, rotta da amene quanto fugaci gite a Posillipo, a Pompei, a Portici, un giornalista ha domandato a qualcuno di loro: «Andrés», a Roma, durante il vostro giro parlamentare in Occidente?». «No, no, a Roma no!», hanno protestato con animazione anti-musulmana.

Parca che la domanda, così naturale, li avesse scottati, morsi velenosamente. Per poco non protestarono di essere stati oggetti di una insidia contraria alle leggi dell'ospitalità.

Uno di essi spiegò poi che l'itinerario loro aveva di mira le capitali delle grandi potenze amiche: Parigi, Londra, Berlino. Partirono per Marsiglia, da dove proseguirono per Parigi, per trovarvisi in tempo prima che al Palais Bourbon sian prese le vacanze. La seconda tappa sarà Londra, dove la monumentale dimora del Parlamento in Westminster spalancherà amicamente le porte a questi «giovani turchi» che sono tanto addentro nel cuore di Albione.

Il pellegrinaggio in Francia e in Inghilterra, le nazioni che col loro denaro, i loro incitamenti sapientemente mascherati e la loro diplomazia armata di tutti gli argomenti, hanno fatta la fortuna dei giovani turchi, è doveroso: ma subito dopo di esso, i parlamentari ottomani intendono farne un altro di pura convenienza, ed è il pellegrinaggio a Berlino. Vero è che Berlino è stata sempre amica del deposito Sultano, ha

combattuto strenuamente contro l'avvento del partito modernista nella Turchia; ma è sempre la capitale della Germania, della «forte Germania», e quindi i giovani turchi, facendo alquanto violenza al loro sentimento, chiuderanno il giro della loro peregrinazione nella metropoli tedesca, per rendervi atto di omaggio all'Imperatore ed al Reichstag. Un omaggio che corrisponderebbe, nell'ordine dei militari, ad una «visita di dovere», visita cerimoniosa, puramente formale, da dove il sentimento dell'affetto è bandito. Comunque, sia di buona, sia di mala voglia, a Berlino ci vanno, questi rappresentanti del novissimo Parlamento. A Roma non sono stati.

L'esclusione di Roma, il boicottaggio del nostro Parlamento dalle simpatie dei neo-parlamentari della Turchia, sembra anzi ostentato a bello studio. Quei signori sono venuti in Italia, vi si sono trattenuti una mezza giornata, e se ne sono andati insalutati ospiti. Avrebbero, invece, potuto recarsi direttamente a Parigi, facendo il cammino più breve, passando per Vienna e Basilea, o per Trieste e il Gottardo. No, hanno voluto fare un lungo giro, soffermarsi in una città italiana come turisti e ammiratori.

Ma non è sull'atto dei turchi, che noi vogliamo intrattenere i nostri lettori, dei membri del pittoresco parlamento, dove non si sa parlare e non si sa concludere nulla e dove sinora non sono riusciti nemmeno a fare le scimmie ai parlamenti dei paesi a regime liberale più antico e dai costumi politici meno acerbi. Abbiamo voluto rilevare l'episodio, unicamente per dimostrare che l'Italia è tenuta in poco conto dalle altre nazioni, anche da quelle più modeste e che più di tante altre ci dovrebbero dei riguardi.

Il parlamento di Costantinopoli ha

voluto dimostrare che esso calcola l'Italia alla medesima stregua di quei paesi dove non mette conto procurarsi degli amici e delle simpatie e profondere delle cortesie.

L'Italia ha fatto veramente poco per accattivarsi il governo di Costantinopoli, sia del vecchio che del nuovo regime: tutto ha fatto e fa per farsene odiare; minaccia Tripoli, e non va a Tripoli, così da rimanerne col danno, con le beffe e con l'odio da parte dei turchi interessati; fa sapere che, in caso di smembramento della Turchia, quando sarà saltata in aria anche questa instabile combinazione di miscugli detonanti che chiamasi costituzione turca o «Turchia rinnovata», combinazione nella quale non si può avere alcuna fiducia, essa andrà in Albania. E son due. Terza dose di lievito di inimicizia infine, Creta. A Costantinopoli si sa che le potenze vedono di buon occhio l'incorporazione di Creta al regno di Grecia e che si adopereranno a smussare gli angoli più acuti dell'irta vertenza, a trovare una formula che elimini le suscettibilità turche e dia soddisfazione al sentimento, alle aspirazioni del popolo ellenico e degli insofferenti cretesi. Ma sanno anche che chi ha preso su di sé il faticone in questa faccenda è l'Italia; che l'Italia sarà incaricata di cavare dal fuoco le castagne ardenti per cederle ad Atene. Da ciò il rinfocolamento delle prevenzioni antitaliche nei sospettosi circoli turchi, i quali ci considerano come nemici, come intriganti, come mestatori.

E ciò quando ingenuamente si andava propugnando di stringere un'alleanza commerciale italo-turca!

Ci telefonano da Parigi, 12.

Il ministro degli esteri Pichon ha ricevuto oggi la delegazione della Camera ottomana. Il colloquio è stato improntato alla più grande cordialità.

COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES

SUR LA VIE

Entreprise privée assujettie au contrôle de l'Etat

FONDÉE EN 1819

La plus ancienne des Compagnies françaises

87, Rue de Richelieu 87, PARIS

FONDS DE GARANTIE

865 MILLIONS

entièrement réalisés

Assurances sur la Vie — Rentes Viagères

Kütüphanesi Arşivi

Envoi gratuit, sur demande, des Notices et Tarifs

NOTIZIE VATICANE

La missione ottomana dal Papa
I cattolici e il Sultano.

Roma, 4. — Oggi a mezzodi il Papa ha ricevuto la missione ottomana, accolta al suo giungere con tutti gli onori.

Nella sala precedente a quella del trono il marchese Mac Swiney, cameriere di cappa e spada, ne ha presentato i singoli componenti a mons. Bisleti, maggiordomo di S. S. che quindi li ha introdotti alla presenza del Pontefice, il quale attendeva nella sala del trono, contornato dalla sua nobile corte. Dopo le presentazioni, il Papa ha trattato la missione in privato colloquio nel suo gabinetto particolare. La visita è durata circa un quarto d'ora.

Il Papa ha risposto al discorso dell'ambasciatore che presentò una lettera autografa di Maometto V col la seguente allocuzione in francese: — « E' con una soddisfazione tutta particolare che noi accogliamo oggi l'ambasciata straordinaria, che ci invia S. M. imperiale Maometto V, imperatore degli ottomani, per rimetterci le sue lettere autografe e annunziarci il suo avvento al trono. Noi apprezziamo altamente questo segno di benevolenza e di amicizia da parte di S. M. il Sultano, e vi preghiamo, signor ambasciatore, di manifestare al vostro augusto Sovrano i sentimenti della nostra più viva riconoscenza. Siamo felici che questa missione onorevole sia stata affidata a rappresentanti così distinti; e ci è soprattutto piacevole intendere dalla vostra bocca la testimonianza che voi avete reso alla fedeltà e alla devozione dei sudditi cattolici dell'impero ottomano. Vogliate, signor ambasciatore, assicurare S. M. il vostro augusto Sovrano che tra le popolazioni sottomesse al suo scettro, sia per l'avvenire come per il passato tutti i nostri figli della Chiesa cattolica, si faranno un dovere di essere sempre i migliori sudditi e di mostrarsi degni della perfezione e della libertà che noi invochiamo per loro. Noi preghiamo l'Altissimo di prolungare i giorni di S. M. Imperiale e di concedere alla nazione la sua grazia in abbondanza, felicità e prosperità ». R. T. S. - 163 - 21

La missione si è recata quindi a far visita al cardinale segretario di stato Merry-del-Val ed ha lasciato il Vaticano alle 12.25. Prima di uscire dai sacri palazzi, Ghalib Pascià ed Emin bey hanno posato per una fotografia nella prima loggia di Raffaello insieme al maggiordomo, mons. Bisleti.

Nel pomeriggio il cardinale Merry del Val, accompagnato da mons. Canali, sostituto alla segreteria di stato, si è recato al Grand Hôtel dove alloggia la missione ottomana, per restituire la visita.

Il cardinale a nome del Papa ha conferito la Gran Croce dell'ordine di San Pio a Ghalib Pascià, e la Gran Croce dell'ordine di San Silvestro a Emin Bey.

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

TDVISAM

Signature :

Kütüphanesi Arşivi

No 275-463-22

La Cérémonie Turque
OU
Réception des Parlementaires Ottomans
PAR
sa Hautesse le Padischah Fallières
ET
son Grand-Vizir Clemenceau - Pacha

LE CHEF DE LA MISSION OTTOMANE. — *Am-bouschims ouq horat, Fallières, salama!*

M. CLEMENCEAU. — Cela veut dire, Monsieur le Président, « que vous ayez toujours la légèreté de la gazelle, et que votre cœur soit toute l'année comme un rosier fleuri ! »

M. FALLIÈRES. — Je suis le très humble serviteur de Son Altesse Turque.

LE TURC. — *Carigar Cambonto oustin moro.*

M. FALLIÈRES. — Il parle de Cambon ?

M. CLEMENCEAU. — Non pas. Il dit « Que Dieu vous donne la force du lion et la prudence du serpent ».

M. FALLIÈRES. — Il parle de Dieu ? Chut ! Si on l'entendait. Dites-lui que je suis suffisamment fort comme cela et que je le remercie.

M. CLEMENCEAU. — Ils ont été hier à la Chambre ; ils m'ont entendu, ils ont admiré notre majorité, et ils veulent vous dire combien elle leur a paru docile, belle, charmante, désirable. Écoutez-le.

LE TURC. — *Acciam croc soler ouch alla moustafi gidelum amanahem varahin oust-arbatath.*

M. CLEMENCEAU. — Cela veut dire : majorité parlementaire, jeune, belle, fille du grand sultan français.

M. FALLIÈRES. — Les braves gens !

LE TURC. — *Marababa sahem.*

M. CLEMENCEAU, *traduisant.* — Nous sommes amoureux d'elle.

M. FALLIÈRES. — Dites-leur bien, Clemenceau, que ma fille est mariée, et que, si je suis le père du peuple, je ne suis pas celui de la Chambre.

M. CLEMENCEAU. — Ils ne veulent rien entendre.

LE TURC. — *Cacaracamouchen.*

M. FALLIÈRES. — Hein ?

M. CLEMENCEAU. — *Cacaracamouchen*, cela veut dire que je suis un grand homme, que les quinze-mille sont d'admirables citoyens, qu'ils vous demandent la permission d'en emmener quelques-uns comme Pelletan et Jaurès pour donner le ton et l'exemple à leurs collègues de Constantinople.

M. FALLIÈRES. — *Qu'ils les emmènent !* Mais « *Cacaracamouchen* » est un

M. CLEMENCEAU. — Parfaitement.

M. FALLIÈRES. — C'est admirable ! Quelle belle langue que le turc pour les discussions parlementaires !

M. CLEMENCEAU. — Ils ajoutent qu'en remerciement, ils veulent, de la part du Sultan, vous nommer *mamamouchi*.

M. FALLIÈRES. — Mamamouchi ?

M. CLEMENCEAU. — Oui, *mamamouchi* ; c'est-à-dire paladin. Paladin, ce sont de ces anciens chevaliers. Paladin enfin ! Il n'y a rien de plus noble, de plus brave, de plus beau par le monde, et vous irez de pair avec les plus grands seigneurs.

M. FALLIÈRES. — L'empereur d'Autriche vient déjà de me donner une décoration qui me fait son cousin. Soyons *mamamouchi* pour faire plaisir au Grand-Turc.

M. CLEMENCEAU. — Ils veulent procéder de suite à la cérémonie.

M. FALLIÈRES, *résigné.* — Allons-y !

Les députés turcs se prosternent jusqu'à terre, puis, se relevant, entourent M. Fallières comme faisaient jadis leurs ancêtres du temps de Molière pour le bourgeois gentilhomme.

Ils dansent et chantent :

Se ti sabir

Ti respondir

Se non sabir

Tazir, tazir.

M. FALLIÈRES. — *Tazir, tazir !* Ils devraient bien dire cela à Clemenceau, à Jaurès et à tous ces bavards de députés, qui vont nous empêcher de partir en vacances.

Muphty.

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux
(Faubourg Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

37, rue Bergère (IX^e)

Adresse Télégraphique : ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT

Extrait de _____

Adresse : _____

Date : _____

Signature : _____

TDVISAM

Kütüphanesi Arşivi

No

Expo

POUR METTRE FIN A LA GUERRE

On s'achemine vers un congrès international

Les puissances qui ont pris part au
congrès de Berlin sont d'accord pour
un *statu quo* en Orient.

ROME, 15 août (De notre correspondant particulier). — Que la guerre italo-turque dût finir par une conférence internationale, *Excelsior* l'a annoncé le premier, il y a plus de deux mois déjà. Reprise dans la presse du monde entier, confirmée par les journaux les plus autorisés, cette information n'a jamais été démentie de façon valable. Et pour cause !...

Sommes-nous à la veille de la voir confirmée de la façon la plus éclatante qui soit — je veux dire par l'événement lui-même ?

Il serait encore prématuré de l'annoncer. Mais ce qu'il est permis de dire dès maintenant, c'est que toutes les puissances qui ont pris part au Congrès de Berlin reconnaissent la nécessité d'un nouveau Congrès pour mettre fin à la guerre italo-turque, pour régler le sort futur des îles de la mer Egée, pour revoir la question du passage des Dardanelles, et aussi pour redonner quelque stabilité au *statu quo* en Orient.

On conviendra que celui-ci en a besoin, si l'on réfléchit aux secousses terribles qui l'ont ébranlé, depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine jusqu'à la guerre actuelle, en passant par les convulsions intérieures de la Turquie.

Bien mieux : si je suis bien informé, ce sont les conséquences de ces convulsions intérieures de la Turquie bien plus que la paix italo-turque, qui feraient l'objet des discussions principales du Congrès international qui se prépare. Animées d'une égale volonté de régler pour longtemps la question d'Orient et de s'assurer une tranquillité nécessaire de ce côté, les puissances seraient d'accord pour mettre à leur point définitif les problèmes de politique intérieure ottomane pour la solution desquels on avait fait crédit à la Jeune-Turquie : problème de l'Albanie, problème de la Macédoine, problème de Crète (lequel se confond aujourd'hui avec celui des îles occupées par l'Italie). Dans toutes ces questions délicates, la Jeune-Turquie a été incapable de tenir les engagements qu'elle avait pris vis-à-vis de l'Europe. Celle-ci serait donc décidée à reprendre le rôle de protectrice active qu'elle jouait sous le règne d'Abdul-Hamid, et à garantir aux populations de la Turquie d'Europe les avantages dont beaucoup leur ont été trop longtemps promis en vain. Au total, c'est bien la question d'Orient qui va se poser.

Et c'est pour se rendre à ce Congrès avec la certitude de n'y faire que de bonne besogne au point de vue de la paix du monde que les chancelleries des différentes puissances n'ont pas cessé d'échanger, depuis plus de deux mois, des idées, des avis, enfin, des propositions sur l'ensemble desquels l'accord est, sinon réalisé déjà, du moins bien près de l'être, et, dans tous les cas, certain. — LÉON CONSEIL.

Le nouveau ministre de l'Intérieur.

CONSTANTINOPLE, 15 août (Dép. Havas). — Chérif, ministre des Travaux publics, est nommé ministre de l'Intérieur.

On dit que le conseiller d'Etat Tewfik bey sera nommé ministre des Travaux publics.

Les Nouvelles
7. octobre

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No 876-163-23

EGYPTE ET TURQUIE

Mohamed Ferid bey, président du parti national d'Egypte, dont les importantes déclarations ont été publiées hier par les *Nouvelles*, a adressé la dépêche suivante à la *Neue Freie Presse*, de Vienne, et au *Pester Lloyd*, de Budapest, journaux qui ont publié une information analogue à celle du *Temps* sur une prétendue déclaration officielle de la Turquie à l'Angleterre de vouloir se désintéresser définitivement de la cause égyptienne :

« Dans une interview publiée par les *Nouvelles*, j'oppose le plus ferme démenti à l'objet de votre dépêche de Constantinople d'après laquelle le gouvernement se désintéresserait définitivement de la cause égyptienne. Hilmi pacha et plusieurs autres hommes d'Etat turcs m'ont déclaré personnellement vouloir ouvrir la question d'Egypte aussitôt que la Jeune-Turquie sera assez forte. Le sultan lui-même nous avait dit que notre cause lui tient au cœur. — MOHAMED FERID BEY, président du parti national d'Egypte. »

Le parti national d'Egypte demande à la Turquie une réponse sans équivoque sur ses intentions dans la question d'Egypte. Les Jeunes-Egyptiens veulent savoir d'une façon précise si les Jeunes-Turcs entendent réaliser leur solidarité promise avec les nationalistes de la vallée du Nil ou non. Leur future attitude envers la Turquie dépendra de cette précision des intentions turques.

En attendant, les Jeunes-Egyptiens ont accueilli avec joie une récente dépêche de Londres publiée par la *Neue Freie Presse*, d'après laquelle sir Edward Grey aurait fait savoir officiellement au gouvernement ottoman que l'Angleterre considère l'Egypte toujours comme partie intégrante de l'empire ottoman et ne songe nullement à l'annexion. Si cette information du grand journal viennois devait être confirmée, on ne voit pas les raisons de la déclaration imputée par le *Temps* au grand vizir Hilmi pacha. Et les Jeunes-Egyptiens se demandent pourquoi l'Egypte, province ottomane, ne participe pas aux bienfaits de la Constitution ottomane ?

La conséquence logique de la nouvelle reconnaissance des droits turcs sur l'Egypte par l'Angleterre serait la formation d'un Parlement égyptien, conformément aux nouvelles lois fondamentales de l'empire ottoman et à l'esprit des firmans sur l'autonomie égyptienne.

La parole est à Son Altesse le grand vizir Hilmi pacha.

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux
(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS

Voit au verso.

Téléphone : 102-63

N° DE DÉBIT

9 ORA PALERME

Extrait de

Adresse :

Date :

TDVISAM

Signature :

Kütüphanesi Arşivi

Exposition

No RTB-663-24

Si prevede il trionfo del partito del governo nelle elezioni turche

LONDRA, 1 notte.

Il Daily Telegraph riceve da Costantinopoli

una quindicina di giorni, è già delineata. Le notizie avute da fonti autorevoli e i risultati avuti sin qui confermano i risultati del-

La grande successione « Progresso » della diminuzione dei capi di opposizione e della certezza di una enorme maggioranza alla nuova Camera; difatti i capi principali della opposizione nella Camera disciolta fra i quali Lufti Fikri Bey, Ismail Hakki Bey, Riza Tewfik Bey e Boussoos Effendi sono stati tutti sconfitti nei loro collegi; d'altra parte le elezioni hanno assicurato il favore del partito « Unione e Progresso » nei vilayets di Costantinopoli, Adrianopoli, Salonico, Brussa, Smirne, Angora, Sivas, Erzerum, Van, Heglaz e Yemen, oltrechè nel Sangiaccato di Gerusalemme. Nei vilayets di Konia e Castamuni la situazione è meno certa sebbene sembri delinearsi anche colà il favore del partito del governo.

La medesima cosa può dirsi nei vilayets di Damasco e Aleppo dove sembra certo che gli antichi capi della opposizione non saranno rieletti.

In conclusione la vittoria del partito « Unione e Progresso » è dubbia soltanto a Beirut e nell'Arcipelago ma soprattutto nei vilayets albanesi di Kossovo e Janina, dove l'influenza del Comitato finora non sembra poter trionfare sui risentimenti nazionali della popolazione.

La vittoria del partito straniero; nel vilayet di Monastir al partito « Unione e Progresso » è dubbio sui risultati massoni.

La vittoria del partito turco ritenere che il partito al governo è assicurati 200 voti alla Camera su un totale di 276.

La ripartizione dei seggi per nazionalità sarà molto probabilmente simile a quella della Camera disciolta cioè, 141 deputati turchi comprendendo in questo numero 65 arabi, 25 albanesi, 11 armeni, 4 bulgari, 1 serbo, 1 greco.

La vittoria del partito greci, il loro numero è da 24 a 16.

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux

(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

Adr. Télég. ACHAMBURE PARIS

Voir au Verso.

TÉLÉPHONE : 102-82

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

TDMISAM

Kütüphanesi Arşivi

Signature :

No 278-663-26

Exposition

La delegazione turca a Parigi

Un discorso di Pichon

PARIGI 13, ore 21. — L'Associazione degli amici dell'Oriente, ha offerto ieri sera un banchetto ad alcuni deputati ottomani di passaggio a Parigi. Il banchetto era presieduto dal ministro degli esteri Pichon, e da Destournelles De Constant, presidente del gruppo parlamentare dell'arbitrato, circondati dall'ambasciatore di Turchia Naim pascià, dal ministro di Persia e da numerose notabilità parlamentari.

Dopo i discorsi di Destournelles De Constant, di Luciano Hubert, di Deloncle e di Sanne, segretario generale dell'associazione, e di parecchi deputati ottomani, ha preso la parola il ministro degli esteri Pichon.

Il ministro ha detto che portava alla delegazione parlamentare l'espressione della cordiale simpatia del Governo. E' naturale, ha soggiunto il ministro, che la Francia sia il primo paese da visitare, perchè è sotto l'influenza superiore delle idee della Rivoluzione francese che la rivoluzione si è compiuta e che il regime costituzionale è stato fondato.

Bisogna sperare che il nuovo regime, approfittando della nostra esperienza saprà evitare gli errori passati. L'avvenire della Turchia dipende dalla tolleranza e dalla libertà che essa praticherà presso le varie parti che la compongono.

In nessuna parte i voti per la giovane Turchia sono stati più sinceri che in Francia. Fra i due paesi vi è identità di principi e i loro interessi si conciliano. La Francia che è amica tradizionale della Turchia è profondamente affezionata all'idea della pace.

Non soltanto i destini della Turchia, ma quelli del mondo intero sono nelle mani degli uomini che guidano l'impero ottomano sulla nuova via della libertà.

MARDI 22 AOUT 1933

DE L'ABONNEMENT

FRANÇ. Trois mois 30 fr. Six mois 58 fr. Un an 110 fr.
réduction de
rifs postaux. -- 52 fr. -- 102 fr. -- 200 fr.
..... -- 75 fr. -- 147 fr. -- 290 fr.

NTS DATENT DES 1^{er} ET 16 DE CHAQUE MOIS

PARIS et DÉPARTEMENTS : 40 centimes

BUREAUX DU Temps, 5, rue des Italiens,
E HAVAS et dans ses succursales
toutes les Agences de Publicité

o toute responsabilité quant à leur teneur

POSTAL : Paris, Numéro 60

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No 873-463-27

L'évolution des relations commerciales germano-russes, a conclu M. Smetanitch, dépendra des conditions qui, du fait de l'Allemagne, régiront les rapports généraux ordinaires entre ce pays et le gouvernement des Soviets.

TRIBUNE LIBRE

Les Français et la dictature

Hormis le cas de l'Espagne, qui a sa tradition très particulière, les grandes opérations de dictature que nous avons vu se produire en Europe, depuis la guerre, ont toutes été faites par des civils.

M. Mussolini a de beaux uniformes, mais il est, d'origine, de profession et de manières, un civil, comme Lénine était un civil, comme M. Staline est un civil, comme M. Hitler, aussi bien, est un civil. Nous ne parlons pas des peuples balkaniques, chez qui les phénomènes de dictature sont le plus souvent des survivances de l'esprit de clan, ni des Turcs qui, comme tous les musulmans et plus encore que les autres musulmans, ont toujours associé le principe d'autorité au prestige guerrier de la force.

Ainsi l'Europe, après sept ou huit siècles de révolutions, — depuis les communes du haut moyen âge, — conduites au profit des libertés civiles contre les pouvoirs d'essence autoritaire, revient à la dictature, précisément par le mépris des civils pour la liberté. Un fait que nous sommes habitués à regarder comme presque normal, mais qui semble surprenant dès qu'on le replace dans le cadre de l'histoire générale, est l'abstention, la réserve ou, du moins, la prudence des armées régulières à l'égard des mouvements de violence politique de notre temps.

Si nous traversons l'Atlantique, laissant à part l'Amérique latine, dont les traditions sont parentes de celles de l'Espagne, que voyons-nous encore ? Nous voyons, aux Etats-Unis, une sorte de dictature, d'origine et d'inspiration plus civiles encore que celles d'Europe. Car personne au monde n'est plus civil que M. Roosevelt, le seul des dictateurs qui ne pense pas à inventer un uniforme...

Les dictatures contemporaines sont des entreprises civiles, et non plus militaires. Voilà une première singularité.

En voici une autre. Les dictatures contemporaines ne naissent ni de la guerre étrangère ni de la guerre civile, comme ce fut, presque toujours, le cas dans le passé. Elles surviennent, si l'on peut dire, non d'un milieu de violence, mais d'un milieu de veulerie. Autrefois, elles remédiaient à un désordre de brutalité. Aujourd'hui, elles prétendent corriger un désordre de faiblesse. Leur mot d'ordre était, dans le passé, de mater les turbulents. Il est, à présent, de réveiller l'énergie collective, sinon la turbulence.

Ces singularités une fois reconnues, on voit qu'elles démentent l'opinion que la plupart des bourgeois français se font de la dictature.

En France, la dictature est toujours sortie de la guerre, guerre étrangère ou guerre civile. Elle a toujours répondu, en des circonstances dramatiques, à l'appel de la patrie en danger. Le dernier exemple en a été la dictature de Clemenceau. Aux yeux des Français, l'image de la dictature reste une image militaire. Clemenceau lui-même, qui avait passé sa vie à brimer les généraux, ne pouvant décemment, une fois devenu dictateur, s'habiller en général, s'habilla en simple soldat.

D'autre part, dans l'esprit bourgeois de la France, l'utilité traditionnelle de la dictature est de rétablir le bon ordre, de ramener le calme et d'assurer la tranquillité de tous. C'est une manière de moindre effort. Or, les dictatures contemporaines, nous l'avons noté, se proposent précisément, au contraire, d'empêcher le moindre effort et de mettre les citoyens, bon gré mal gré, en état de lutte ou du moins d'énergie incessante pour la cause collective.

Il n'y a donc rien de commun entre les phénomènes de dictature que l'on observe à l'étranger et l'idée de la dictature qui sert de thème, aujourd'hui, à d'innombrables conversations bourgeoises, dans nos salons et sur nos plages. La forme de dictature qui n'a aucune chance de se produire, chez nous pas plus qu'ailleurs, est précisément la forme de dictature, militaire, conservatrice et académique, dont rêvent ou parlent tant de bonnes gens... Aussi longtemps que, seuls, nos conservateurs et nos modérés aspireront à la dictature, il n'y aura pas l'ombre d'un danger pour le régime.

En France, quels que soient les sentiments de la bourgeoisie à l'égard du régime ou de sa politique, la meilleure garantie de durée de ce régime est dans la bourgeoisie même, à cause de l'horreur pratique qu'elle a pour toute violence qui voudrait changer l'ordre établi et les

du moins, la prudence des armées régulières à l'égard des mouvements de violence politique de notre temps.

Si nous traversons l'Atlantique, laissant à part l'Amérique latine, dont les traditions sont parentes de celles de l'Espagne, que voyons-nous encore ? Nous voyons, aux Etats-Unis, une sorte de dictature, d'origine et d'inspiration plus civiles encore que celles d'Europe. Car personne au monde n'est plus civil que M. Roosevelt, le seul des dictateurs qui ne pense pas à inventer un uniforme...

Les dictatures contemporaines sont des entreprises civiles, et non plus militaires. Voilà une première singularité. *R 78-643-27*

En voici une autre. Les dictatures contemporaines ne naissent ni de la guerre étrangère ni de la guerre civile, comme ce fut, presque toujours, le cas dans le passé. Elles surgissent, si l'on peut dire, non d'un milieu de violence, mais d'un milieu de veulerie. Autrefois, elles remédiaient à un désordre de brutalité. Aujourd'hui, elles prétendent corriger un désordre de faiblesse. Leur mot d'ordre était, dans le passé, de mater les turbulents. Il est, à présent, de réveiller l'énergie collective, sinon la turbulence.

Ces singularités une fois reconnues, on voit qu'elles démentent l'opinion que la plupart des bourgeois français se font de la dictature.

En France, la dictature est toujours sortie de la guerre, guerre étrangère ou guerre civile. Elle a toujours répondu, en des circonstances dramatiques, à l'appel de la patrie en danger. Le dernier exemple en a été la dictature de Clemenceau. Aux yeux des Français, l'image de la dictature reste une image militaire. Clemenceau lui-même, qui avait passé sa vie à brimer les généraux, ne pouvant déceint, une fois devenu dictateur, s'habiller en général, s'habilla en simple soldat.

D'autre part, dans l'esprit bourgeois de la France, l'utilité traditionnelle de la dictature est de rétablir le bon ordre, de ramener le calme et d'assurer la tranquillité de tous. C'est une manière de moindre effort. Or, les dictatures contemporaines, nous l'avons noté, se proposent précisément, au contraire, d'empêcher le moindre effort et de mettre les citoyens, bon gré mal gré, en état de lutte ou du moins d'énergie incessante pour la cause collective.

Il n'y a donc rien de commun entre les phénomènes de dictature que l'on observe à l'étranger et l'idée de la dictature qui sert de thème, aujourd'hui, à d'innombrables conversations bourgeoises, dans nos salons et sur nos plages. La forme de dictature qui n'a aucune chance de se produire, chez nous pas plus qu'ailleurs, est précisément la forme de dictature, militaire, conservatrice et académique, dont rêvent ou parlent tant de bonnes gens... Aussi longtemps que, seuls, nos conservateurs et nos modérés aspireront à la dictature, il n'y aura pas l'ombre d'un danger pour le régime.

En France, quels que soient les sentiments de la bourgeoisie à l'égard du régime ou de sa politique, la meilleure garantie de durée de ce régime est dans la bourgeoisie même, à cause de l'horreur pratique qu'elle a pour toute violence qui voudrait changer l'ordre établi et les positions acquises... *R 78-643-27*

Comment, dès lors, pourrait se produire, en France, une dictature, hormis des circonstances de guerre étrangère ou de guerre civile ?

Les dictatures contemporaines traduisent des mouvements populaires. Elles s'imposent d'abord, non par l'autorité, mais par la popularité de leurs héros. Elles sont socialisantes. Elles sont, plus encore, antihérarchiques : là, peut-être, réside la cause principale de leur incompatibilité d'humeur avec les armées régulières. Cette inspiration populaire des dictatures actuelles explique le pouvoir qu'elles confèrent aux tribuns. Elles consacrent les mérites du tribun de préférence à tous les autres mérites. M. Mussolini, quels que soient ses titres d'administrateur ou d'homme de gouvernement, fut toujours et demeure un tribun : sans cette qualité éminente, il ne tiendrait pas son peuple. M. Hitler est le type même du tribun. Tribun aussi, M. Roosevelt, qui gouverne les Etats-Unis par la parole ou, plus exactement, par la « radio ».

L'évolution du monde présent vers les dictatures exprime, ainsi, une poussée populaire, une poussée de gauche. Poussée vers l'action, mais que capte et domine la parole.

Nous avons l'esprit de gauche, en France. Mais nous n'avons pas de tribun.

Au surplus, peu importe l'esprit. Ce n'est pas l'esprit, c'est la force qui fait la dictature. Quelle force, chez nous, peut promouvoir, puis soutenir la dictature ?

Laissons de côté l'armée, pour de nombreuses raisons, et, d'abord, nous l'avons dit, parce que les dictatures contemporaines sont d'origine essentiellement civile, défilantes à l'égard des hiérarchies traditionnelles et du particularisme militaire. *R 78-643-27*

Les dictatures de l'étranger représentent l'emploi de deux forces : les milices civiles et les équipes de meneurs. Les milices civiles ne peuvent déborder le pouvoir établi que dans les pays comme l'Italie et l'Allemagne, où existe un flottement énorme de jeunes gens disponibles. Les équipes de meneurs ne sont assez nombreuses et solides pour avoir raison de l'administration légale que là où la société et surtout les cadres sociaux ne sont pas pénétrés d'individualisme.

La dictature, en France, ne naîtrait pas hors de l'Etat, elle naîtrait dans l'Etat. Elle serait la dictature d'une majorité parlementaire s'appuyant sur une majorité de fonctionnaires, commandée par des clubs locaux.

Le tempérament français n'a jamais engendré qu'une dictature civile : celle des Jacobins.

LUCIEN ROMIER.

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux
(Faubourg Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre
37, rue Bergère (IX^e)

Adresse Télégraphique : ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

Signature :

TDVISAM

Kütüphanesi Arşivi

No K 3-263-28

La crise turque

L'AFFAIRE MONTÉNÉGRINE

De source autorisée, mais non turque, on dément les informations répandues dans les cercles de la Porte d'après lesquelles le chargé d'affaires du Montenegro aurait remis à la Porte une note demandant la ratification du protocole de rectification de la frontière.

Un tirade a été publié nommant Fahir-Eddin, ministre à Cattigné.

La nomination de Tewfik Bey comme ministre des travaux publics est soumise à la sanction du sultan.

Le ministère de la guerre a donné l'ordre de poursuivre sévèrement le capitaine de gendarmerie Djemal qui, avec 15 compagnons, s'est réfugié dans les montagnes de Resna.

On continue à découvrir des bombes sur les voies de chemin de fer mais, jusqu'à présent, elles ont heureusement été aperçues avant le passage des trains. Deux ont été découvertes près de Kilindir, sur la ligne de Salonique à Constantinople, et deux près d'Amatone, sur la ligne de Salonique à la Serbie.

Plusieurs consulats de Salonique ont reçu hier des lettres signées Nicolaïeff, voïvode de la région de Strumitza, énumérant longuement les griefs de l'élément macédo-bulgare contre le régime turc et se terminant ainsi : « Au sinistre bruit de la dynamite, crions : A bas les tyrans ! Vive la Révolution ! Vive la Macédoine autonome ! »

On signale d'Uskub l'arrivée continuelle d'Albanais armés. Baïram Sour et Riza Bey sont arrivés avec 4.000 Albanais. Le gouvernement se prépare à la résistance.

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Voir au verso

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux
(Faubourg Montmartre)

TELEPHONE : 102-82

12, rue du Faubourg Montmartre
37, rue Bergère (IX^e)

Adresse Télégraphique : ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

Signature

14698
Kütüphanesi Arşivi
No 73-663-29

TURKISH PARLIAMENT TO BE DISSOLVED

When Tewfik Pasha, the Turkish Ambassador at London, was invited to form a Ministry he would only consent to do so upon condition that Parliament should be dissolved. The Sultan refused to agree to this. He said it would be unconstitutional.

That was not his real reason. His real reason was that the so-called Committee of Union and Progress, of which he has all along been the puppet, would not let him. At the last election, as at every preceding election, it had filled the Chamber of Deputies with its creatures and it was unwilling to surrender the advantage which it thus possessed. So long as it could control the Chamber it would remain the master of the situation.

Another Cabinet, which contained some independent members and which was headed by one of its adherents, was accordingly organized and perhaps the Salonica Committee assumed that the crisis had been safely passed. If so, it was mistaken. At this stage of the proceedings the Military League, whose formation had been coincident with the retirement from office of Shefket Pasha, the real hero of the revolution, appeared upon the scene. It served notice that unless Parliament was dissolved within forty-eight hours it would be forcibly dispersed. It was the army which had instituted the existing regime, and now that it had so greatly disappointed the expectations with which it had been regarded, the army, if necessary, was resolved on its destruction.

For a moment it looked like war. Two army corps stationed respectively at Adrianople and Kirk-Kiliseh were still under the influence of the Salonica Committee. They were told that the Constitution was threatened, and they might have marched on the capital had their commanders not been recalled and replaced by others upon whom the committee had no hold. Other army corps at Salonica and Smyrna, which are hostile to the committee, would in that case have entered the field and a conflict

must have ensued. This danger has been averted. In Constantinople all the Young Turk police have been supplanted by officers of the Military League and the Ministry has completed its surrender by agreeing to the dissolution demanded. RTB-663-29

This means that the despotic and intolerant Committee of Union and Progress has been shorn of its power and that the direction of the government has passed into new hands. It would not be surprising to hear next that negotiations for a settlement with Italy had been resumed.

Les Nouvelles
6. octobre
D'AVISAM
N° 73-63-30

ÉGYPTE ET TURQUIE

Réponse de Mohamed Ferid bey, président du parti jeune-égyptien, à l'interview d'Hilmi pacha

Le *Temps* du 5 octobre vient de publier une importante déclaration du grand-vizir Hilmi pacha sur la question d'Égypte. D'après le correspondant du *Temps* à Constantinople, le grand vizir aurait dit textuellement :

« Nous n'avons aucune relation avec le parti nationaliste égyptien et nous ne désirons pas en avoir. Nous n'avons aucune observation à faire sur la situation de l'Égypte, que nous trouvons bonne ainsi... Nous ne ferons rien pour y modifier quoi que ce soit. »

Ces paroles sont en contradiction évidente avec les déclarations que le docteur Osman Ghaleb bey, leader des Jeunes-Egyptiens, avait faites récemment au représentant des *Nouvelles*. Nous avons voulu connaître l'opinion des dirigeants du parti national égyptien à ce sujet. Nous avons eu la bonne fortune de voir le président même de ce parti, dont le nom, *Mohamed Ferid bey*, est connu universellement depuis qu'il a pris, à la suite de la mort de Mustapha Kamel pacha, la direction du mouvement constitutionnel en Égypte.

Voici ce que Mohamed Ferid bey nous a dit :

— Je suis étonné de la déclaration imputée au grand vizir Hilmi pacha par le *Temps* d'hier. Je comprends qu'Hilmi pacha dise qu'il n'a aucune relation officielle avec les nationalistes égyptiens. Un grand vizir ne peut pas avoir des relations de ce genre avec un parti politique. C'est dans le même ordre d'idées qu'il a dit au correspondant du *Temps* qu'il ne connaît pas le comité *Union et Progrès*. Cependant, il est de notoriété politique que c'est le comité qui l'a fait nommer grand vizir et le soutient dans son poste.

« Ce qui m'a étonné le plus, c'est que Hilmi pacha trouve la situation de l'Égypte très bonne et affirme que les Jeunes-Turcs ne feront rien pour la changer. Un grand vizir ottoman ne peut jamais se désintéresser de l'Égypte, qui est une partie intégrante de l'empire ottoman, ainsi que le prouvent tous les traités concernant la question d'Orient, y compris le traité de Berlin. Cela m'a étonné d'autant plus que Son Altesse Hilmi pacha m'a déclaré, à moi, lorsqu'il m'a reçu comme chef du parti national, avec la délégation du parti, envoyée au mois de juillet dernier pour participer aux fêtes de la Constitution, que le gouvernement ottoman n'oubliera jamais l'Égypte et qu'il ne fera rien pour reconnaître l'état actuel ou pour le rendre pire. Seulement, disait-il, le gouvernement n'est pas assez fort pour ouvrir la question d'Égypte, mais il l'ouvrira sûrement quand il sera fort.

« Si Son Altesse Hilmi pacha avait l'envie de démentir ses propres paroles, je ferai remarquer que la délégation à la tête de laquelle je me trouvais était composée de dix membres, tous vivants encore.

« Ces déclarations me furent d'ailleurs répétées par Ahmed Riza, président du Parlement ottoman, par Ghazi Moukhtar pacha, vice-président du Sénat, qui nous avait reçu en l'absence du président Saïd pacha, ainsi que par nombre d'autres hauts personnages ottomans. Quelques semaines avant moi, mon ami, le docteur Osman Ghaleb bey avait demandé l'application de la Constitution en Égypte au sultan même, dans une audience solennelle accordée à une première délégation de notre parti envoyée à cet effet à Constantinople. Au lendemain de cette entrevue, les hommes politiques turcs ont déclaré qu'ils désiraient que le sultan visitât l'Égypte comme partie intégrante de l'empire ottoman.

« J'ajoute qu'au moment où j'étais à Constantinople et où le bruit courait du rachat par l'Angleterre du tribut que l'Égypte paye à l'empire ottoman, j'ai vu plusieurs hommes influents à la Chambre et aux divers ministères qui m'ont tous unanimement déclaré que c'était un faux bruit et que le gouvernement ottoman n'accepterait jamais de laisser couper ce lien qui attache l'Égypte à l'empire et que ceux qui croient profiter des embarras financiers où se trouve la Turquie pour lui faire abandonner l'Égypte par ce moyen se trompent absolument. Ce sont les paroles d'un ministre turc.

« J'étais hier à Londres avec mon ami Osman Ghaleb bey. Nous avons entendu de la bouche d'un haut personnage anglais bien connu dans les milieux politiques de toute l'Europe, que plusieurs députés ottomans lui ont raconté, à propos de ce projet de rachat, comment les Anglais avaient conduit la Turquie à l'abandonner.

Egypte.
Voici ce que Mohamed Ferid bey
nous a dit : 278-663-20

— Je suis étonné de la déclaration imputée au grand vizir Hilmi pacha par le *Temps* d'hier. Je comprends qu'Hilmi pacha dise qu'il n'a aucune relation officielle avec les nationalistes égyptiens. Un grand vizir ne peut pas avoir des relations de ce genre avec un parti politique. C'est dans le même ordre d'idées qu'il a dit au correspondant du *Temps* qu'il ne connaît pas le comité *Union et Progrès*. Cependant, il est de notoriété politique que c'est le comité qui l'a fait nommer grand vizir et le soutient dans son poste.

« Ce qui m'a étonné le plus, c'est que Hilmi pacha trouve la situation de l'Égypte très bonne et affirme que les Jeunes-Turcs ne feront rien pour la changer. Un grand vizir ottoman ne peut jamais se désintéresser de l'Égypte, qui est une partie intégrante de l'empire ottoman, ainsi que le prouvent tous les traités concernant la question d'Orient, y compris le traité de Berlin. Cela m'a étonné d'autant plus que Son Altesse Hilmi pacha m'a déclaré, à moi, lorsqu'il m'a reçu comme chef du parti national, avec la délégation du parti, envoyée au mois de juillet dernier pour participer aux fêtes de la Constitution, que le gouvernement ottoman n'oubliera jamais l'Égypte et qu'il ne fera rien pour reconnaître l'état actuel ou pour le rendre pire. Seulement, disait-il, le gouvernement n'est pas assez fort pour ouvrir la question d'Égypte, mais il l'ouvrira sûrement quand il sera fort.

« Si Son Altesse Hilmi pacha avait l'envie de démentir ses propres paroles, je ferai remarquer que la délégation à la tête de laquelle je me trouvais était composée de dix membres, tous vivants encore.

« Ces déclarations me furent d'ailleurs répétées par Ahmed Riza, président du Parlement ottoman, par Ghazi Moukhtar pacha, vice-président du Sénat, qui nous avait reçus en l'absence du président Saïd pacha, ainsi que par nombre d'autres hauts personnages ottomans. Quelques semaines avant moi, mon ami, le docteur Osman Ghaleb bey avait demandé l'application de la Constitution en Égypte au sultan même, dans une audience solennelle accordée à une première délégation de notre parti envoyée à cet effet à Constantinople. Au lendemain de cette entrevue, les hommes politiques turcs ont déclaré qu'ils désiraient que le sultan visitât l'Égypte comme partie intégrante de l'empire ottoman.

« J'ajoute qu'au moment où j'étais à Constantinople et où le bruit courait du rachat par l'Angleterre du tribut que l'Égypte paye à l'empire ottoman, j'ai vu plusieurs hommes influents à la Chambre et aux divers ministères qui m'ont tous unanimement déclaré que c'était un faux bruit et que le gouvernement ottoman n'accepterait jamais de laisser couper ce lien qui attache l'Égypte à l'empire et que ceux qui croient profiter des embarras financiers où se trouve la Turquie pour lui faire abandonner l'Égypte par ce moyen se trompent absolument. Ce sont les paroles d'un ministre turc.

« J'étais hier à Londres avec mon ami Osman Ghaleb bey. Nous avons entendu de la bouche d'un haut personnage anglais bien connu dans les milieux politiques de toute l'Europe, que plusieurs députés ottomans lui ont raconté, à propos de ce projet de rachat, comment les Anglais avaient sondé le terrain à Constantinople pour racheter la suzeraineté turque, ainsi que l'Autriche avait fait pour la Bosnie-Herzégovine, et comment les propositions anglaises avaient été repoussées avec indignation.

« Je veux croire que le correspondant du *Temps* a un peu exagéré ou que les Turcs font par là une manœuvre politique pour faire aboutir l'emprunt qu'ils négocient en ce moment avec les Anglais.

« Le gouvernement ottoman sait très bien que l'Angleterre cherche à former, sous son hégémonie, un empire arabe qui serait composé de la Syrie, de la Mésopotamie, de toute l'Arabie, de la Tripolitaine et de l'Égypte, dont le chef deviendrait le khalife de tous les musulmans. J'ai signalé ce danger dans une interview publiée dans le *Dogri Yol* de Constantinople lors de mon voyage au mois d'avril dernier.

« Pour la Turquie, le désintéressement de l'Égypte signifierait donc son propre suicide.

« Quoi qu'il en soit, les nationalistes égyptiens ont déclaré plusieurs fois qu'ils ne comptent que sur les forces de la seule Égypte pour sa délivrance, en prenant pour principe : « Aide-toi, le ciel t'aidera ! »

FÉLIX VALYI.

LA JOURNÉE D'HIER

Journée calme au Maroc. Des deux côtés, les adversaires attendent des renforts. L'infant don Carlos est arrivé à Melilla précédant sa brigade de cavalerie. La harka, de son côté, grossit cha-

Mans, d'importants ateliers employant 600 ouvriers qui, depuis longtemps, travaillent pour tous les réseaux français. En même temps, ils fournissent à ceux-ci les traverses nécessaires à l'entretien des voies, traverses dont ils imprègnent le plus grand nombre, pour leur conservation, dans dix chantiers de créosotage répartis en diverses régions de la France. Ils préparent aussi les poteaux destinés à la construction et à l'entretien des lignes télégraphiques ou de transport de force ; ces poteaux sont imprégnés par leurs soins au sulfate de cuivre dans une douzaine de chantiers d'injection situés dans le Nord, l'Ouest et le Centre de la France. Enfin, et d'une façon plus générale, ils effectuent le commerce des bois provenant d'exploitations forestières, entreprises par eux, ou débités dans leurs scieries et notamment dans leur importante scierie du Mans.

L'affaire date d'une cinquantaine d'années. Mais elle n'a été constituée en Société anonyme qu'en 1904, date du décès de son fondateur, M. Jules Carel. De 1905 à 1909, soit pendant ses cinq premiers exercices, la Société a distribué à son capital des dividendes variant de 5 0/0 à 10 0/0, correspondant à une moyenne de 8,90 0/0, bien qu'il fut attribué alors aux parts de fondateur et au conseil d'administration 60 0/0 des bénéfices restants après prélèvement de 5 0/0 au capital, les actions n'ayant plus que de 40 0/0.

Pour les exercices 1910 et 1911, le dividende a...

travaillent maintenant dans de bonnes conditions; les circonstances exceptionnelles qui avaient affecté les résultats des exercices 1910 et 1911 ayant à peu près disparu, les besoins des Compagnies de chemins de fer en matériel roulant étant considérables, il est vraisemblable que les bénéfices de l'affaire, élargie et vivifiée d'ailleurs par l'entrée dans le conseil de nouveaux administrateurs, qui lui donneront une impulsion nouvelle, se relèveront notablement dès cette année. Quant au dividende, il est maintenant d'autant plus élastique que les actions se partageront, sous le nouveau régime, 80 0/0 de l'excédent des bénéfices, après les prélèvements statutaires, au lieu de 40 0/0.

L'action de la Société est inscrite depuis le 18 juillet à la Cote officielle du Syndicat des Banquiers en Valeurs au comptant et s'y traite un peu au-dessus du pair, vers 550.

Les Industries du Fer et de l'Acier aux Etats-Unis

L'Association Américaine du Fer et de l'Acier de Philadelphie fait un travail utile en réunissant et en publiant de temps à autre des statistiques et des informations diverses concernant les industries du fer et de l'acier. La partie première du 40^e rapport annuel de statistiques vient de paraître et l'on y trouve des renseignements généraux sur le commerce de l'acier aux Etats-Unis. Un second rapport sera publié à l'automne ; il contiendra d'importants détails additionnels sur le commerce du fer.

Somme toute, dit le rapport, l'année 1911 a été très décourageante aux Etats-Unis pour le commerce du fer. Les conditions industrielles n'ont pas été, il est vrai, troublées par des grèves mais dès le commencement de 1912, le mécontentement causé par l'échelle des salaires s'est manifesté dans plusieurs directions principalement dans l'industrie des textiles. Il y a eu aussi une certaine agitation parmi les mineurs de la région de l'anthracite et parmi les mécaniciens de chemins de fer. Les Compagnies de chemins de fer n'ont fait que des demandes restreintes en rails, en wagons, en locomotives et en ponts, mais depuis le commencement de la nouvelle année une amélioration s'est produite à cet égard. L'Association attribue le manque d'activité constaté dans la construction des chemins de fer au contrôle du gouvernement sur les tarifs.

La production de fer et d'acier a été en 1911 considérablement inférieure à celle de 1910, qui peut être considérée comme une année-record. La fabrication de fonte a diminué de 2.674.020 tonnes et celle de l'acier sous toutes les formes de 2.418.813 tonnes. Le tableau suivant donne la production de fonte, par semestre, de 1906 à 1911 :

Périodes	1906	1907	1908	1909	1910	1911
	(En tonnes brutes)					
1 ^{er} semestre.....	12.582.250	13.478.044	6.918.004	11.022.316	14.978.768	11.636.986
2 ^e ".....	13.724.941	12.933.817	9.018.014	14.773.125	12.324.829	11.983.551
Totaux.....	25.307.191	25.781.861	15.936.018	25.795.471	27.303.597	23.620.537

Vingt et un états ont produit de la fonte contre 22 en 1910. Washington n'en a pas produit en 1911. Le plus grand producteur a été, comme d'habitude, la Pennsylvanie dont la production, en 1911, s'est élevée à 9.807.073 tonnes contre 11.272.323 tonnes en 1910. Ohio vient ensuite avec une production de 5.310.506 tonnes en 1911 contre 5.752.112 tonnes en 1910.

Relativement aux prix, l'Association fait remarquer que ceux du fer et de l'acier baissèrent jusqu'en mars 1912, époque à laquelle le recul fut arrêté. L'amélioration qui eut lieu alors fut une suite naturelle des prix peu élevés et sans profit qui régnèrent si longtemps. Les stocks de fonte avaient diminué d'une façon considérable, et cette diminution jointe à des demandes plus actives des principaux produits finis, eut pour effet, en mars et en avril 1912, de tendre les prix qui sont restés jusqu'à ce jour bien maintenus.

Nous pouvons maintenant conclure par quelques détails tirés du sommaire général de statistiques pour les années 1910 et 1911 :

	Année 1910	Année 1911
	(Tonnes brut)	
Expéditions de minerai de fer du lac Supérieur.....	43.442.397	32.799.190
Expéditions d'anthracite de Pennsylvanie.....	64.905.786	69.954.299
Expéditions de coke de Connellsville en tonnes net.....	18.689.732	16.334.174
Production de fonte brut y compris spiegel et ferro.....	27.303.567	23.649.547
Production de lingots d'acier « open hearth » et de fonte.....	16.504.509	15.593.650
Production de lingots d'acier et de fonte toutes espèces.....	25.094.919	23.676.103
Importation de fer et d'acier (en dollars).....	38.907.119	28.993.600
Exportation de fer et d'acier (en dollars).....	201.371.903	249.656.411

On remarquera que les expéditions de minerai de fer de la région du Lac Supérieur furent, en 1911, de 10.649.267 tonnes brut inférieure à celle de 1910. Par contre, les expéditions d'anthracite de Pennsylvanie présentèrent une augmentation sensible.

Les Réserves d'Or des différentes Nations

Sous l'administration Cleveland le gouvernement des Etats-Unis achetait chaque mois 4 millions et demi d'onces d'argent pour la frappe. Les banquiers en concurent une telle inquiétude que le Trésor ne put maintenir ses réserves à l'étiage que grâce à une série d'emprunts. On finit par abroger la loi sur la frappe de l'argent, pendant que le président Mac Kinley et M. Caje, secrétaire du Trésor prenaient des mesures pour rassurer le public. Les réserves d'or parurent dès lors suffisamment sauvegardées et s'accroirent au point que, le 30 septembre 1907, elles s'élevaient à 1 milliard de dollars. Mais le mois suivant éclatait une crise comme il s'en est rarement vu. Presque toutes les banques

COMPAGNIE
D'ASSURANCES GÉNÉRALES
SUR LA VIE

Entreprise privée assujettie au contrôle de l'Etat

FONDÉE EN 1819

La plus ancienne des Compagnies françaises

87, Rue de Richelieu, 87, PARIS

FONDS DE GARANTIE
935 MILLIONS
entièrement réalisés

Assurances sur la Vie. — Rentes Viagères

Envoi gratuit, sur demande, des Notices et Tarifs

et lui permettent de maintenir le cours au-dessus du pair. Mais elle a dû supporter deux mauvaises années au point de vue agricole, comme la France, et, comme l'Allemagne, le retrait d'avances considérables faites par les banques françaises. Don resserrément des capitaux et maintien de l'association à 5 0/0. La Banque Austro-Hongroise avait donc bien vu la nécessité de se couvrir contre l'étranger et y avait réussi par une habile manipulation des changes, mais les dix derniers mois prouvent qu'ici l'habileté ne suffit pas et

que ni l'Allemagne ni l'Autriche n'ont réussi à créer un courant d'or en leur faveur, et qu'elles ont même perdu quelque peu. La paix, heureusement, n'a pas été troublée, aucune crise grave n'a éclaté ailleurs, et partout les banquiers se sont attachés à prévenir le krach. Mais qu'en a-t-on réfléchi à pu voir, depuis un an, de quel faible secours sont les banques centrales dans le cas d'une dette exigible à vue ou à courte échéance.

La Banque d'Angleterre paraît être, en définitive, la seule banque centrale à étalon d'or capable de ramener l'or en quantité suffisante chaque fois qu'il en est besoin. L'escompte est plus ou moins long à agir, mais il finit toujours par ramener l'or. En veut-on la raison ? Le commerce anglais vit sur son fonds et non pas sur des capitaux étrangers remboursables à vue ou à terme. Au contraire, l'Angleterre, comme la France, a de vastes capitaux placés dans le monde entier, la plupart à très long terme et, par conséquent, non récupérables en cas de crise, mais d'autres placés temporairement et capables, par conséquent, de répondre à l'appel de la Banque d'Angleterre. Les crises sont ainsi conjurées à coup sûr. Nous ne voulons pas dire que l'élévation de l'escompte à Londres n'ait pas aussi le capital étranger, mais celui-ci pèserait bien peu dans la balance si l'on ne pouvait compter sur la rentrée des capitaux anglais placés au dehors.

(The Statist.)

L'Information est en vente :

A BRUXELLES :
AUBETTE, place de la Bourse ;
GUICHET DE LA CHRONIQUE, Galeries Saint-Hubert ;
AUBETTE, coin place de Louvain-rue de la Croix-de-Fer ;
AUBETTES, place Rogier, face Gare du Nord ;
LIBRAIRIE CENTRALE, boulevard du Nord, 90 ;
AUBETTE, coin avenue des Arts-rue de la Loi ;
AUBETTE, place de Brouckère ;
AUBETTE, place de la Monnaie ;
AUBETTE, boulevard Ansapach (Grand Bazar) ;
AUBETTE DE L'HORLOGE, Porte de Namur ;
AUBETTE, place de Jamblinne-de-Meux.

A ANVERS :
LIBRAIRIE MERTENS, avenue de Kuyzer, 5.
Pour renseignements, abonnements, numéros spécimens, s'adresser à l'

AGENCE DE L'INFORMATION
rue de la Révolution, 10, BRUXELLES
Téléphone 106.71.

La nuova Camera turca non avrà opposizione

(Nostra corrispondenza particolare)

COSTANTINOPOLI, Aprile.

Un *iradé* imperiale datato da oggi stabilisce che la seconda legislatura della Camera ottomana si apra il 18 corrente — tre mesi dopo la data di scioglimento, come prescrive la Costituzione dell'Impero.

Vano sempre è il fare pronostici; ancor più vano in questo paese di continue sorprese e di bruschi voltafaccia, che sembra, nella sua politica, sfidare tutte le leggi accette di equilibrio e di buon senso. Ma, senza fare il profeta fuor di patria, fin d'ora si possono rilevare alcune caratteristiche della nuova Camera, e dedurre logicamente quello che come più possibile appare debba essere il suo contegno di fronte al paese ed al Governo.

La nuova Camera sembra dover essere migliore della precedente sotto il punto di vista dell'omogeneità. Data la sua composizione — le elezioni non sono ancora ultimate, ma i risultati non saprebbero variare — è probabile che non assisteremo a sedute sul genere di quelle che fecero diventare gialli i capelli bianchi di Said pascià, e fecero vibrare di sdegno l'araba barba di Mahmud Soefket pascià nelle ultime settimane di dicembre e nella prima metà dello scorso gennaio. L'omogeneità della Camera non potrà essere che proficua ad un Governo il quale, continuamente alle prese con difficoltà interne non meno che estere, ha assolutamente bisogno di una forte maggioranza sulla quale possa appoggiarsi.

Se tale omogeneità riescirà vantaggiosa o funesta per l'Impero è quanto fin d'ora non si può dire; ma lo si saprà non appena la nuova Camera avrà cominciati i suoi ordinari lavori parlamentari.

Come, fin dal novembre scorso ve lo scrivevo — e non cessai mai dallo scrivervi per quanto le mie affermazioni fossero in stridente contraddizione con quel che la maggior parte degli altri corrispondenti esprimevano — la nuova Camera sarà essenzialmente unionista. Per *fas per nefas*, a torto ed a ragione, colla violenza o colle virtù civiche, l'*Unione e Progresso* non è ancora entrata in quella tomba che la stampa europea lo aveva spalancata fin dall'inizio della guerra. E mi congratulo, per vostro giornale e per me, di aver visto giusto quando la maggior parte degli altri vedeva sbagliato.

La seconda legislatura presenterà il fenomeno ignoto dei Parlamenti europei, di non avere quasi — demaghi di opposizione nel suo seno. L'*Intesa Liberale*, che alla sua formazione si era mostrata un temibile nemico, e la di cui vittoria nella parziale elezione di Costantinopoli era stata interpretata dai nemici dei Giovani Turchi come il prodromo della loro caduta, è stata completamente sconfitta nelle elezioni. Ciò è dovuto non solo, come molti affermano, al fatto che l'*Unione* stava e sta al governo nel periodo elettorale, e che quindi si prevale di tutti i vantaggi che ad un partito dà il potere; ma dipende anche, come alla formazione del partito di opposizione vi scrivevo, dalla sua poca coesione dall'eterogeneità degli elementi che lo compongono, dalla preparazione necessariamente insufficiente, dato il poco spazio di tempo concesso tra lo scioglimento della vecchia Camera e l'apertura della nuova.

Persuasi di ciò gli elettori d'opposizione cominciano ad astenersi dal votare, come accade qui nella capitale.

La sconfitta dell'opposizione

Nessuno dei *leaders* d'opposizione è stato rieletto; né Luthi Fikry bey, né Ismail Hakki bey di Gumuldjina, né Sabri hodja, né Riza Nour, né, finora, il filosofo Riza Tevfik.

Il blocco greco, che formava un buon nerbo dell'opposizione, ha poche probabilità di poter portare alla nuova Camera le personalità che maggiormente vi si fecero notare durante la legislatura passata; Boussios effendi, Cosmidis effendi, Vamvakas effendi sono stati sostituiti dai loro colleghi ri-

spettabili di Macedonia e di Siria, quali Karamanlidis, qualche bulgaro, qualche armeno del gruppo *hintcha ista*; e, secondo ogni probabilità, i deputati albanesi dei distretti di Dibré, Mitrovitza, Pristina, Berat e Scutari, che sono i maggiori centri di malcontento contro il governo. Può darsi che il viaggio della Commissione di riforme in Albania abbia mitigato alquanto l'animosità di alcune popolazioni contro il regime Giovane Turco; ma, presa nel suo assieme, l'Albania sembra dover dare il maggior coefficiente dell'opposizione parlamentare, la quale conterà al massimo, una ventina di membri.

Un'altra particolarità della nuova Camera è che l'*Unione e Progresso* può contare sulla fedeltà assoluta dei suoi candidati eletti. Infatti tutti i deputati unionisti che avevano partecipato al moto di scissione in seno al Comitato vennero scartati dalle attuali elezioni; anche quelli che, più tardi, si erano ravveduti e si erano di nuovo avvicinati alla maggioranza. Così accadde di Megid hodja, ex deputato di Carassi, che aveva raggruppato attorno al suo il voto di una quantità di unionisti dissidenti, contrari alla massoneria e ad un regime troppo liberale.

Da quanto precede si può vedere che l'*Unione e Progresso*, che aveva accettata la lotta, ha ottenuta una completa vittoria. Su circa 300 deputati, i Giovani Turchi conterranno

dal 260 al 280 voti; maggioranza schiacciante.

Non si deve dimenticare però che, con una simile composizione di Parlamento, l'*Unione e Progresso* più che mai assume la completa responsabilità del Governo dinanzi alla nazione. Il successo riportato alle urne — ve lo dirò in altra mia — non basta; il successo vero, quello che si deve attendere, è di assicurare alla Turchia un Governo stabile, ed il voto di leggi che rigenerino il paese.

Che cosa dirà il discorso del trono

Il vecchio Said pascià sta elaborando, nella sua palazzetta di Nisiantase dalla quale non è uscito da tre mesi, il discorso del trono. Senza potervene dare tutti i dettagli, ve ne posso comunicare la sostanza.

Il perno del discorso sarà la guerra di Tripolitania. Il Sultano, dopo le consuete espressioni di compiacimento per la strenua resistenza delle sue truppe, esprimerà l'idea che l'immutabile decisione è quella della resistenza ad oltranza, e che la Turchia non lascerà calpestare i propri diritti; basandosi per questo non solo sul valore del proprio esercito e sul patriottismo attivo degli ausiliari arabi, ma anche sull'equità delle Potenze firmatarie di trattati che garantiscono all'Impero la sua integrità territoriale. In materia di politica interna, si accennerà nel discorso del trono alle riforme che si prenderanno per l'Albania, la Macedonia e quella parte dell'Asia Minore dove abitano gli Armeni. Passando ai rapporti cogli Stati vicini, constaterà le buone relazioni attuali della Turchia con tutti gli Stati balcanici, ed esprimerà il desiderio che la questione cretese venga risolta in modo da non portare ombra alle relazioni esistenti tra i governi di Costantinopoli e d'Atene. Il discorso del trono, infine, preannuncerà diverse riforme interne di ordine amministrativo.

Alla seduta assisteranno il Sultano, il principe ereditario Jussuf Izadidin, e gli altri principi della Casa Imperiale. Il Sultano consegnerà al Gran Visir, Said pascià, il discorso del trono, perchè lo legga in suo nome.

Alla presidenza della Camera, tenuta durante la prima legislatura dall'attuale senatore Ahmed Riza bey, sembra verrà eletto Negimeddin mollah; un prete che fu altra volta ministro della giustizia, e sotto il regimine hamidianò, procuratore generale dell'Impero ed uomo di fiducia di Abdul Hamid.

I circoli bene informati assicurano che la Camera comincerà col votare il progetto di modificazioni all'art. 35 della Costituzione, senza dello scioglimento della vecchia Camera, poi il bilancio; dopo di che verrà con somma probabilità prorogata fino ad ottobre.

Karolus

TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi
No

FONDÉ EN 1879
ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupages de Journaux
(Faubourg Montmartre)
12, rue du Faubourg Montmartre
37, rue Bergère (IX^e)
Alcèze Télégraphique : ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT 1690
Extrait de
Adresse : TDVISAM
Date : Kütüphanesi Arşivi
Signature : No R7B-663-32

La Crise Turque

La crise turque a pris un caractère singulièrement alarmant. Les premières phases en ont répété avec une extraordinaire exactitude les stades de la révolution de 1908. C'est en Albanie que le mouvement a pris naissance. L'armée a fourni le second contingent, et le plus redoutable, des ennemis du régime dominant. Une explosion en apparence soudaine avait été préparée de longue main dans le corps des officiers par l'action secrète de la Ligue militaire.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que le parti a pu avoir à mériter dans une large mesure son sort par l'accumulation de fautes impardonnables. Ceux-là mêmes qui, comme l'auteur de ces lignes, se sont efforcés, par souci d'impartialité, par crainte d'un retour offensif de l'hamidiisme, de faire la part, dans cette longue série d'erreurs, du passé, de son lourd héritage, des difficultés créées par la politique cyniquement agressive de certaines puissances, ont dû confesser à regret que le Comité Union et Progrès et le gouvernement avaient assumé une responsabilité écrasante et mis le comble à leurs méfaits par leur façon de mener les dernières élections générales. Quand des hommes portés à la tête des affaires par une révolution s'emploient à violer à leur profit tous les principes qui en faisaient la raison d'être, ils provoquent naturellement une opposition, qui comprend tout à la fois les bénéficiaires de l'ancien état de choses, avides de revanche, et les partisans sincères et irrités du nouveau régime. Le jour où cette masse grossissante, entrée de tous ceux dont les intérêts ou les appétits se trouvent lésés, s'aperçoit que les dés sont pipés, que grâce à la pression éhontée des autorités la parole des opposants est perdue d'avance, que par conséquent les moyens légaux ne sont plus qu'une duperie, il adient fatalement que la bataille change de caractère. De constitutionnelle et parlementaire elle devient insurrectionnelle et quasi-révolutionnaire.

Les leaders jeunes-turcs ont fermé les yeux à ces vérités jusqu'au dernier moment. Ils ont cru d'abord que l'appareil mensonger d'un régime représentatif vicié dans sa source suffirait à créer en leur faveur une illusion tutéaire, non seulement dans l'Occident mal informé, mais jusqu'en Turquie même et chez des adversaires irréconciliables. Quand ils ont commencé à pressentir la gravité de la crise, ils se sont encore imaginé qu'il leur suffirait de livrer un bouc émissaire et qu'ils pourraient même profiter de cette nécessité pour faire d'une pierre deux coups en se débarrassant d'un collègue redouté en dépit de ses capitulations, en la personne de Mahmoud-Chefket. Après que Hurehid pacha eut fait échouer cette machiavélique combinaison, ils projetèrent encore, tout en faisant la part du feu, de garder la haute main sur le pouvoir en imposant à Tewfik pacha des conditions draconiennes. Toutes ces manœuvres ont abouti à une catastrophe.

Sous la pression des événements, devant les menaces de plus en plus terrifiantes des Albanais et des officiers de la Ligue militaire, le sultan, créature jusqu'ici fidèle de la révolution, s'est décidé à secouer le joug des révolutionnaires. Il a fait appel aux vétérans de la politique ottomane. S'il n'est pas allé du premier coup jusqu'à nommer grand vizir Kiamil pacha que cherchaient à lui imposer les sommatons réitérées des insurgés, il a mis le nouveau ministère à l'ombre du grand nom de Moukhtar pacha, le glorieux survivant de Kars et de la guerre russo-turque. Chez les peuples de l'Islam, il n'y a rien, comme prestige et comme autorité morale, au-dessus d'un *ghazi*. Ce titre, qui n'est ni un grade ni un rang, mais une simple épithète, quelque chose comme l'*Imperator* dont aux plus beaux temps de la République romaine les soldats saluaient leur général victorieux sur le champ de bataille, jouit d'une sorte de respect affectueux qui constitue la plus belle auréole. Par ce choix, par celui des autres membres de ce grand ministère, de ce ministère de tous les talents, le sultan indiquait assez le caractère menaçant de la tourmente et qu'il fallait, patriotiquement, subordonner tous les

intérêts de parti, toutes les questions d'isuy res au salut de la nation.

C'était assurément un élément fâcheux, peut-être même inquiétant, de la situation nouvelle que la rentrée en activité d'un certain nombre des hommes qui avaient servi d'instruments dociles au despotisme d'Abdul-Hamid. Au cours des débats de la dernière session du premier Parlement, Saïd pacha, avait cru devoir recourir, pour noyer Kiamil pacha, à la publication d'un des trop fameux *Djournals* saisis à Yıldiz-Kiosk en avril 1909, c'est-à-dire d'un rapport secret signé par l'ex-grand vizir et où il exposait à Abdul-Hamid l'impossibilité de rétablir la constitution de Midhat. Il aurait peut-être été facile de rétorquer à Saïd son procédé et de le mettre, à son tour, sur la sellette. Cet incident n'en a pas moins laissé d'assez vives appréhensions sur les desseins réels de Kiamil et sur la solidité de son loyalisme constitutionnel.

Pour apprécier sainement ces inquiétudes, il convient de tenir compte de plusieurs éléments. D'abord, au terme d'une longue période de despotisme, il était impossible de trouver d'emblée un nombre suffisant d'hommes aptes à gouverner et absolument exempts de toute complicité avec l'ancien régime. En fait, le Comité Union et Progrès lui-même, tout en faisant la part à des hommes nouveaux, comme Talaat et Djavid, modestes fonctionnaires la veille, chefs de grands départements le lendemain, a dû encadrer ces recrues entre des vétérans affectés de la tare hamidienne, Hilmy, Ferid, Saïd. Puis le nouveau ministère comprend, lui aussi, à côté d'ex-ministres du sultan déchu, d'incontestables libéraux, des victimes de la tyrannie hamidienne, comme Nazim pacha. Moukhtar lui-même fut l'objet des défiances de l'ex-sultan tout comme Osman, le héros de Plevna. Pendant que ce dernier était retenu au Palais dans une cage dorée, Moukhtar fut relégué pendant près de trente ans, dans un exil à peine dissimulé, en Egypte. R7B-663-32

Rien donc au fond ne se serait opposé à ce qu'une sorte de transaction, une trêve patriotique, fût conclue entre le nouveau gouvernement et le parti Union et Progrès. Par malheur des deux côtés les choses ont été poussées à l'extrême et c'est un état de guerre qui règne à l'heure présente. La dissolution de la Chambre pouvait à bon droit sembler une nécessité urgente. D'une part le scandale des élections leur a ôté toute valeur représentative ; d'autre part, les Albanais et la Ligue militaire ont fait de cet acte libérateur le premier article de leurs revendications. En même temps et si condamnables qu'ait été les procédés de la candidature officielle, on comprend jusqu'à un certain point que les Jeunes-Turcs, éclairés par le passé, redoutent une dissolution, alors surtout qu'ils ne savent pas si elle sera suivie d'une nouvelle élection ni si, au cas de l'affirmative, ils n'y verront pas se retourner contre eux les abus de la pression gouvernementale. Quels que soient les vices d'une assemblée électorale, elle n'en demeure pas moins le symbole d'un régime constitutionnel et libéral. Il n'est pas besoin de nourrir des illusions sur la valeur effective d'un parlementarisme fictif pour professer que la destruction d'une assemblée représentative, sous quelque prétexte ou pour quelque cause que ce soit, marque une néfaste régression.

C'est sur ce terrain que s'est engagée la bataille finale entre le ministère Moukhtar et la Chambre. Déjà le gouvernement avait pris une mesure décisive en opérant le divorce complet entre le sultan et le Comité par la substitution, à la qualité de premier secrétaire et de premier chambellan impérial, aux créatures de la Révolution, d'affidés du ministère. On ne saurait dire si, à un certain moment, Moukhtar et ses collègues ont tenté loyalement d'établir un *modus vivendi* avec la Chambre. En dépit de l'attitude intraitable du président de la Chambre, de Talaat, de Djavid, de Talaat, de Djavid, de Talaat, de Djavid, à un premier vote que les deux tiers de la majorité n'étaient point disposés à faire une guerre à outrance. Néanmoins bien vite l'antagonisme est devenu aigu. Le ministère, talonné par les télégrammes comminatoires d'Albanie, se résolut à la dissolution à tout prix. Le parti Union et Progrès se décida à la lutte sans merci.

Ce qui semblait compliquer la tâche du pouvoir exécutif, c'était la nécessité d'obtenir la sanction du Sénat à une dissolution. Cette haute assemblée, tout en comprenant un grand nombre d'anciens hauts fonctionnaires, a dans son sein un large élément révolutionnaire. Placé par le ministère, à la suite d'incidents violents à la Chambre, en face du dilemme ou de voter la dissolution ou de voter la défiance, le Sénat a pris le parti de ratifier la première. Il est permis de faire des réserves sur le tour de passe-passe exécutif grâce auquel le gouvernement a cru pouvoir rendre constitutionnelle une mesure qui ne rentrait évidemment pas dans les termes du récent amendement à la constitution. Cette hypocrisie a peut-être servi à faciliter à la majorité du Sénat l'acceptation d'un acte irréversible. Quant à la Chambre elle s'est livrée à des démarches un peu ridicules pour mettre les ministres en mauvaise posture.

Au fond toutes ces querelles de mots n'ont que peu d'importance. Ce qui est profondément inquiétant, ce sont les symptômes, qui vont se multipliant, d'un état d'esprit dont la guerre civile semble la conséquence fatale. Le Comité a fait appel à ses amis dans l'armée. Il y a eu à Constantinople des réunions contradictoires d'officiers sur la colline dite de la Liberté. D'Andrinople sont parties des menaces pour le gouvernement, de Smyrne des encouragements. Les Albanais et les officiers déserteurs ne cessent de télégraphier des sommatons de plus en plus péremptoires. On prête aux dirigeants de l'extrême gauche du Comité l'intention de ne pas tenir compte du décret de dissolution et de réunir la Chambre sur un point favorable, qui ne semble point devoir être Salonique, apparemment passé à l'ennemi. L'air est plein de rumeurs alarmantes. Rien ne serait plus déplorable que l'explosion d'une guerre intestine, même si la guerre étrangère ne rendait pas sacrilège une pareille lutte.

On dirait la Turquie revenue à l'ère des Janis-

aires. Pour qui sait voir et réfléchir, c'est d'ailleurs l'un des traits les plus sombres de la situation présente dans le monde civilisé que la rentrée en scène des mouvements politiques militaires. En Turquie, en Grèce, au Portugal, comme jadis en Espagne avec les pronunciamientos des Narvaez, des O'Donnell, des Prim et des Lopez Dominguez, les officiers, réunis dans des ligues secrètes, ont repris l'habitude de jeter leur épée dans la balance. Il ne manque pas de symptômes dans d'autres pays d'un retour plus ou moins rapide à de pareilles pratiques. Alors même que, comme en Turquie en 1908, ces soldats se font, non les fauteurs du despotisme, mais les initiateurs d'une révolution apparemment libérale, le mal est toujours grand et le résultat désastreux.

Pas n'est besoin de démontrer par des preuves en forme à ceux qui ont le souci des libertés civiles, à quel point la participation de l'armée aux choses de la politique est néfaste. Ce qu'il convient de mettre en lumière, c'est qu'en se plaçant à un point de vue exclusivement militaire, rien ne désorganise, ne discrédite et n'affaiblit une armée dans l'accomplissement de ses tâches légitimes et obligatoires, rien ne paralyse la défense nationale, rien ne livre un pays en proie aux agressions du dehors et aux désordres du dedans comme l'usurpation par l'armée d'une part quelconque dans la direction des affaires nationales.

R7B-663-32

DIPLOMATE.

FONDÉ EN 1879
ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupages de Journaux
(Faubourg Montmartre)
12, rue du Faubourg Montmartre
37, rue Bergère (IX^e)
Alcèze Télégraphique : ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT 1690
Extrait de
Adresse : TDVISAM
Date : Kütüphanesi Arşivi
Signature : No RTB-663-32

La Crise Turque

La crise turque a pris un caractère singulièrement alarmant. Les premières phases en ont répété avec une extraordinaire exactitude les stades de la révolution de 1908. C'est en Albanie que le mouvement a pris naissance. L'armée a fourni le second contingent, et le plus redoutable, des ennemis du régime dominant. Une explosion en apparence soudaine avait été préparée de longue main dans le corps des officiers par l'action secrète de la Ligue militaire.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que le parti a pu avoir à mériter dans une large mesure son sort par l'accumulation de fautes impardonnables. Ceux-là mêmes qui, comme l'auteur de ces lignes, se sont efforcés, par souci d'impartialité, par crainte d'un retour offensif de l'hamidiisme, de faire la part, dans cette longue série d'erreurs, du passé, de son lourd héritage, des difficultés créées par la politique cyniquement agressive de certaines puissances, ont dû confesser à regret que le Comité Union et Progrès et le gouvernement avaient assumé une responsabilité écrasante et mis le comble à leurs méfaits par leur façon de mener les dernières élections générales. Quand des hommes portés à la tête des affaires par une révolution s'emploient à violer à leur profit tous les principes qui en faisaient la raison d'être, ils provoquent naturellement une opposition, qui comprend tout à la fois les bénéficiaires de l'ancien état de choses, avides de revanche, et les partisans sincères et irrités du nouveau régime. Le jour où cette masse grossissante, entrée de tous ceux dont les intérêts ou les appétits se trouvent lésés, s'aperçoit que les dés sont pipés, que grâce à la pression éhontée des autorités la parole des opposants est perdue d'avance, que par conséquent les moyens légaux ne sont plus qu'une duperie, il adient fatalement que la bataille change de caractère. De constitutionnelle et parlementaire elle devient insurrectionnelle et quasi-révolutionnaire.

Les leaders jeunes-turcs ont fermé les yeux à ces vérités jusqu'au dernier moment. Ils ont cru d'abord que l'appareil mensonger d'un régime représentatif vicié dans sa source suffirait à créer en leur faveur une illusion tutéaire, non seulement dans l'Occident mal informé, mais jusqu'en Turquie même et chez des adversaires irréconciliables. Quand ils ont commencé à pressentir la gravité de la crise, ils se sont encore imaginé qu'il leur suffirait de livrer un bouc émissaire et qu'ils pourraient même profiter de cette nécessité pour faire d'une pierre deux coups en se débarrassant d'un collègue redouté en dépit de ses capitulations, en la personne de Mahmoud-Chefket. Après que Hurehid pacha eut fait échouer cette machiavélique combinaison, ils projetèrent encore, tout en faisant la part du feu, de garder la haute main sur le pouvoir en imposant à Tewfik pacha des conditions draconiennes. Toutes ces manœuvres ont abouti à une catastrophe.

Sous la pression des événements, devant les menaces de plus en plus terrifiantes des Albanais et des officiers de la Ligue militaire, le sultan, créature jusqu'ici fidèle de la révolution, s'est décidé à secouer le joug des révolutionnaires. Il a fait appel aux vétérans de la politique ottomane. S'il n'est pas allé du premier coup jusqu'à nommer grand vizir Kiamil pacha que cherchaient à lui imposer les sommatons réitérées des insurgés, il a mis le nouveau ministère à l'ombre du grand nom de Moukhtar pacha, le glorieux survivant de Kars et de la guerre russo-turque. Chez les peuples de l'Islam, il n'y a rien, comme prestige et comme autorité morale, au-dessus d'un *ghazi*. Ce titre, qui n'est ni un grade ni un rang, mais une simple épithète, quelque chose comme l'*Imperator* dont aux plus beaux temps de la République romaine les soldats saluaient leur général victorieux sur le champ de bataille, jouit d'une sorte de respect affectueux qui constitue la plus belle auréole. Par ce choix, par celui des autres membres de ce grand ministère, de ce ministère de tous les talents, le sultan indiquait assez le caractère menaçant de la tourmente et qu'il fallait, patriotiquement, subordonner tous les

intérêts de parti, toutes les questions d'isuyres au salut de la nation.

C'était assurément un élément fâcheux, peut-être même inquiétant, de la situation nouvelle que la rentrée en activité d'un certain nombre des hommes qui avaient servi d'instruments dociles au despotisme d'Abdul-Hamid. Au cours des débats de la dernière session du premier Parlement, Saïd pacha, avait cru devoir recourir, pour noyer Kiamil pacha, à la publication d'un des trop fameux *Djournals* saisis à Yıldiz-Kiosk en avril 1909, c'est-à-dire d'un rapport secret signé par l'ex-grand vizir et où il exposait à Abdul-Hamid l'impossibilité de rétablir la constitution de Midhat. Il aurait peut-être été facile de rétorquer à Saïd son procédé et de le mettre, à son tour, sur la sellette. Cet incident n'en a pas moins laissé d'assez vives appréhensions sur les desseins réels de Kiamil et sur la solidité de son loyalisme constitutionnel.

Pour apprécier sainement ces inquiétudes, il convient de tenir compte de plusieurs éléments. D'abord, au terme d'une longue période de despotisme, il était impossible de trouver d'emblée un nombre suffisant d'hommes aptes à gouverner et absolument exempts de toute complicité avec l'ancien régime. En fait, le Comité Union et Progrès lui-même, tout en faisant la part à des hommes nouveaux, comme Talaat et Djavid, modestes fonctionnaires la veille, chefs de grands départements le lendemain, a dû encadrer ces recrues entre des vétérans affectés de la tare hamidienne, Hilmy, Ferid, Saïd. Puis le nouveau ministère comprend, lui aussi, à côté d'ex-ministres du sultan déchu, d'incontestables libéraux, des victimes de la tyrannie hamidienne, comme Nazim pacha. Moukhtar lui-même fut l'objet des défiances de l'ex-sultan tout comme Osman, le héros de Plevna. Pendant que ce dernier était retenu au Palais dans une cage dorée, Moukhtar fut relégué pendant près de trente ans, dans un exil à peine dissimulé, en Egypte. RTB-663-32

Rien donc au fond ne se serait opposé à ce qu'une sorte de transaction, une trêve patriotique, fût conclue entre le nouveau gouvernement et le parti Union et Progrès. Par malheur des deux côtés les choses ont été poussées à l'extrême et c'est un état de guerre qui règne à l'heure présente. La dissolution de la Chambre pouvait à bon droit sembler une nécessité urgente. D'une part le scandale des élections leur a ôté toute valeur représentative ; d'autre part, les Albanais et la Ligue militaire ont fait de cet acte libérateur le premier article de leurs revendications. En même temps et si condamnables qu'aient été les procédés de la candidature officielle, on comprend jusqu'à un certain point que les Jeunes-Turcs, éclairés par le passé, redoutent une dissolution, alors surtout qu'ils ne savent pas si elle sera suivie d'une nouvelle élection ni si, au cas de l'affirmative, ils n'y verront pas se retourner contre eux les abus de la pression gouvernementale. Quels que soient les vices d'une assemblée électorale, elle n'en demeure pas moins le symbole d'un régime constitutionnel et libéral. Il n'est pas besoin de nourrir des illusions sur la valeur effective d'un parlementarisme fictif pour professer que la destruction d'une assemblée représentative, sous quelque prétexte ou pour quelque cause que ce soit, marque une néfaste régression.

C'est sur ce terrain que s'est engagée la bataille finale entre le ministère Moukhtar et la Chambre. Déjà le gouvernement avait pris une mesure décisive en opérant le divorce complet entre le sultan et le Comité par la substitution, à la qualité de premier secrétaire et de premier chambellan impérial, aux créatures de la Révolution, d'affidés du ministère. On ne saurait dire si, à un certain moment, Moukhtar et ses collègues ont tenté loyalement d'établir un *modus vivendi* avec la Chambre. En dépit de l'attitude intraitable du président de la Chambre, de Talaat, de Djavid, de Talaat, de Djavid, de Talaat, de Djavid, à un premier vote que les deux tiers de la majorité n'étaient point disposés à faire une guerre à outrance. Néanmoins bien vite l'antagonisme est devenu aigu. Le ministère, talonné par les télégrammes comminatoires d'Albanie, se résolut à la dissolution à tout prix. Le parti Union et Progrès se décida à la lutte sans merci.

Ce qui semblait compliquer la tâche du pouvoir exécutif, c'était la nécessité d'obtenir la sanction du Sénat à une dissolution. Cette haute assemblée, tout en comprenant un grand nombre d'anciens hauts fonctionnaires, a dans son sein un large élément révolutionnaire. Placé par le ministère, à la suite d'incidents violents à la Chambre, en face du dilemme ou de voter la dissolution ou de voter la défiance, le Sénat a pris le parti de ratifier la première. Il est permis de faire des réserves sur le tour de passe-passe exécutif grâce auquel le gouvernement a cru pouvoir rendre constitutionnelle une mesure qui ne rentrait évidemment pas dans les termes du récent amendement à la constitution. Cette hypocrisie a peut-être servi à faciliter à la majorité du Sénat l'acceptation d'un acte irréversible. Quant à la Chambre elle s'est livrée à des démarches un peu ridicules pour mettre les ministres en mauvaise posture.

Au fond toutes ces querelles de mots n'ont que peu d'importance. Ce qui est profondément inquiétant, ce sont les symptômes, qui vont se multipliant, d'un état d'esprit dont la guerre civile semble la conséquence fatale. Le Comité a fait appel à ses amis dans l'armée. Il y a eu à Constantinople des réunions contradictoires d'officiers sur la colline dite de la Liberté. D'Andrinople sont parties des menaces pour le gouvernement, de Smyrne des encouragements. Les Albanais et les officiers déserteurs ne cessent de télégraphier des sommatons de plus en plus péremptoires. On prête aux dirigeants de l'extrême gauche du Comité l'intention de ne pas tenir compte du décret de dissolution et de réunir la Chambre sur un point favorable, qui ne semble point devoir être Salonique, apparemment passé à l'ennemi. L'air est plein de rumeurs alarmantes. Rien ne serait plus déplorable que l'explosion d'une guerre intestine, même si la guerre étrangère ne rendait pas sacrilège une pareille lutte.

On dirait la Turquie revenue à l'ère des Janis-

aires. Pour qui sait voir et réfléchir, c'est d'ailleurs l'un des traits les plus sombres de la situation présente dans le monde civilisé que la rentrée en scène des mouvements politiques militaires. En Turquie, en Grèce, au Portugal, comme jadis en Espagne avec les pronunciamientos des Narvaez, des O'Donnell, des Prim et des Lopez Dominguez, les officiers, réunis dans des ligues secrètes, ont repris l'habitude de jeter leur épée dans la balance. Il ne manque pas de symptômes dans d'autres pays d'un retour plus ou moins rapide à de pareilles pratiques. Alors même que, comme en Turquie en 1908, ces soldats se font, non les fauteurs du despotisme, mais les initiateurs d'une révolution apparemment libérale, le mal est toujours grand et le résultat désastreux.

Pas n'est besoin de démontrer par des preuves en forme à ceux qui ont le souci des libertés civiles, à quel point la participation de l'armée aux choses de la politique est néfaste. Ce qu'il convient de mettre en lumière, c'est qu'en se plaçant à un point de vue exclusivement militaire, rien ne désorganise, ne discrédite et n'affaiblit une armée dans l'accomplissement de ses tâches légitimes et obligatoires, rien ne paralyse la défense nationale, rien ne livre un pays en proie aux agressions du dehors et aux désordres du dedans comme l'usurpation par l'armée d'une part quelconque dans la direction des affaires nationales.

RTB-663-32

DIPLOMATE.

Mans, d'importants ateliers employant 600 ouvriers qui, depuis longtemps, travaillent pour tous les réseaux français. En même temps, ils fournissent à ceux-ci les traverses nécessaires à l'entretien des voies, traverses dont ils imprègnent le plus grand nombre, pour leur conservation, dans dix chantiers de créosotage répartis en diverses régions de la France. Ils préparent aussi les poteaux destinés à la construction et à l'entretien des lignes télégraphiques ou de transport de force ; ces poteaux sont imprégnés par leurs soins au sulfate de cuivre dans une douzaine de chantiers d'injection situés dans le Nord, l'Ouest et le Centre de la France. Enfin, et d'une façon plus générale, ils effectuent le commerce des bois provenant d'exploitations forestières, entreprises par eux, ou débités dans leurs scieries et notamment dans leur importante scierie du Mans.

L'affaire date d'une cinquantaine d'années. Mais elle n'a été constituée en Société anonyme qu'en 1904, date du décès de son fondateur, M. Jules Carel. De 1905 à 1909, soit pendant ses cinq premiers exercices, la Société a distribué à son capital des dividendes variant de 5 0/0 à 10 0/0, correspondant à une moyenne de 8,90 0/0, bien qu'il fut attribué alors aux parts de fondateur et au conseil d'administration 60 0/0 des bénéfices restants après prélèvement de 5 0/0 au capital, les actions n'ayant plus que de 40 0/0.

Pour les exercices 1910 et 1911, le dividende a...

travaillent maintenant dans de bonnes conditions; les circonstances exceptionnelles qui avaient affecté les résultats des exercices 1910 et 1911 ayant à peu près disparu, les besoins des Compagnies de chemins de fer en matériel roulant étant considérables, il est vraisemblable que les bénéfices de l'affaire, élargie et vivifiée d'ailleurs par l'entrée dans le conseil de nouveaux administrateurs qui lui donneront une impulsion nouvelle, se relèveront notablement dès cette année. Quant au dividende, il est maintenant d'autant plus élastique que les actions se partageront, sous le nouveau régime, 80 0/0 de l'excédent des bénéfices, après les prélèvements statutaires, au lieu de 40 0/0.

L'action de la Société est inscrite depuis le 18 juillet à la Cote officielle du Syndicat des Banquiers en Valeurs au comptant et s'y traite un peu au-dessus du pair, vers 550.

Les Industries du Fer et de l'Acier aux Etats-Unis

L'Association Américaine du Fer et de l'Acier de Philadelphie fait un travail utile en réunissant et en publiant de temps à autre des statistiques et des informations diverses concernant les industries du fer et de l'acier. La partie première du 40^e rapport annuel de statistiques vient de paraître et l'on y trouve des renseignements généraux sur le commerce de l'acier aux Etats-Unis. Un second rapport sera publié à l'automne ; il contiendra d'importants détails additionnels sur le commerce du fer.

Somme toute, dit le rapport, l'année 1911 a été très décourageante aux Etats-Unis pour le commerce du fer. Les conditions industrielles n'ont pas été, il est vrai, troublées par des grèves mais dès le commencement de 1912, le mécontentement causé par l'échelle des salaires s'est manifesté dans plusieurs directions principalement dans l'industrie des textiles. Il y a eu aussi une certaine agitation parmi les mineurs de la région de l'anthracite et parmi les mécaniciens de chemins de fer. Les Compagnies de chemins de fer n'ont fait que des demandes restreintes en rails, en wagons, en locomotives et en ponts, mais depuis le commencement de la nouvelle année une amélioration s'est produite à cet égard. L'Association attribue le manque d'activité constaté dans la construction des chemins de fer au contrôle du gouvernement sur les tarifs.

La production de fer et d'acier a été en 1911 considérablement inférieure à celle de 1910, qui peut être considérée comme une année-record. La fabrication de fonte a diminué de 2.434.020 tonnes et celle de l'acier sous toutes les formes de 2.418.813 tonnes. Le tableau suivant donne la production de fonte, par semestre, de 1906 à 1911 :

Périodes	1906	1907	1908	1909	1910	1911
	(En tonnes brutes)					
1 ^{er} semestre.....	12.582.250	13.478.044	6.918.004	11.022.316	14.978.768	11.636.986
2 ^e ".....	13.724.941	12.933.817	9.018.014	14.773.125	12.324.829	11.983.551
Totaux.....	25.307.191	25.781.861	15.936.018	25.795.471	27.303.597	23.620.537

Vingt et un états ont produit de la fonte contre 22 en 1910. Washington n'en a pas produit en 1911. Le plus grand producteur a été, comme d'habitude, la Pennsylvanie dont la production, en 1911, s'est élevée à 9.807.073 tonnes contre 11.272.323 tonnes en 1910. Ohio vient ensuite avec une production de 5.310.506 tonnes en 1911 contre 5.752.112 tonnes en 1910.

Relativement aux prix, l'Association fait remarquer que ceux du fer et de l'acier baissèrent jusqu'en mars 1912, époque à laquelle le recul fut arrêté. L'amélioration qui eut lieu alors fut une suite naturelle des prix peu élevés et sans profit qui régnèrent si longtemps. Les stocks de fonte avaient diminué d'une façon considérable, et cette diminution jointe à des demandes plus actives des principaux produits finis, eut pour effet, en mars et en avril 1912, de tendre les prix qui sont restés jusqu'à ce jour bien maintenus.

Nous pouvons maintenant conclure par quelques détails tirés du sommaire général de statistiques pour les années 1910 et 1911 :

	Année 1910	Année 1911
	(Tonnes brut)	
Expéditions de minerai de fer du lac Supérieur.....	43.442.397	32.799.130
Expéditions d'anthracite de Pennsylvanie.....	64.905.786	69.954.299
Expéditions de coke de Connellsville en tonnes net.....	18.689.732	16.334.174
Production de fonte brut y compris spiegel et ferro.....	27.303.567	23.649.547
Production de lingots d'acier « open hearth » et de fonte.....	16.504.509	15.593.650
Production de lingots d'acier et de fonte toutes espèces.....	25.094.919	23.676.103
Importation de fer et d'acier (en dollars).....	38.907.119	28.993.600
Exportation de fer et d'acier (en dollars).....	201.371.903	249.656.411

On remarquera que les expéditions de minerai de fer de la région du Lac Supérieur furent, en 1911, de 10.649.267 tonnes brut inférieure à celle de 1910. Par contre, les expéditions d'anthracite de Pennsylvanie présentèrent une augmentation sensible.

Les Réserves d'Or des différentes Nations

Sous l'administration Cleveland le gouvernement des Etats-Unis achetait chaque mois 4 millions et demi d'onces d'argent pour la frappe. Les banquiers en concurent une telle iniquité que le Trésor ne put maintenir ses réserves à l'étiage que grâce à une série d'emprunts. On finit par abroger la loi sur la frappe de l'argent, pendant que le président Mac Kinley et M. Caje, secrétaire du Trésor prenaient des mesures pour rassurer le public. Les réserves d'or parurent dès lors suffisamment sauvegardées et s'accroirent au point que, le 30 septembre 1907, elles s'élevaient à 1 milliard de dollars. Mais le mois suivant éclatait une crise comme il s'en est rarement vu. Presque toutes les banques

COMPAGNIE
D'ASSURANCES GÉNÉRALES
SUR LA VIE

Entreprise privée assujettie au contrôle de l'Etat

FONDÉE EN 1819

La plus ancienne des Compagnies françaises

87, Rue de Richelieu, 87, PARIS

FONDS DE GARANTIE
935 MILLIONS
entièrement réalisés

Assurances sur la Vie. — Rentes Viagères

Envoi gratuit, sur demande, des Notices et Tarifs

et lui permettent de maintenir le cours au-dessus du pair. Mais elle a dû supporter deux mauvaises années au point de vue agricole, comme la France, et, comme l'Allemagne, le retrait d'avances considérables faites par les banques françaises. Don resserrément des capitaux et maintien de l'escompte à 5 0/0. La Banque Austro-Hongroise avait donc bien vu la nécessité de se couvrir contre l'étranger et y avait réussi par une habile manipulation des changes, mais les dix derniers mois prouvent qu'ici l'habileté ne suffit pas et

que ni l'Allemagne ni l'Autriche n'ont réussi à créer un courant d'or en leur faveur, et qu'elles ont même perdu quelque peu. La paix, heureusement, n'a pas été troublée, aucune crise grave n'a éclaté ailleurs, et partout les banquiers se sont attachés à prévenir le krach. Mais qu'en a-t-on réfléchi à pu voir, depuis un an, de quel faible secours sont les banques centrales dans le cas d'une dette exigible à vue ou à courte échéance.

La Banque d'Angleterre paraît être, en définitive, la seule banque centrale à étalon d'or capable de ramener l'or en quantité suffisante chaque fois qu'il en est besoin. L'escompte est plus ou moins long à agir, mais il finit toujours par ramener l'or. En veut-on la raison ? Le commerce anglais vit sur son fonds et non pas sur des capitaux étrangers remboursables à vue ou à terme. Au contraire, l'Angleterre, comme la France, a de vastes capitaux placés dans le monde entier, la plupart à très long terme et, par conséquent, non récupérables en cas de crise, mais d'autres placés temporairement et capables, par conséquent, de répondre à l'appel de la Banque d'Angleterre. Les crises sont ainsi conjurées à coup sûr. Nous ne voulons pas dire que l'élévation de l'escompte à Londres n'ait pas aussi le capital étranger, mais celui-ci pèserait bien peu dans la balance si l'on ne pouvait compter sur la rentrée des capitaux anglais placés au dehors.

(The Statist.)

L'Information est en vente :

A BRUXELLES :
AUBETTE, place de la Bourse ;
GUICHET DE LA CHRONIQUE, Galeries Saint-Hubert ;
AUBETTE, coin place de Louvain-rue de la Croix-de-Fer ;
AUBETTES, place Rogier, face Gare du Nord ;
LIBRAIRIE CENTRALE, boulevard du Nord, 90 ;
AUBETTE, coin avenue des Arts-rue de la Loi ;
AUBETTE, place de Brouckère ;
AUBETTE, place de la Monnaie ;
AUBETTE, boulevard Ansapach (Grand Bazar) ;
AUBETTE DE L'HORLOGE, Porte de Namur ;
AUBETTE, place de Jamblinne-de-Meux.

A ANVERS :
LIBRAIRIE MERTENS, avenue de Kuyzer, 5.
Pour renseignements, abonnements, numéros spécimens, s'adresser à l'

AGENCE DE L'INFORMATION
rue de la Révolution, 10, BRUXELLES
Téléphone 106.71.

Derviche Hima bey, publiciste albanais, a fait à ce sujet des déclarations intéressantes à un rédacteur de l' « *Indépendant* ».

« Quelles conséquences pourrait avoir selon vous, lui a demandé ce journaliste, le voyage de la commission des réformes en Albanie? »

— « Aucune pour le moment, a répondu Derviche Hima bey. Les populations albanaises sont lassées de se laisser leurrer par des promesses. Elles ne demandent qu'à témoigner leur attachement inébranlable pour la patrie commune. Mais elles demandent aussi à vivre. Que le gouvernement cherche à assurer le relèvement économique de l'Albanie, qu'il construise des voies ferrées, des routes, et la tranquillité dans ces provinces reposera sur des bases inébranlables. Les Albanais ne demandent qu'à vivre en paix, mais il ne faut pas les pousser à bout par la misère et la faim. »

Il est à remarquer en effet, que les Albanais ayant en majorité perdu tout ce qu'ils avaient, lors de la dernière répression, n'ont plus rien à craindre d'une nouvelle insurrection. Les Malissores en particulier, ont emporté quelque 5.000 fusils à répétition, en quittant le Monténégro, fusils qui étaient destinés à l'armée monténégrine, et les munitions, s'ils n'en avaient pas suffisamment, leur parviendraient sans trop de difficultés.

On comprend que pour les adoucir, Hadji Adil bey leur donne des bonbons. Mais les bonbons fondent vite; il faut aux Albanais quelque chose de plus substantiel, que ne leur laissera point la commission de réformes.

Cette commission de réformes a-t-elle été elle-même constituée comme il le convenait?

« On remarquera, disent les journaux des nationalités chrétiennes, tel le « *Messenger d'Athènes* », qu'à l'exception d'un ou deux Français et Anglais, il n'y a pas un seul Chrétien dans la commission. Pourtant, si l'on voulait réellement faire œuvre utile, la présence de Chrétiens aurait été indispensable. Et c'est là un fait caractéristique. Il suffit à montrer comment le Comité Union et Progrès entend l'égalité entre les croyances et les races. »

La remarque est fort juste, et tout gouvernement sensé se fût attaché à n'y pas donner lieu. Mais en fait de bon sens, celui qu'ils pouvaient avoir, nos gouvernants actuels l'ont banni de leur cerveau, dès leur arrivée au pouvoir.

C'est ce que constate aussi M. Charles Woods, journaliste anglais bien connu, à la suite d'une enquête dans les vilayets européens de l'Empire ottoman.

« La question albanaise, dit-il, est peut-être le problème le plus important qui s'offre au gouvernement et le seul qui aurait pu être facilement résolu avec un peu de bon sens. »

C'est-à-dire que nos gouvernants ne seraient certainement pas réduits à en lancer contre leurs concitoyens révoltés, s'ils se mettaient eux-mêmes un peu plus de plomb dans la tête.

TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi

No 2TB-163-33

La campagne électorale

La campagne électorale suit son cours, et le Comité Union et Progrès profite de l'occasion pour continuer de son côté la série de ses exploits. Mais, comme cette série est longue, on est, parmi tous ces hauts faits, obligé de faire un choix.

Le Dr Riza Teyfik bey, à peine sorti de prison, fut lapidé ainsi qu'il est raconté dans un précédent article.

Mahmut a Cosmidis, également candidat de l'opposition, et également condamné à la prison, le cheik ul-islam a déclaré au Club de l'Union et Progrès que la loi sacrée permet de l'assassiner, lui et les autres ennemis du comité. « La religion, ajouta-t-il, absoudrait de tels actes qui ne pouvaient qu'être agréables à Dieu. »

Loutfi Fikri bey, que le comité voulut faire assassiner, ainsi qu'il est établi par les dépositions relatives au procès Zéki bey, se plaint de la partialité et de l'immixtion des fonctionnaires de l'Etat dans les opérations électorales. Ces fonctionnaires combattent sa candidature avec acharnement, et l'on annonce que son frère, officier, a été arrêté, sous prétexte qu'il s'occupait de politique.

Mais le « Jéni-Asr » n'a-t-il pas publié, sans que le gouvernement s'en émût, une note où plusieurs officiers du premier bataillon d'artillerie de montagne promettaient leur appui aux candidats du comité Union et Progrès contre l'Entente libérale?

Supposé que le frère de Loutfi Fikri bey se soit occupé de politique, pourquoi deux poids et deux mesures? Et l'Entente Libérale n'a-t-elle pas raison de demander dans son pro-

gramme que dans l'intérêt national officiers et soldats soient privés du droit de vote qu'ils ont maintenant?

En Macédoine, les députés sortants Vlahoff et Honéos ont été l'objet d'attentions toutes spéciales.

Comme ils arrivaient à Vodéna, ils furent attaqués par une cinquantaine d'individus, et durent demander la protection du commissaire de police. Celui-ci prétendit que l'excitation de la population lui ôtait tout moyen d'agir. Et le caïmakam leur fit savoir par un gendarme qu'ils devaient quitter la ville. Ce qu'ils firent après avoir protesté contre l'illégalité de cette mesure.

Les évêchés bulgare et grec, ainsi que le club de l'Entente Libérale de Vodéna, ont aussitôt exprimé télégraphiquement à MM. Vlahoff et Honéos les regrets de la population bulgare et grecque ainsi que des Musulmans de l'opposition pour l'incident dont ils ont été victimes.

La commission électorale mixte turco-bulgare-grecque adressait en même temps une dépêche au grand-vizir où elle protestait contre l'interdiction faite à MM. Honéos et Vlahoff de tenir leur réunion électorale à Vodéna.

Ces députés n'eurent guère plus de chance à Salonique. Ils durent en effet, de cette ville, envoyer à leur tour le télégramme suivant au gouvernement :

« Bien que nous soyons des candidats à la députation, les autorités nous ont, par la force, empêchés aujourd'hui de donner une conférence dans une réunion privée. Nous protestons énergiquement contre cette mesure contraire à la Charte constitutionnelle et nous vous demandons de donner des ordres décisifs pour que la liberté de parole soit respectée. »

Quelques jours plus tard, les autorités de Doïrani empêchaient M. Honéos de se rendre dans cette ville et d'y tenir une réunion.

A sa descente du train. M. Honéos fut abordé par un individu qui lança sur lui le contenu d'un seau de peinture.

Un autre fait.

Les envoyés de l'Entente Libérale, Fethi bey et trois de ses amis politiques, faisant une tournée électorale, s'étaient rendus à Serrès. Dix officiers en uniforme se présentèrent à l'hôtel où les orateurs de l'opposition étaient descendus. Deux de ces officiers entrèrent en conversation avec Fethi et ses amis, puis tout à coup leurs camarades se précipitèrent

sur les représentants de l'Entente Libérale et les maltraitèrent gravement.

Des agents de police et des gendarmes qui attendaient hors de l'hôtel, sous les ordres d'Edib bey, capitaine de gendarmerie, agent du comité Union et Progrès, entrèrent à leur tour, arrêtaient les « ententistes » et les conduisirent au poste de police, puis à la résidence du gouverneur où ils furent soumis à un long interrogatoire; après quoi, on leur déclara que le peuple serait contre eux, et on les mit en prison.

Fethi bey et ses amis avaient annoncé l'intention de créer à Serrès un cercle de l'Entente libérale.

Ces quelques exemples suffisent à montrer combien les élections sont libres. Mais le Comité a encore d'autres armes. Il fait marcher ouvertement contre ses adversaires le grand vizir lui-même, tout comme il fait marcher ses « fédais ».

Dans une circulaire grand-vizirienne, l'Entente Libérale fut en effet accusée d'inciter à la rébellion le prétendant arabe Séid-Idriss. Aussi l'Entente Libérale a-t-elle demandé une rétractation publique du gouvernement.

Ce n'est pas tout. Les sections électorales sont réparties de la façon la plus arbitraire. Ainsi, dans le *caza* de Langhaza, comptant 4.000 électeurs chrétiens et 6.000 électeurs turcs, les premiers n'auront que trois délégués électoraux contre vingt-trois aux seconds. Il en est de même à peu près dans tout le vilayet d'Andrinople, et dans nombre de *cazas* de Macédoine. Aussi, un courant se dessine-t-il en faveur d'un boycottage des élections. Voilà bien un moyen d'amener l'entente que le Comité se dit chercher entre les nationalités.

Dans les cercles bulgares, on relève un certain nombre de mesures administratives tendant à favoriser l'élément turc. Ainsi, dans le *caza* de Gornia-Djoumaïa, grâce à une répartition savante des communes, les Musulmans qui ne comptent que 1912 électeurs, nommeront autant de délégués électoraux que les Chrétiens, qui ont 5.376 électeurs.

M. Daltcheff, député sortant bulgare, s'est rendu à Constantinople, pour attirer l'attention de la Porte sur la surexcitation qui se manifeste parmi la population bulgare par suite de ces mesures.

De même, le patriarcat oecuménique a remis à la Porte une note concernant les abus des autorités au sujet des élec-

tions. Il proteste surtout contre l'incorporation arbitraire de certains cazas, dans des circonscriptions électorales à majorité turque, comme par exemple, l'île de Lemnos incorporée à la circonscription des Dardanelles. La population grecque de Lemnos a tenu un meeting pour protester contre cette mesure.

Et voici qui va donner une idée de la politique conciliante telle que l'entend le Comité. A Bali-Kesser (district de Gallipoli), un représentant du Comité a déclaré à un nombreux auditoire de Musulmans et de Chrétiens que la coopération avec les Chrétiens est un acte de haute trahison et que les Chrétiens doivent être exclus de toutes les fonctions publiques.

Après tant d'injustice et d'insultes, de provocations, comment des troubles graves ne surgiraient-ils pas? On annonce que le sang coule dans les environs de Salonique, que la population de Langhaza a menacé le président du district; que le vali de Salonique s'est rendu sur les lieux avec une forte escorte. Neuf personnes auraient été tuées par les gendarmes. Il y aurait une vingtaine de blessés. Chaque jour, on signale de nouveaux assassinats.

L'archevêque de Grevena a reçu une lettre anonyme l'avertissant qu'il sera prochainement assassiné, comme son prédécesseur.

L'assassinat, c'est l'« ultima ratio » du Comité Union et Progrès.

Le journal arménien « *Azadamar* » écrit que les fameux chefs de bandes Kurdes Moussa et Kiazim, qui ont commis des centaines de crimes, viennent d'être grâciés et ont fait une entrée solennelle à Mousch avec une cinquantaine de serviteurs armés de fusils.

Comme témoignage de leur reconnaissance, le Comité leur a demandé sans doute de travailler pour lui aux élections.

En Macédoine, n'a-t-il pas déjà à son service le brigand roumanisant Tchakmas? Et les autorités n'ont-elles pas fait récemment évader de prison des brigands turcs, dont Ali Capetan, de Grevena? Ce personnage serait maintenant l'agent électoral du Comité et aurait spécialement reçu la mission de « supprimer » M. Boussios, député de l'opposition.

Les élections, ajoutons qu'elles se font à des dates différentes selon les lieux, dates qui ne sont fixées que quelques

jours à l'avance, selon le bon plaisir du gouvernement et le moment le plus opportun pour lui.

Quel chemin on a fait pendant ces quatre dernières années! « Les premières élections ottomanes, dit le « *Temps* », furent des élections d'enthousiasme. A Salonique, à Constantinople, dans maintes autres villes, Turcs et Chrétiens des diverses nationalités, avaient fraternisé comme jadis à Paris, tous les Français à la fête de la Fédération. Depuis, il y a eu des désillusions; quelques-uns des premiers hommes de la Révolution ont repris la route de l'exil qu'ils avaient connu sous Abdul-Hamid. Les centralistes ont de plus en plus remplacé les libéraux et les partisans de l'union égale des nationalités. Arabes, Albanais, Grecs, Bulgares, ont eu tour à tour des sujets de plaintes contre le nouveau régime. »

Maintenant, le Comité qui se sent perdu dans l'opinion publique, met en œuvre tous les moyens dont il dispose (et l'on a vu qu'il n'a pas de scrupule dans le choix), pour fausser l'expression de cette opinion. Mais si même il y parvenait, il aurait, croyons-nous, le grand tort de se croire sauvé pour cela. Il préparerait ainsi de nouveaux troubles, et une Révolution auprès de laquelle celle de 1908 ne serait qu'un jeu d'enfants. Car ce n'est jamais pour longtemps qu'on gouverne un peuple malgré lui.

D'où vient l'argent ?

C'est une question que nous avons posée à plusieurs reprises, et à laquelle il serait bon de donner une réponse.

Le Comité dépense des sommes énormes pour sa propagande électorale. Le journal « *Pravo* » affirme que ce comité a consacré 40.000 livres turques (environ 900.000 francs) à la lutte électorale dans le vilayet de Salonique; 20.000 livres turques ont été réservées aux vilayets de Monastir et de Kossovo.

Les circonscriptions albanaises sont l'objet de libéralités plus grandes encore. C'est la seule façon, d'ailleurs, dont le Comité se montre libéral.

Pour rechercher les multiples sources de ce Pactole, dont nous savons qu'une est en Allemagne, revenons un peu sur nos pas. Le 16 décembre dernier, Ismaïl Faïk bey, fondateur



TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi
No RTB-663-38

La Politique étrangère

Les pourparlers amicaux qui se sont poursuivis entre Londres et Berlin depuis la visite de lord Haldane dans la capitale prussienne n'ont guère réussi à amener un arrêt dans cette course effrénée aux armements navals qui, plus forte que la volonté des hommes d'État, entraîne depuis quelque temps dans une sorte de vertige l'Angleterre et l'Allemagne. En dépit de l'optimisme officiel dont un discours de ministre ne peut manquer de contenir au moins une légère dose, il semble qu'une certaine inquiétude de l'avenir en face des ambitions navales de l'Allemagne persiste dans l'opinion anglaise : les déclarations de M. Winston Churchill à la Chambre des Communes, le 22 juillet, n'ont pu la rassurer qu'à moitié. C'est qu'en effet la nouvelle loi navale allemande — et M. Churchill lui-même a dû dans son discours insister sur ce point — comporte des dispositions tout à fait menaçantes pour cette maîtrise de la mer que l'Angleterre ne peut se résoudre à laisser passer à sa rivale. Cette loi prévoit que les quatre cinquièmes environ des bâtiments de la flotte allemande devront être maintenus toute l'année à effectifs complets, de façon à être toujours prêts à une de ces attaques instantanées par lesquelles débute d'ordinaire au jourd'hui une guerre : l'exemple récent des Italiens, comme celui, plus ancien, des Japonais, nous le prouve. Comme d'autre part, d'après les plus récents calculs, l'Allemagne à la fin de 1914 pourra à 33 grands navires anglais en opposer 29, on comprend que le remède proposé par l'amirauté britannique : hâter l'exécution des

constructions en cours, sans en modifier le programme, et augmenter de 5.000 hommes l'effectif des équipages, paraisse insuffisant au parti conservateur, qui pouvait se flatter, voici moins de dix ans, d'avoir assuré la prépondérance de l'Angleterre dans toutes les mers du globe. De l'avis de ce parti, la faute du gouvernement libéral, depuis sir Henry Campbell Bannermann, a été de diminuer graduellement les constructions nouvelles : cela n'a fait qu'encourager l'Allemagne à construire rapidement pour tenter d'arriver au premier rang, et maintenant il est très difficile de regagner l'avance perdue.

Ce que les conservateurs reprochent le plus à M. Winston Churchill, c'est la façon dont il résout le problème de l'influence anglaise dans la Méditerranée. Au printemps dernier, le ministre de la marine britannique avait retiré plusieurs navires de cette mer pour renforcer l'escadre de la mer du Nord : maintenant, au risque de mettre cette dernière en état d'infériorité, il décide d'envoyer à Naples 4 dreadnoughts et 4 croiseurs, de porter à 8 unités l'escadre de Gibraltar et de créer à Alexandrie une base navale. Pourtant, fait-on remarquer, le seul fait nouveau qui se soit produit entre ces deux changements de politique est une augmentation des forces navales allemandes dans la Baltique. Combien plus logique — quel fait pu être la dépense occasionnée par ce nouveau sacrifice — que la création d'une escadre neuve et moderne de haute puissance de la Méditerranée.

Dans la difficile situation actuelle la seule consolation de l'opinion anglaise est de pouvoir se féliciter de l'appui que les colonies britanniques, et en particulier le Canada, se sont déclarées disposées à prêter à la mère-patrie pour la sauvegarde de ses intérêts commerciaux et des routes maritimes de l'empire. On ne connaît pas encore dans le détail le genre de contribution que compte offrir le Canada à la défense impériale, mais déjà, au cours du séjour qu'ils font cet été en Angleterre, les ministres canadiens ont promis que si les circonstances l'exigeaient, des mesures immédiates seraient prises sans attendre le règlement définitif de la question de la coopération navale. Comme les colonies qui vont contribuer financièrement à la défense navale de l'empire ont demandé en retour à être admises à participer à la discussion des grands problèmes de la politique impériale anglaise, on se rend compte que la question des armements navals de l'Angleterre ne pourra désormais se séparer de celle de l'orientation de sa politique extérieure et coloniale. La lutte anglo-allemande pour l'hégémonie de la mer en sera-t-elle aggravée ou adoucie ? Il est peu probable en tout cas que ce qui console en ce moment les Anglais satisfasse les Allemands : leur presse affirme non sans acrimonie que

TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi
No RTB-663-39



La Vie politique

Quand le Luxembourg et le Palais-Bourbon ont fermé leurs portes et que sénateurs et députés sont aux champs pour la durée des vacances parlementaires, il semble que la vie politique se soit soudain arrêtée. De-ci de-là une grève, le discours d'un ministre à quelque inauguration ou dans quelque cérémonie, discours prudent et qui ne sort pas des généralités habituelles, viennent rappeler cependant qu'il y a des partis, un Gouvernement au pouvoir, plusieurs Gouvernements en expectative dans la coulisse et que le calme n'est que très provisoire. Mais il est certain que la vraie vie politique se manifeste et se résume dans les mouvements des deux assemblées. C'est dans leurs débats, dans leurs querelles, dans les passions qui s'y agitent qu'elle puise presque tout ce qui sert à l'alimenter: — « Qu'est-ce que la politique ? » demandait-on à un esprit simpliste mais logique et observateur. — « La politique, c'est la Chambre et le Sénat. » Quand le Parlement chôme, la politique chôme donc aussi. Les mécontents de l'ordre de choses actuel feignent de s'en réjouir. « Au moins on respire » — disent-ils, et ils font des vœux pour que les vacances parlementaires se prolongent le plus longtemps possible. Ce qui ne les empêche pas de protester contre le Gouvernement quand celui-ci tarde à convoquer les Chambres : histoire de manifester leur esprit d'opposition et leur mécontentement.

Les mécontents sont nombreux, mais ce ne sont pas toujours les mêmes. Le mécontentement change de camp. Il affecte généralement les mêmes formes et s'exprime de la même façon. Mécontentement et contentement s'opposent et s'engendrent. En politique, on n'a pas souvent d'autre raison de se réjouir que parce qu'on voit des adversaires être ennuyés. Combien sont nombreux ceux qui mesurent le mérite d'une loi ou d'une réforme au dépit ou au plaisir qu'elles causent dans les camps opposés aux leurs. Voyez, par exemple, la proportionnelle:

**

Le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale multiplie les efforts destinés à implanter, dans nos mœurs, la loi sur les retraites ouvrières. Par des publications répétées, il porte à la connaissance des intéressés les avantages découlant pour eux de leur adhésion.

La loi s'appelait loi d'assurance obligatoire : en fait, tant par la force des choses, que par la jurisprudence de la Cour de Cassation, elle est devenue à peu près facultative.

Pour attirer les souscripteurs, les avantages de fonds, les facilités de forme ont été multipliés. L'abaissement de l'âge de 65 à 60 ans est une mesure considérable, un énorme sacrifice pour l'Etat.

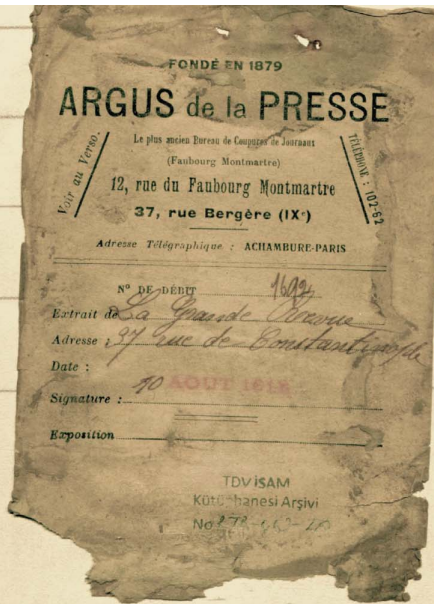
Malgré cela, les progrès sont lents. J'ai la conviction qu'un jour viendra où l'immense majorité de ses justiciables sera soumise à la loi, et ce jour-là, les réfractaires devenus minorité pourront être contraints d'imiter les volontaires. Pour atteindre ce résultat les années sont nécessaires.

En Allemagne, pays de discipline, il fallut dix ans pour que les retraites ouvrières fussent acceptées par tout le prolétariat.

Chez nous, où l'individualisme règne en maître, un délai plus étendu sera nécessaire pour atteindre un résultat désiré. Une propagande incessante arrivera à dissiper les préjugés injustifiés du monde ouvrier, peu à peu convaincu par l'exemple des bénéficiaires de la loi, chaque jour plus nombreux. Le Ministère du Travail pourra beaucoup, en persistant dans la voie où il est entré un peu tardivement : la simplification des formalités.

Au début, l'organisation des retraites fut trop bureaucratique, comporta des formalités sans nombre et souvent inutiles. Ceux qui la conçurent étaient de tradition trop administrative, trop théoriciens, n'avaient pas l'expérience des réalités vivantes. Les municipalités furent surchargées de besognes fastidieuses, inutiles, les assurés rebutés par des exigences apparaissant comme vexatoires. On semble aujourd'hui s'apercevoir, au ministère du travail, des erreurs commises : félicitons-nous en.

VICTOR AUGAGNEUR.



TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No *033*

A TRAVERS LA QUINZAINE

si l'Angleterre désire prouver son amitié à l'Allemagne, elle doit abandonner sa politique de maintien de la suprématie de la marine britannique. Mais qu'eussent dit nos voisins d'outre-Rhin si nous avions émis une prétention analogue, quand au mois de mai ils augmentèrent d'un joli chiffre leur puissante armée ?

Comme on pouvait le prévoir, le ministère jeune-turc de Saïd Pacha n'a pas survécu à la chute de son ministre de la guerre, Mahmoud Chevket Pacha. Mahmoud Moukhtar, d'abord désigné par le sultan pour lui succéder, avait mis à son acceptation la condition que des concessions seraient faites aux officiers mécontents et aux Albanais en révolte : c'était la négation même de la politique suivie jusque-là par le ministère, à peu près inféodé au Comité *Union et Progrès*. Koureïd Pacha, ministre de la marine, ayant déclaré se ranger à l'opinion de Mahmoud Moukhtar, le cabinet, désormais en désaccord avec les chefs de la défense nationale, a dû se résigner à une démission collective. Souhaitons pour la Turquie qu'elle marque la fin de la dictature sans contrôle du Comité !

Dans le désarroi qui s'est suivi du départ du ministère, le sultan offrit le grand-vizirat à Tewfik Paşa, ambassadeur de Turquie à Londres, homme beaucoup plus expérimenté que ses prédécesseurs au pouvoir par les idées libérales qui se sont montrées sympathiques à cette Ligue nationale de lord Haldane. Mais le sultan, craignant de perdre les revendications des officiers, à l'âge de ce tyranisme du Comité *Union et Progrès*, et dont l'influence ne cesse de croître. Le raid audacieux inspiré des torpilleurs italiens dans les Dardanelles, la nuit du 18 au 19 juillet, et que Tewfik, jusqu'alors hésitant, à prendre le pouvoir dans un moment critique pour son pays. Mais il jugeait nécessaire que le sultan lui accordât la dissolution de la Chambre, impérieusement réclamée par la Ligue militaire comme par les chefs de la révolte d'Albanie : élue sous la pression des agents du Comité, cette Chambre ne représente nullement l'opinion nationale et elle est odieuse aux officiers comme aux Albanais. Le sultan, à qui on parvint à persuader qu'une telle dissolution serait contraire à la Constitution, ne l'a pas accordée ; Tewfik Paşa s'est retiré. C'est le Ghazi Ahmed Moukhtar, le vainqueur des Serbes en 1877, président actuel du Sénat, âgé de 80 ans, qui lui succède. Il a pris pour collaborateurs des hommes d'expérience, dont plusieurs ont été grands-vizirs : ils ont manifesté leur intention de rester étrangers à l'influence des coteries et des partis et de gouverner uniquement en vue de l'intérêt national. Telle est la solution — que beaucoup déjà disent ne devoir être que provisoire — de la crise longue et pénible qu'a traversée la

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

633

Turquie durant cette quinzaine, et sans doute les mots ne peuvent-ils donner qu'une faible idée de l'inexprimable chaos qui règne à Constantinople depuis l'effondrement d'un cabinet auquel ses méthodes violentes ont attiré tant de haines.

La tâche du « ministère des grands vizirs », ainsi qu'on l'appelle, est bien difficile. Deux graves problèmes surtout se posent devant lui : donner à l'armée des garanties suffisantes tout en conservant sur elle l'autorité indispensable, et apaiser la révolte en Albanie. Les hommes du Comité *Union et Progrès* n'ont pas abandonné la partie : très influents dans les provinces, où ils ont su s'assurer partout d'actifs agents, ils sont déterminés à tenir tête au ministère en s'appuyant sur la Chambre, qui se sent solidaire d'eux, et sur une fraction de l'armée qu'ils tentent de s'attacher en lui représentant que la propagande de la Ligue militaire est contraire aux intérêts de la nation. Une lutte acharnée s'est engagée entre le Comité et la Ligue ; celle-ci, qui se flatte à bon droit d'avoir chassé Maymoud et Chevket Pacha du ministère de la guerre, continue à demander la dissolution de la Chambre et la convocation d'une Constituante, l'amnistie pour les condamnés politiques et la dissolution du Comité. Elle attend d'une Chambre nouvelle, élue honnêtement, satisfaction pour les multiples griefs des officiers, dont le mécontentement est général dans presque tous les corps d'armée. Quelques jours d'hésitation des nouveaux ministres, au moment de leur entrée en charge, ont permis au Comité de se reprendre et de reconstruire ses forces. Un épisode récent, dont l'allure romanesque nous reporte à l'époque des Mille et une Nuits, a été pour lui un succès. Le 25 juillet, une lettre fut confiée au cuisinier du président de la Chambre pour être remise à ce dernier : c'était un ultimatum, émanant en apparence de la Ligue militaire, et mettant en demeure le président de se démettre et de dissoudre la Chambre dans les quarante-huit heures, sous peine de voir la force armée se charger de ce soin. On suspecte l'ultimatum de n'être qu'une manœuvre du Comité : celui-ci en a de toute façon recueilli sans tarder le bénéfice, car la manœuvre a permis à la Chambre de se poser en protectrice de la Constitution en face de l'armée en révolte. Pris entre ces deux éléments, l'armée en effervescence et le Comité hostile, quelle ligne de conduite va adopter le ministère ? Un court programme de ses intentions a été lu à la Chambre ottomane, le 30 juillet : il indique comme principal remède à la crise actuelle l'interdiction aux militaires et fonctionnaires de s'occuper de politique. On pense qu'un projet de loi inacceptable pour les Jeunes-Turcs sera proposé prochainement, de manière à provoquer un conflit qui permettrait à bref délai la dissolution de la Chambre, dès maintenant décidée par le gouvernement avec le consentement du sultan.

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No *273-463-47*

Tandis que la clameur des mécontents de tout ordre monte aux oreilles des ministres à Constantinople, le mouvement insurrectionnel achève de se propager à toute l'Albanie, d'Ipek à Argyrocastro. C'est un curieux phénomène, non sans quelque analogie avec nos jacqueries du moyen âge, que ce soulèvement de tout un peuple, si divisé jusqu'ici en clans ennemis, contre l'oppresser commun. Le 20 juillet, la ville de Prichtina est tombée aux mains des Albanais insurgés : Hassan Bey, ancien député de Prichtina et chef des rebelles, y est entré à la tête de quelque vingt mille hommes et a obligé la garnison turque à se rendre. La chute du ministère Saïd Pacha a eu pourtant un excellent effet dans les villes d'Albanie. Le nouveau ministère a publié un manifeste aux Albanais, dans lequel il annonce qu'on va cesser d'user contre eux de la force armée. Les insurgés, concentrés dans les districts de Prichtina et de Prizrend, ont accepté un armistice : leurs chefs ont télégraphié au sultan pour le remercier : ils font profession de leur attachement inébranlable à l'Empire, mais insistent pour que la Chambre soit promptement dissoute. La commission parlementaire récemment nommée pour étudier sur place la question albanaise est arrivée le 28 juillet à Prichtina ; elle aura fort à faire de persuader des masses de paysans misérables de reprendre paisiblement le chemin de leurs villages, car maintenant elles ne se contentent plus de promesses, et menacent de marcher sur Uskub. Les difficultés de la commission s'aggravent du fait que les troupes turques envoyées pour combattre les rebelles sympathisent avec elles : presque tout le corps d'armée d'Uskub et une partie de celui de Monastir ont passé aux Albanais ou se refusent à les combattre. Nul ne peut prévoir ce que feront les Albanais si la dissolution de la Chambre n'est pas accordée. Si elle a lieu, l'hostilité du Comité *Union et Progrès* en sera accrue et une scission se produira dans l'armée.

On conçoit aisément qu'en présence de tant d'embarras d'ordre intérieur la guerre contre l'Italie ne soit plus au premier rang des préoccupations des hommes d'Etat ottomans. L'attaque nocturne contre la flotte turque ancrée dans les Dardanelles a produit une vive émotion, bien compréhensible, à Constantinople, mais cette émotion s'est d'autant plus vite calmée que les navires turcs, bien abrités derrière un réseau de fils d'acier, n'ont subi aucun dommage. Les détroits n'ont pas été fermés à nouveau à la suite de cette attaque : on s'est contenté de réduire la largeur du chenal où passent les navires marchands. En Tripolitaine, la situation reste stationnaire et probablement rien d'important ne sera entrepris avant la fin d'octobre. A Rhodes, les Italiens procèdent à des travaux d'utilité publique et d'embellissement : ils s'assurent ainsi une bonne hypothèque sur cette

île charmante. On croit que la prise de Chiô a été décidée par le gouvernement italien, et plus que jamais l'opinion italienne se passionne pour une action navale énergique qui ait pour résultat de porter à la Turquie un coup décisif. Mais tout cela au fond est moins important pour les Turcs comme pour les neutres que la révolte albanaise et l'agitation politique dans l'armée ottomane. De plus en plus, c'est par ses conséquences lointaines ou indirectes, par les répercussions qu'il peut avoir en dehors du théâtre des opérations militaires, en particulier dans les Balkans, que le conflit italo-turc intéresse l'Europe, et en Europe l'Autriche surtout, qui considère la péninsule des Balkans comme son champ naturel d'expansion. Rien d'étonnant donc que le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, ait cru devoir renoncer cet été à une cure à Carlsbad et préfère rester dans le voisinage de son ministère. Le *statu quo* en Orient si désiré par les puissances fut-il jamais plus menacé ? Un triomphe rapide, sans effusion de sang, de la Ligue militaire à Constantinople, suivi de la dissolution d'une Chambre vouée tout entière aux haines de races, est la moins fâcheuse issue qu'on puisse présager au dangereux état de tension que nous avons décrit. Toute autre solution ne ferait qu'aggraver le chaos politique et risquerait d'avoir pour suite une ou plusieurs de ces complications : abdication du sultan, rupture de l'équilibre dans l'Europe orientale, intervention armée de la Bulgarie.

INTÉRIM.



Ce ne sont d'ailleurs pas là de simples expressions protocolaires ; elles correspondent à des réalités, et les paroles de Moulay-Hafid, soit qu'il réponde à un toast de M. Regnault, soit qu'il accorde une interview à un de nos confrères du *Matin*, montrent que le sultan comprend très nettement la situation et qu'il entend tirer de son entente avec la France une amélioration sérieuse pour son empire. Certes, Moulay Hafid se trouvait en présence du fait accompli, puisque depuis un an son autorité ne subsistait que grâce à la présence des troupes françaises ; et ceci montre bien que soutenir le souverain avec nos forces militaires, était la seule bonne politique, celle que nous avons eu le tort de ne pas adopter du temps d'Abd-ul-Aziz. D'autre part, comme l'a dit le sultan lui-même dans son interview avec M. Hubert Jacques : « La France est une nation puissante qui pourrait ici imposer son régime par la force. Mais qu'arriverait-il si elle agissait ainsi ? Elle dominerait le peuple par la crainte et par la terreur. » Le sultan conserve son titre et son prestige religieux. Il édicte les mesures gouvernementales préparées par le résident général français. On garde même le makhzen que l'on ne pouvait éliminer par la force, car quand on n'avait pas la possibilité d'en créer une autre en un jour ; mais il sera nécessaire de la surveiller étroitement afin qu'on ne puisse jamais croire dans les milieux marocains qu'une exaction d'un fonctionnaire indigène est tolérée par la France. Au contraire, la France fera la police, réalisera les réformes administratives, économiques et financières, organisera en un mot cet empire anarchique. Ainsi le pays et sa population, aussi bien que le souverain, bénéficieront de la paix française.

Au point de vue international, on remarquera combien nous nous montrons respectueux des traités, entre autres de notre traité avec l'Espagne. Ce fut même le point que le sultan s'arrêta à discuter longuement, cette réserve pour les zones espagnoles et pour Tanger. Et il est vraiment typique qu'au moment même où l'Espagne faisait preuve de si peu de bonne volonté en négociant avec nous, notre représentant s'employait à Fez à défendre la cause de l'Espagne. Mais ce doit nous être un avertissement de ne pas céder plus que ce que nous avons proposé, et qui constitue un maximum de concessions.

Maintenant les discussions diplomatiques sont terminées ; reste bien le traité avec l'Espagne ; mais nous avons moins besoin d'elle qu'elle n'a besoin de nous, et s'il le faut, nous saurons nous en passer. Nous voici donc à pied-d'œuvre, pouvant collaborer librement avec un souverain qui a une juste vue de ce que nous pouvons réaliser pour la prospérité de son pays. Nous n'avons plus le droit de retarder notre action — action administrative, action économique surtout. On a remarqué avec raison que les tribus que nous avons une fois soumises ne se révoltent plus parce que nous leur assurons la paix et par suite la prospérité. Cette action bienfaisante, nous devons l'étendre à tout le Maroc ; pour cela nous devons organiser sa vie économique et entreprendre immédiatement de mettre le pays en valeur ; c'est du reste ce que le sultan et les Marocains attendent tout d'abord de nous, et ce que nous devons faire sans retard.

La Turquie en période électorale

Il est certain maintenant que la Chambre ottomane sera rouverte le 18 avril. C'est pourquoi on presse le plus possible les élections provinciales. Le caractère de la campagne électorale a quinze jours ne s'est pas encore précisé. Aux précédentes violences il faut ajouter d'autres violences commises, du reste, par l'un et l'autre parti, et les faits de pression restent les mêmes. Des télégrammes annoncent, surtout en Roumélie et en Macédoine, que des bagarres ont eu lieu, par où que des électeurs ont été assassinés.

Trois incidents doivent être retenus comme typiques et capables de nous renseigner sur l'état d'esprit de la nation ottomane. A Eski-Chéhir, les ententistes ayant été en minorité aux élections du premier degré, ont fait occuper les salles de vote du second degré par les hommes armés qui attaquèrent les révisionnistes aux cris de : « Nous voulons le Chériat ! » On voit la tactique qu'elle consiste à porter le trouble dans l'esprit des musulmans en leur persuadant que le Comité Union et Progrès est un danger pour leur foi, et que la revision de l'article 26 a pour but « la suppression du jeûne du Ramazan et de certaines prières du jour ». Un peu plus tard, le 23 mars, le député Riza Tewfik bey, celui qu'on nomme « le philosophe », s'étant entretenu avec l'archimandrite grec de Gumuldjine, fut attaqué par des individus qui

TDV İSAM

Kütüphanesi Arşivi

No RB-663-44

le traînèrent dans les rues et le blessèrent assez sérieusement. Quelques jours encore se passent et, cette fois, près de Salonique, à Langaza, une bagarre se produit entre la population gréco-bulgare et les gendarmes qui escortaient le Kalmakham ; il y eut dix tués et vingt-deux blessés. ; Ainsi dans chaque partie et dans chaque élément ethnique, on trouve des gens qui recourent à ces regrettables procédés pour « défendre » leurs opinions.

Si l'on se place au point de vue des résultats des scrutins déjà connus, on peut maintenant prévoir que le Comité Union et Progrès aura au Parlement une forte majorité.

Revenant aux bagarres et aux attentats, il faut constater qu'ils ne sont point spéciaux à la période électorale et que bien des violences de caractère politique n'ont aucun rapport avec les élections. Dans l'ouest de la Turquie d'Europe on craint toujours une insurrection albanaise et l'on renforce les troupes sur la frontière monténégrine, bien que, depuis son voyage à Saint-Petersbourg, le roi Nicolas de Montenegro multiplie les bons procédés à l'égard de la Sublime Porte ; ces augmentations d'effectifs ne sont donc pas dirigées contre le petit royaume slave.

Dans les îles, on a eu à déplorer l'assassinat de Copassi effendi, prince de Samos, le 22 mars. Le meurtrier est un Grec d'Athènes ; on voit tout aussitôt à quels développements cet attentat peut prêter dans les milieux où le panottomanisme est en honneur. On réédite la formule : « Ce n'est pas une arme, c'est une idée qui a frappé ce coup. » Et l'on remarque qu'un étranger est le coupable. A l'occasion de ce crime, qu'on ne saurait trop déplorer, on sent prête à reparaître l'animosité contre l'élément hellénique qui ne se laisse pas ottomaniser, et l'on répète à satiété que Samos fait partie intégrante de l'empire. Evidemment. Mais l'île a un statut particulier, une charte constitutionnelle, accordée en 1833 et garantie d'après le protocole de Londres par l'Angleterre, la France et la Russie. Il faut ajouter que Copassi effendi, homme de loi érudit, était « un fonctionnaire dévoué jusqu'à la mort à la cause de l'ottomanisme » (*Stamboul*) et qu'il gouvernait en autocrate, tenant depuis dix ans Samos en état de siège, ayant contre lui 32 députés sur 39, et fort seulement de l'appui des troupes turques installées dans l'île depuis 1907. Tout cela explique — mais n'excuse pas — un meurtre dont le caractère politique est évident. Et ce crime rappelle

les difficultés latentes qu'on découvre dans chaque région, même paisible en apparence, de l'empire ottoman.

La Guerre Italo-Turque et les Puissances

Les questions internationales intéressant la Turquie, si diverses soient-elles se rattachent toutes en ce moment à la guerre de Tripolitaine. De cette guerre elle-même, il n'y a toujours rien à dire. Turcs, Arabes et Italiens conservent leurs positions, les premiers s'attendant à être secourus d'ici peu comme on l'a dit, par les généraux « Choléra » et « Dysenterie », les derniers menaçant toujours de généraliser leur action si une intervention n'amène pas la paix et « la reconnaissance du fait accompli ». A quoi le *Near East* fait observer narquoisement que, « avant de réclamer la reconnaissance du fait accompli il faut d'abord l'accomplir ». On ignore ce qui sortira des conversations de Venise, ou plutôt on suppose qu'elles n'auront aucun résultat pratique. De temps à autre, des dépêches d'origines variées annoncent une prochaine action diplomatique des puissances, et d'autres télégrammes les démentent le lendemain. De même on se demande si les Italiens porteront la guerre dans l'archipel et les Dardanelles, ce qui semble dangereux pour leur flotte, car on a tout lieu de croire les détroits assez bien défendus, ou s'ils tenteront un débarquement dans la presqu'île de Gallipoli, ce qui, affirmement certains, offrirait plus de chances de succès.

Plus que ces hypothèses, les relations de la Turquie avec les puissances sont un sujet digne d'attention. Or, on peut dire en résumé, que ces relations paraissent s'améliorer surtout avec les nations de la Triple Entente. La dernière quinzaine, on a remarqué une interview très optimiste du ministre des Affaires étrangères Assim bey, sur les rapports russo-turcs. Depuis lors, il a exprimé sa confiance dans l'amitié traditionnelle de l'Angleterre, dans une conversation avec un de nos confrères américains. Sans doute, les Turcs commencent-ils à perdre leurs illusions sur leurs « amis » germains.

Les difficultés qui s'étaient élevées entre Constantinople et Pétersbourg sont maintenant aplanies et le départ du trop personnel M. Tcharikov n'a pas été le signal d'un refroidissement, tout au contraire. Les manifestations du bon vouloir russe se sont produites dans l'Ouest où, comme on l'a vu, le roi Nicolas est revenu de Russie turcophile au point de rece-

voir l'ambassadeur ottoman avant tous ses collègues, de l'emmener avec lui aux manœuvres de Podgoritsa, et de lui donner le grand cordon de l'ordre de Danilo ; dans l'Est, sur la frontière persane, les incidents du territoire d'Ourmiah sont en voie de règlement ; le litige qui date d'un demi-siècle est étudié par une commission turco-persane ; les troupes russes vont être retirées graduellement de l'Iran ; enfin, le sipahdar a été nommé gouverneur de l'Azerbaïdjan, ce qui permet d'espérer plus de tranquillité dans la région et par suite moins d'occasions pour les voisins de s'immiscer dans les affaires locales. Pour ce qui regarde la guerre de Tripoli et l'intervention russe, la Turquie estime que la Russie ne voudrait pas mettre à profit ses embarras actuels, et que, de plus, elle ne se séparerait certainement pas de ses amis de la Triple Entente pour lier partie avec les Italiens en vue d'une politique d'aventures.

L'Angleterre en effet semble bien disposée à l'égard de l'empire ottoman. Il est indéniable qu'un assez fort courant d'opinion en sa faveur se dessine en Turquie, et, comme à l'ordinaire, c'est dans le domaine économique que se produisent les premiers symptômes ; si l'on continue à négocier avec une infinie discrétion pour le prolongement du Bagdad jusqu'à Bassorah, les ports de Samsoun et de Trébizonde donnent satisfaction aux concessionnaires anglais. Le *Sabah* rappelle que l'entente entre Constantinople et Londres est une condition de l'équilibre méditerranéen et que les Anglais sont trop avisés pour permettre aux Crétois de détruire cet équilibre.

Ainsi, on relie en Turquie la question crétoise aux relations internationales et à la guerre. Les insulaires continuent à se montrer aussi intransigeants et à déclarer qu'ils enverront des députés à Athènes en dépit des puissances. Celles-ci sont fort ennuyées de ces complications ; elles entendent rétablir la paix au besoin par la force et les révolutionnaires de la Canée auraient fort bien pu obtenir pour unique résultat une nouvelle occupation de l'île si le gouvernement d'Athènes n'avait pas été plus sage qu'eux. Les Ottomans ne se sont pas fâchés de ces embarras. Puisque les puissances en ont assez, dit la *Yeni Gazeta*, pourquoi ne règlent-elles pas une fois pour toutes la situation ? Pour une raison bien simple et que notre confrère ottoman connaît aussi bien que nous. Et cela est d'une ironie pénible, cette diplomatie euro-

péenne cherchant à la fois à décider la Turquie à abandonner la Tripolitaine, et à lui conserver la Crète, alors que le bon sens et la nature et l'histoire font de la Libye une province ottomane et de Candie une île hellénique.

Les élections grecques

L'attitude de la Grèce, en cette occasion difficile, est demeurée d'une correction parfaite. M. Venizelos a continué sa politique prudente et ferme, et les électeurs hellènes lui ont donné raison. Sur 181 députés, on compte 147 vénizélistes. M. Théotokis est suivi de 7 partisans, M. Mavromichalis de 6, M. Zaïmis de 2 et M. Rhallys d'un seul ; il y a en outre 8 indépendants, parmi lesquels M. Gournaris, un ancien théotokiste de Patras que l'on croit destiné à devenir le chef de l'opposition. Avec une telle majorité, supérieure à tout ce que l'on pouvait prévoir, à tout ce qu'il espérait lui-même, M. Venizelos peut se mettre sans crainte à l'œuvre intérieure et extérieure que l'on attend de lui, que l'on attend non seulement en Grèce, mais encore dans les pays étrangers, où le résultat des dernières élections a été accueilli avec une satisfaction évidente.

La politique grecque a été jusqu'aux jours troublés de 1910 une politique de clocher, de coteries, de mares stagnantes. Nulle part plus que dans l'Hellade, l'électeur ne considérait son député comme un protecteur, comme un appui, voire comme un simple commissionnaire ; et la Boule ne lui apparaissait pas autrement que comme un appareil distributeur de places, de subventions, de travaux publics locaux. Les anciens partis, qu'on désignait du reste par le nom de leurs patrons, n'étaient que des associations pour l'exploitation du budget et des faveurs. Ainsi on était arrivé à une désorganisation complète de tous les services de l'Etat, à un appauvrissement général du pays et à son abaissement devant les puissances étrangères.

M. Venizelos a déjà réagi contre ces déplorables errements. Les dernières élections montrent que toute la Grèce l'approuve. Les anciens partis sont complètement, définitivement détruits, et avec eux l'ancienne politique. Leurs chefs peuvent accuser le gouvernement d'avoir obtenu sa majorité par la terreur ; la vérité est qu'ils ont été les victimes de l'horreur qu'inspirait leur système. La nouvelle Chambre se

réunira probablement le 6 mai. M. Venizelos, avec la force que lui donnent la confiance du pays et celle du souverain, lui demandera de terminer la réforme des finances, et celle de l'armée et de la marine (à laquelle a coopéré comme on sait une mission française), ainsi que le vote de lois en faveur des classes ouvrières et de l'agriculture, notamment pour la solution de la question agraire en Thessalie. L'œuvre administrative est en bonne voie d'achèvement. C'est l'œuvre de prospérité économique qui doit être maintenant réalisée.

A l'extérieur, la question crétoise tient, il va de soi, la première place. M. Venizelos est bien résolu à continuer la politique énergique qui a empêché aux députés insulaires de venir à Athènes. On en a élu 69 nouveaux ; sans doute se présenteront-ils à la Boulé. Ils n'y seront pas reçus ; en effet, leur élection est doublement illégale, puisqu'ils ne sont pas sujets grecs, qu'ils ont été nommés par un comité et non par le peuple, et qu'enfin leur nombre est très supérieur à celui que justifierait la population de la Crète. Il pourra se produire quelques troubles à Athènes. Mais il est certain que le gouvernement saura maintenir l'ordre. Quant aux bonnes relations avec la Turquie, elles sont assurées à la fois par les intentions de M. Venizelos et par le retour à Constantinople de M. Gryparis, l'ancien ambassadeur près de la Sublime Porte, devenu ministre des Affaires étrangères.

Ainsi, malgré la difficulté de la situation, le gouvernement hellénique est résolu à faire de la bonne besogne, et il semble très capable de réaliser ses projets.

NOTES SUR LA LITTÉRATURE TURQUE (1)

I

TEVFIK FIKRET bey

Si, aujourd'hui, notre littérature poétique a trouvé quelque éclat, libéré du joug asiatique, livrée, travaillée par les novateurs, c'est bien à Tevfik Fikret bey que nous le devons en partie. La *Lyre Brisée*, si elle n'a pas donné naissance à un bouleversement complet de la poésie turque, a fait bien mieux : Fikret bey, qui a enrichi, et notre langue et notre littérature,

(1) Voir *Correspondance d'Orient* des 1^{er} mars et 15 mai 1911.

a donné à nos cœurs, à nos esprits des sensations toutes neuves, des impressions inconnues, — sensations douces et suaves, impressions d'une exquise mièvrerie. Et je ne crois pas qu'un poète quelconque, avant lui, ait pu donner à ses lecteurs cette émotion dont on se pénètre en lisant la *Lyre Brisée*. Qui aurait pu le faire ? Les poètes de l'école asiatique ? Le guerrier de Chinassi ? Kémal, qui n'a chanté que la Patrie ? ou bien Vadji et son insipide école ? ou, même, Ekrem et Haamid ? Avouons que, cette émotion, cette tristesse, cet enthousiasme muet, personne autre que Fikret n'a pu nous les procurer. Oui, Haamid a un génie inquiet et majestueux. La « Tombe », par exemple, est un des chefs-d'œuvre de la littérature contemporaine du monde entier ; son œuvre est grandiose, émotionnante ; oui, mais ses imprécations, ses cris vous donnent l'impression d'avoir reçu un coup sur la tête.... On reste abruti, ébahi. La « Tombe » n'est qu'un long cri ; elle vous pousse à la révolte, elle vous y conduit, vous y jette. Vous fermez ce volume, et vous voilà le plus ardent des révoltés, le plus souffrant des hommes. Mais lisez le moindre poème de Fikret, et qui traite du même sujet... Il nous fait comprendre que tout le révoque, qu'il désespère, il vous dit combien il est pessimiste. Vous soupirez mais vous ne pleurez pas, vous ne perdez pas votre sang-froid. D'ailleurs, qu'y a-t-il de plus bête que les pleurs ? C'est trop d'honneur qu'on lui fait, à la vie, quand on verse des larmes pour une de ses farces...

Ce qui vous frappe le plus dans la *Lyre Brisée*, c'est ce pessimisme, très profond, malgré ses velléités de paraître gai ou optimiste... Puis, quel talent dans la description ! Au fond, il est très difficile de se faire une idée exacte de Fikret bey, et, par suite de donner une idée sur l'ensemble de son livre. Nous ne savons pas s'il est complètement pessimiste ou complètement optimiste. Il traite tant de sujets divers qu'on ne s'y reconnaît plus. Mais, ainsi que je l'ai dit plus haut, son pessimisme plane au-dessus de tout, et il a une manière de mêler la description à la réflexion qui étonne.



Le pessimisme de Tevfik Fikret bey n'est pas ce pessimisme brayant, amer, immense, contagieux des grands génies. Si on comparait son pessimisme à celui de Hamid, le plus généralement pessimiste de nos écrivains, on verrait qu'il y a un gouffre entre les deux. Et pourtant, ces deux pessimismes ont la même source, la Pensée ; les mêmes motifs les ont fait éclore... Tous les hommes portent en eux la même dose de mal, de pessimisme et de lassitude. Les talents ne varient que par la manière de les exprimer.

Fikret bey a ce que les romantiques ont appelé le « mal du siècle ». Dans ce mal, il y a de tout un peu. Notre siècle est athée, il est matérialiste ; il ne croit plus à rien ; nous devenons tellement ironiques que notre cœur, notre âme ne possède plus l'enthousiasme, cette émotion secrète qui vibrait en nous... Quand on est sûr qu'à peine mort, il ne restera de toute cette existence

qu'une poignée de sable, quel bien peut-on attendre de la vie ? Et ces pensées empoisonnent notre existence, d'ailleurs empoisonnée par les soucis matériels, le travail corporel continu. Mais, quand nos souffrances ont atteint la limite extrême, une réaction se produit en nous. Au fond, nous ne cessons jamais d'être des enfants. Nous cherchons, alors, un dieu quelconque, une force où nous réfugier, un sein qui puisse nous consoler, une religion qui puisse nous guérir. Et nous croyons. Et nous murmurons, comme Tevfik Fikret bey :

Tout est vide : la terre est vide, le ciel est vide, le cœur et la conscience sont vides. Je veux m'appuyer, et ne trouve pas un point où poser ma main..... Croire... C'est un sein spirituel dans cette solitude

Je ne sais plus quel auteur français avait dit, ou à peu près, que la religion était le berceau et le tombeau de l'humanité. Nous grandissons dans le culte de notre foi. Vient un âge qui chasse toutes les absurdités : la religion, la foi est la première à s'en aller. Mais dès que commence le déclin, c'est entre les bras de notre premier culte que nous nous préparons à la mort.

Il est deux pessimismes. Celui que la pensée seule suggère, et celui que les objets extérieurs, les hommes les plus insignifiants, les événements les plus petits inspirent. Le pessimisme de Fikret bey est le pessimisme de ces « petites choses »... C'est le pessimisme que les petits événements, les misères, les maux innombrables ont suggéré. Si nous suivons, dans la *Lyre Brisée*, la pensée de Fikret bey, nous verrons clairement sa manière d'être pessimiste. Il voit une famille de pêcheurs, que la souffrance torture, que la misère mine ;

Il disait : « *Va, allons, ton sort est dans ces vagues, marche, marche, pauvre carcasse cassée ; marche, marcher voilà ton destin !... Et tes yeux sont toujours fixés au rivage ! marche !* »

Et :

Ah ! cruelle faim ! ô espoir !

Ainsi crient les pêcheurs. Et, plus loin, dans les lamentations d'une femme, dans le poème intitulé *l'Enfant malade*, nous trouvons les mêmes sentiments. Voyez ce que lui inspire un ivrogne :

— *Laisse, dites-vous, c'est sa punition, il doit souffrir. La punition, à celui qui boit est bien la misère... Oui, laissons-le, il est heureux peut-être. Et nous traitons son bonheur de punition... Sa misère, elle serait une punition, qu'il rirait aux éclats. Il ne la sent pas pour en avoir honte ; Voyez le vague de ses yeux, comment peut-il voir l'existence ? Il voit du néant... Le souvenir de la femme, de l'enfant peut-il hanter ce cerveau enténébré ... Voilà ceux qui sont punis, cette épouse et cet enfant, voilà ceux que la misère abat !*

Et, plus loin, l'histoire du *Malade*, des *Pêcheurs*, nous offrent le même dégoût, le même scepticisme Fikret bey trouve de quoi être pessimiste même dans la fuite éperdue d'une bicyclette...

Oui, tout cela est beau, belle, cette villesse, belle, cette rapidité. Mais cette allure pressée, qu'est-ce, sinon faire courir davantage la vie... et la fatiguer ? »...

Le *Cimetière du Village*, naturellement, lui inspire les mêmes sensations, ainsi que la *Vie*, l'*Argent et la Vie*.

Nous voyons donc que Tevfik Fikret bey cherche — et trouve — toutes ces sensations, toutes ses impressions — jusqu'à ses sentiments parmi les objets extérieurs, la vie extérieure. Sa pensée ne lui fournit pas de quoi faire un poème. Son pessimisme même, il le trouve parmi les petits événements, les petites misères de la vie quotidienne. Il ne s'analyse pas, il ne s'intéresse pas. Ne sait-il pas qu'on renferme, caché en soi tout ce dont on a besoin pour avoir une idée exacte de la vie ? Nous avons un trésor de pensées en nous ; quel poète de génie serait devenu Fikret, s'il s'était examiné un peu !

Il l'a fait pourtant, il faut le reconnaître... Mais très peu. Nous ne trouvons, dans ce gros volume que compose la *Lyre brisée*, que douze ou quinze poèmes qui puissent prouver que le poète s'est analysé, a cherché à se connaître. Nous trouvons des pensées très originales, des vers très beaux. Fikret bey en arrive à croire que l'homme est son propre jouet. En effet, il y a deux êtres qui luttent éternellement en nous. Et l'un est la dupe de l'autre, — alternativement... Puis, nous trouvons en lui aussi — et il serait curieux que ce sentiment n'existât pas chez lui — cet énervement, cette inquiétude éternels. Rien ne nous réjouit, et à peine avons-nous ce que nous avons souhaité, que nous souhaitons une autre chose... Ensuite, Fikret bey compare la vie à un papillon qui, quand on l'a touché, ne laisse entre les doigts qu'un peu de poudre dorée... Enfin, malgré tout, il faut marcher, gravir les côtes, descendre les précipices, bref, aimer la vie malgré tout... Et ainsi, de révolte en cris, de pleurs en soumission, de soumission en consolation, on passe, et la vie finit. Un des plus beaux poèmes de Fikret bey se place ici :

Je me repens d'être né, et mes yeux fixent la terre et je suis entouré de pensées noires, retenu par mille questions significatives, par maints sourires qui en disent long... Vagabond, je végète parmi les profondeurs de la vie...

Chercher durant des années la délivrance cachée, se battre avec des barrières et frémir contre des jugs !... Errer dans ces champs d'épines, empoisonné... Enfin, mourir, tomber sur la terre sans cueillir une rose et en aspirer le parfum !...

Est-ce ainsi que je t'ai rêvée, ô vie d'amertumes ! Grâce à toi, mon cœur bénit la Mort !

Voilà le refrain éternel :

Est-ce ainsi que je t'ai rêvée, ô vie d'amertumes !

Les descriptions de Fikret bey sont curieuses. Chaque objet qu'il décrit lui suggère une réflexion, qu'il « rythme », séance tenante... Tant et si bien que l'on ne sait pas si c'est pour placer ses réflexions qu'il décrit ce paysage, ou si c'est bien ce paysage-là qui lui inspire ces pensées... Tout ce qu'il est possible de savoir, c'est que Fikret bey est le poète le plus raffiné de mon pays.

Donc, tout paysage, toute chose à décrire lui procure une source de pessimisme — encore ! — de quoi être las et blasé... *Le Soir, la Pluie*, sont autant de choses qui font réfléchir à la vie, à la tristesse... Mais jamais un vieux poussah de phare n'a inspiré un poète comme il a inspiré Fikret bey :

De loin, une lumière timide et hésitante se promène sur la face humide du chemin. Elle s'allonge, se brise, s'arrête ; d'un souffle, la brise l'habille d'une forme bizarre et souffreteuse.

Vous la verrez hésitante, troublée, pensive, en pleurs ; c'est alors un regard amoureux qui porte en son aile tranquille une nuit de rêve... Elle est alerte, folle et illuminée...

Maintenant, c'est un regard gai, plein d'amour et de désir ; le phare ressemble aux âmes qui ne vivent que dans des nuits de rêve.

Mais ce qui m'attriste le plus, c'est de le voir s'éteindre juste au moment où, pleine d'allégresse, elle se jette dans les bras de l'Aurore !

Voilà, entre parenthèses, un poème que je n'aime pas du tout. Il choque et froisse, et a un je ne sais quoi de désagréable... Mais cela ne m'empêche pas d'aimer cette méthode qui consiste à mêler la description à la réflexion : en effet, tout nous inspire des pensées, bizarres ou profondes, justes ou saugrenues...

Je voudrais terminer ici ces lignes sur Fikret bey, mais j'ajouterai qu'à notre admiration pour lui se joint un très profond respect, car il reste Turc malgré tout. Et il est rare de trouver, chez nous, un poète qui soit resté Turc après s'être initié aux littératures occidentales. Il a le génie de la race, si j'ose m'exprimer ainsi. Il est pénible de voir qu'aucun poète, parmi ceux de la dernière génération, n'a montré de l'attachement à sa nation, une des plus grandes de l'univers. Or, Tevfik Fikret bey reste Turc, et il a l'orgueil de l'être... Dans *la Lyre brisée*, surtout dans la 2^e édition, nous trouvons maintes poésies patriotiques. Et ce n'est pas seulement le patriotisme de Tevfik Fikret qui nous réjouit, mais il est agréable de voir qu'il est Turc dans sa pensée, dans ses sentiments, dans toute son œuvre. C'est pour quoi, chaque fois que je parcours *la Lyre brisée*, je me rappelle ces mots de Taine : « Plus l'artiste est grand, plus il manifeste profondément le tempérament de sa race. »

SUAD SEZA.

Erenkeny, mai 1927.

La Collection complète de la Correspondance d'Orient est en vente aux bureaux de la Revue, 34, rue Pigalle, à Paris. 5 forts volumes in-8° raisin cartonnés.
Prix 100 francs. Envoi franco contre mandat.

ACTES OFFICIELS

Le Traité de Protectorat Marocain

Voici le texte complet du traité organisant le régime du protectorat de la France au Maroc :

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le sultan, soucieux d'établir au Maroc un régime régulier, basé sur l'ordre intérieur et la sécurité générale, qui permette l'introduction des réformes et assure le développement économique du pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Le gouvernement de la République française et S. M. le sultan sont d'accord pour instituer au Maroc un nouveau régime comportant les réformes administratives, judiciaires, scolaires, économiques, financières et militaires que le gouvernement français jugera utile d'introduire sur le territoire marocain.

Ce régime sauvegardera la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnel du sultan, l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses, notamment de celles des habous. Il comportera l'organisation d'un makhzen chérifien réformé.

Le gouvernement de la République se concertera avec le gouvernement espagnol au sujet des intérêts que ce gouvernement tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine.

De même, la ville de Tanger gardera le caractère spécial qui lui a été reconnu et qui déterminera son organisation municipale.

Art. 2. — S. M. le sultan maintiendra, jusqu'à ce que le gouvernement français procède, après avoir prévenu le makhzen, aux occupations militaires du territoire marocain qu'il jugerait nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité des transactions commerciales et qu'il exerce toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines.

Art. 3. — Le gouvernement de la République prend l'engagement de prêter un constant appui à S. M. chérifienne contre tout danger qui menacerait sa personne ou son trône ou qui compromettrait la tranquillité de ses Etats. Le même appui sera prêté à l'héritier du trône et à ses successeurs.

Art. 4. — Les mesures que nécessitera le nouveau régime de protectorat seront édictées, sur la proposition du gouvernement français, par S. M. chérifienne ou par les autorités auxquelles elle en aura délégué le pouvoir. Il en sera de même des règlements nouveaux, et des modifications aux règlements existants.

Art. 5. — Le gouvernement français sera représenté auprès de S. M. chérifienne par un commissaire résident général, dépositaire de tous les pouvoirs de la République au Maroc, qui veillera à l'exécution du présent accord.

Le commissaire résident général sera le seul intermédiaire du sultan auprès des représentants étrangers et dans les rapports que ces représentants entretiennent avec le gouvernement marocain. Il sera, notamment, chargé de toutes les questions intéressant les étrangers dans l'empire chérifien.

SAMEDI 9 SEPTEMBRE 1933

DE L'ABONNEMENT

FRANCS Trés mois 30 fr. Six mois 58 fr. Un an 110 fr.
avec réduction de
tarifs postaux : — 52 fr. — 102 fr. — 200 fr.
..... — 75 fr. — 147 fr. — 290 fr.

LETS DAIENT DES 1^{er} ET 16 DE CHAQUE MOIS
(PARIS et DÉPARTEMENTS) : 40 centimes

BUREAUX DU Temps, 5, rue des Italiens,
CE HAVAS et dans ses succursales
s toutes les Agences de Publicité
ne toute responsabilité quant à leur teneur

E POSTAL : Paris, Numéro 60

TDVISAM

Kütüphanesi Arşivi

176-113-51

TRIBUNE LIBRE

Examen de conscience

On entend dire : « Ce qu'il nous faut avant tout c'est de l'autorité. » Bien entendu ! L'autorité est indispensable à tout groupement humain quel qu'il soit : famille, usine, troupe, nation. Un gouvernement est fait pour gouverner, non pour être gouverné. Sur le principe d'autorité — à condition qu'elle s'emploie dans l'intérêt collectif et non au seul bénéfice d'une classe ou d'un parti — nous sommes tous d'accord. Mais l'autorité ne suffit pas. Quand on dit, en fronçant les sourcils : « l'autorité », non seulement on n'a pas tout dit, comme tant de braves gens se l'imaginent, mais on n'a rien dit. L'autorité n'est qu'un trompe-l'œil si elle ne s'accompagne pas d'autres forces, d'autres vertus. Les rois nègres aussi ont de l'autorité. Précisément, ils n'ont que cela.

Certes, nous avons besoin d'autorité. Mais nous avons surtout besoin de sérieux. Pour tout dire, nous avons besoin que la nécessaire et raisonnable autorité qui doit régler toute vie nationale bien ordonnée s'exerce sur un pays sérieux, cultivant avec soin les notions, les principes, les valeurs qui donnent à chaque existence individuelle son sens le plus élevé.

Quand je dis « sérieux », qu'on m'entende bien. Je ne fais naturellement pas allusion à la sottise légendaire du Français léger, ne vivant que pour les femmes et passant ses nuits à Montmartre. Il y a beau temps que ces vieilleries nous ont quittés. Non, ce n'est

pas dans son ensemble, le niveau intellectuel et moral de la nation a baissé. Je sais bien qu'il faut se méfier de la disposition enragée qui consiste, pour mieux critiquer le présent, à attribuer au passé des mérites qu'il n'a probablement pas eus. Les *laudatores temporis acti* sont souvent des aigris et toujours des partisans. Cependant, sans verser dans la moindre prévention, il faut bien constater qu'un certain fléchissement de la personnalité et du caractère se manifeste chez nous dans tous les domaines.

Considérez, par exemple, notre vie politique. La différence d'étiage entre les générations qui nous ont précédés et la nôtre est impressionnante. J'ai relu, cet été, des ouvrages d'histoire, des Mémoires consacrés à l'Assemblée nationale et aux premiers temps de la République (1). On ne peut se défendre d'une véritable tristesse en comparant le ton, la tenue, la dignité, l'élévation d'esprit des hommes politiques et des Assemblées de cette époque avec ceux d'aujourd'hui. Notre Sénat, Dieu merci, a conservé intacts les vraies traditions du parlementarisme. Mais la Chambre !... Il y a entre la Chambre du début du siècle et la Chambre 1933 la même différence qu'entre un restaurant et un bistrot. Et voilà le mot. Notre politique est devenue trop souvent une politique de bistrot. On s'y tient mal. Les manières en sont affreuses. Les mœurs débraillées. Le vocabulaire indigent. La pensée plus indigente encore. Et que de légèreté chez la plupart des hommes politiques, et cela dans tous les partis ! Ce ton de raillerie, ce scepticisme, cette « blague » perpétuelle, cette facilité, ce besoin de publicité personnelle, cet égocentrisme, cette vanité, cette manie de tout ramener à des questions de personnes ou de clans... Que de fois n'ai-je pas entendu des hommes qui revenaient de l'étranger, de l'Extrême-Orient chargés de renseignements importants, de vues profondes, exprimer leur écoeurement, leur découragement devant l'incompréhension, ou plutôt — et c'est pire — devant l'indifférence des milieux politiques qui ne voient guère plus loin que les grenouilles de leur mare et préfèrent une pirouette et un bon mot au moindre effort intellectuel !...

Cet abaissement des manières et des esprits on le retrouve partout et jusque dans les milieux qui devraient y être le plus réfractaires. La courtoisie était jadis la vertu française par excellence. La France était une nation bien élevée. Prenons garde, car nous sommes en train de perdre ces qualités essentielles. Même ceux qui se réclament des grandes et pures traditions nationales versent plus que quiconque dans cette affreuse démagogie du verbe qui fait sombrer la discussion dans la polémique, la critique dans la violence et la malice dans l'injure. Ce n'est trop souvent, autour de nous, qu'un tintamarre de passions. Les problèmes les plus graves, ceux qui réclament le plus de pénétration, de nuances et de finesse d'esprit sont traités à la manière d'images d'Épinal. Et les conducteurs d'opinion n'hésitent pas à assumer ces responsabilités dont dépend, en fin de compte, la vie et l'avenir de la nation avec le même sérieux que d'autres mettent à rédiger leurs affiches électorales.

On dira que nous sommes entourés de peuples qui agissent ainsi et que nous sommes même loin de compte encore avec eux. Possible ! Mais ce n'est pas une excuse.

...mot de la nation a baissé. Je sais bien qu'il faut se méfier de la disposition chagrine qui consiste, pour mieux critiquer le présent, à attribuer au passé des mérites qu'il n'a probablement pas eus. Les *laudatores temporis acti* sont souvent des aigris et toujours des partisans. Cependant, sans verser dans la moindre prévention, il faut bien constater qu'un certain fléchissement de la personnalité et du caractère se manifeste chez nous dans tous les domaines.

Considérez, par exemple, notre vie politique. La différence d'âge entre les générations qui nous ont précédés et la nôtre est impressionnante. J'ai relu, cet été, des ouvrages d'histoire, des Mémoires consacrés à l'Assemblée nationale et aux premiers temps de la République (1). On ne peut se défendre d'une véritable tristesse en comparant le ton, la tenue, la dignité, l'élevation d'esprit des hommes politiques et des Assemblées de cette époque avec ceux d'aujourd'hui. Notre Sénat, Dieu merci, a conservé intactes les vraies traditions du parlementarisme. Mais la Chambre !... Il y a entre la Chambre du début du siècle et la Chambre 1933 la même différence qu'entre un restaurant et un bistrot. Et voilà le mot. Notre politique est devenue trop souvent une politique de bistrot. On s'y tient mal. Les manières en sont affreuses. Les mœurs débraillées. Le vocabulaire indigent. La pensée plus indigente encore. Et que de légèreté chez la plupart des hommes politiques, et cela dans tous les partis ! Ce ton de raillerie, ce scepticisme, cette « blague » perpétuelle, cette facilité, ce besoin de publicité personnelle, cet égocentrisme, cette vanité, cette manie de tout ramener à des questions de personnes ou de clans... Que de fois n'ai-je pas entendu des hommes qui revenaient de l'Extrême-Orient chargés de renseignements importants, de vues profondes, exprimer leur écœurement, leur découragement devant l'incompréhension, ou plutôt — et c'est pire — devant l'indifférence des milieux politiques qui ne voient guère plus loin que les grenouilles de leur mare et préfèrent une pirouette et un bon mot au moindre effort intellectuel !...

Cet abaissement des manières et des esprits on le retrouve partout et jusque dans les milieux qui devraient y être le plus réfractaires. La courtoisie était jadis la vertu française par excellence. La France était une nation bien élevée. Prenons garde, car nous sommes en train de perdre ces qualités essentielles. Même ceux qui se réclament des grandes et pures traditions nationales versent plus que quiconque dans cette affreuse démagogie du verbe qui fait sombrer la discussion dans la polémique, la critique dans la violence et la malice dans l'invective. Ce n'est trop souvent, autour de nous, qu'un tintamarre de passions. Les problèmes les plus graves, ceux qui réclament le plus de pénétration, de nuances et de finesse d'esprit sont traités à la manière d'images d'Épinal. Et les conducteurs d'opinion n'hésitent pas à assumer ces responsabilités dont dépend, en fin de compte, la vie et l'avenir de la nation avec le même sérieux que d'autres mettent à rédiger leurs affiches électorales.

On dira que nous sommes entourés de peuples qui agissent ainsi et que nous sommes même loin de compte encore avec eux. Possible ! Mais ce n'est pas une raison parce que la bonne éducation est une des plus grandes victimes de la guerre pour que nous l'étouffions à notre tour. Ou, si l'on tient absolument à se retrancher derrière un exemple étranger, qu'on prenne alors celui de l'Angleterre, où tout se passe toujours entre « gentlemen ». Je le répète — on n'insistera jamais assez sur ce point — la courtoisie, la politesse, le bon ton, les bonnes manières, le sens de la mesure, l'horreur de toute extrémité, de toute exagération, de tout fanatisme sont les *vraies caractéristiques de la civilisation*. Au lieu d'aider nous-mêmes à l'effroyable recul qui se manifeste à cet égard en Europe, travaillons de toutes nos forces à l'enrayer. Et qu'on ne vienne pas me dire que ces défauts sont inhérents à la démocratie. A l'heure actuelle et dans tous les pays, ce sont précisément les plus acharnés antidémocrates qui donnent le ton... au mauvais ton.

Tout cela relève essentiellement d'un problème de vie intérieure. Il y a moins de tenue parce qu'il y a moins de conscience, moins d'honnêteté, moins de scrupule et — répétons-le parce que c'est bien le mot-clé — *moins de sérieux*.

Pourtant, nous l'avons déjà noté, il serait inexact de dire que nous ne sommes absorbés que par des préoccupations bassement matérielles. Au contraire. L'époque dans laquelle nous vivons est une époque de renaissance spirituelle. Je n'en veux pour preuve que toute cette jeunesse assoiffée et tendue. Mais, précisément, le grand dérèglement de l'esprit, c'est que l'on cherche là où ils ne sont pas, là où ils ne peuvent pas être, les règles, les principes, les idéaux indispensables à toute existence, à toute nation. Le « nationalisme » est devenu une religion. On lui dresse des autels. Il a ses hymnes, ses rites, sa liturgie. Il a surtout ses dieux qui bénissent les foules et dont on baise les pas. Or — je le dis comme je le pense — ces prétendues « religions » sont d'horribles caricatures de la religion — et du patriotisme. Nul n'a besoin de participer à un état de transe collective pour aimer sa patrie et lui donner, s'il le faut, sa vie pour la défendre. Pauvre patriotisme que celui qui exige tant de tapageuses démonstrations pour se définir !

(1) Je recommande tout spécialement la lecture de l'excellent ouvrage de M. Krakowski sur « Challemeil-Lacour », qui est réellement de premier ordre et d'un intérêt passionnant.

des juges Israélites des *Landgerichte* à Berlin était de 16 0/0, dans les *Amtsgerichte*, de 11 1/2 0/0 (alors que la proportion de l'élément juif par rapport à la population totale n'était que de 5 0/0).

Dans un grand nombre de villes, à Berlin, à Francfort, à Breslau, plus de la moitié des avocats sont juifs. Quant au nombre de médecins juifs, il est incalculable. La plus grande partie de la presse aussi leur appartient. Ils sont tous de l'opposition, socialistes, radicaux, démocrates. Et on comprend, en effet, que l'Israélite se serve de cet instrument qu'est le journal, pour obtenir peu à peu la situation à laquelle sa qualité de citoyen lui donne droit.

La quasi unanimité des Juifs allemands n'ont pas de plus vif désir que leur confusion de plus en plus complète avec le reste de la population. C'est également, semble-t-il, ce que souhaitent, du fond du cœur, un certain nombre de chefs d'Etat de l'Empire, et en cela on ne saurait qu'admirer leur sagesse et leur esprit politique.

Mais ils ne désirent aucunement, en revanche, que la population juive, déjà considérable — en regard au chiffre total des habitants de l'Allemagne — vienne à s'augmenter encore du fait de l'immigration de Juifs d'autres pays, venus de l'Est ou du Sud. « En Allemagne, écrit M. Jules Huret, pays pourtant plus libéral que la Russie, le gouvernement prussien, sous prétexte d'antipolonisme, poursuit de sa haine le Juif russe, considéré comme Polonais. A Berlin, dès qu'il arrive, la police est à ses trousses... Après une longue série de formalités, on lui donne une permission de deux ou trois mois qu'il doit faire renouveler avec les mêmes difficultés. Sur toute la frontière, les Juifs russes sont chassés littéralement... » Et un écrivain allemand déclare de son côté : « Il faut fermer la frontière à l'invasion des Juifs russes. Car si nous pouvons facilement assimiler 1 0/0 de sang juif, nous devons y renoncer si ce tant pour cent vient à augmenter... » (1).

Voilà une première raison pour les pouvoirs publics en Allemagne de voir d'un bon œil le mouvement sioniste.

Mais il y a une autre raison, également politique bien que d'un ordre un peu différent, mais aussi considérable. Car, enfin, il suffirait de détourner ce courant d'émigration de l'Allemagne du côté de pays neufs, tels que les Etats-Unis, le Brésil, l'Argentine — par exemple — comme s'y emploient déjà les institutions Israélites, dont nous avons parlé, la fondation du baron Hirsch (I. C. A.) ou l'*Anglo-Jewish Association* de Londres. Mais ce ne sont pas là des institutions allemandes, et, de plus, les Juifs de Russie, de Roumanie, de Galicie et même d'Allemagne, auxquels elle vient en aide et qu'elle transporte à New-York, à Buenos-Ayres, ou ailleurs, sont irrémédiablement perdus pour l'influence allemande.

Au contraire, le sionisme est une œuvre surtout allemande. Allemands sont la presque totalité de ses chefs. Cologne est son quartier général et son organe officiel, *die Welt*, se publie en langue allemande.

Dans la lutte, encore à ses débuts mais déjà redoutable, menée par les Sionistes contre l'Alliance Israélite universelle et l'influence française, sur quelle autorité se reposeraient-ils donc si ce n'est sur les représentants d'Allemagne ou d'Autriche ? Le sionisme, en Galicie, a pris le caractère d'une lutte de la nationalité juive, appuyée sur les Ruthènes, contre les Polonais, considérés comme les oppresseurs.

Par hostilité au Polonais, le Sioniste est naturellement l'allié de l'Allemand. Si le Polonais instruit continue à parler le français, le Juif sioniste, en revanche, tend à apprendre de préférence l'hébreu, et, pour le moment, il parle surtout allemand. En Roumanie, l'influence allemande a eu les plus fâcheux effets sur la condition des Israélites dans cet Etat, mais elle est très forte auprès des pouvoirs publics. En Bulgarie, elle s'y développe, et les Sionistes, ici encore, constituent ses meilleurs alliés. Vous connaissez les attaques dont l'Alliance a eu tant à souffrir, dans ce royaume, ces dernières années, de la part des communautés sionistes : le déclin de notre influence, qui en résultera fatalement, ne saurait être mal vu à Berlin et à Vienne. C'est ainsi que, consciemment ou non, le sionisme devient l'instrument du *Drang nach Osten*.

Il y a plus. Poursuivant sa route, l'Allemagne, appuyée sur l'Autriche, prétend à jouer le premier rôle dans l'empire turc ; et ici également, tout mouvement tendant à ruiner le prestige séculaire et traditionnel de notre pays ne peut être considéré que d'un œil favorable par nos rivaux. Dans ces pays d'Orient, il est vrai, le sionisme se heurte à un obstacle de fait, qui tient à ce que notre langue est de beaucoup la plus répandue et la plus utile au point de vue pratique, ainsi que cela résulte de l'enquête faite, l'an dernier, par M. le Dr Porgès, rabbin de Leipzig, au nom de l'Alliance Israélite universelle. Pourtant, le sionisme ne désespère pas : si, en dehors de l'hébreu, une langue auxiliaire est absolument nécessaire, pourquoi cette langue ne serait-elle pas l'allemand ? En fait, il existe déjà une école allemande à Constantinople, et les Sionistes songent à créer à Jérusalem une école technique d'ingénieurs, dont les professeurs seront naturellement des Allemands.

Le sionisme, à l'heure actuelle, peut sembler un mouvement encore très vague : il importe d'autant plus de l'étudier et de le suivre avec une extrême attention. Les dangers qu'il contient pour notre influence en Orient ne sont pas contestables : nous croyons l'avoir suffisamment démontré. Que, de plus, ce mouvement serve les intérêts de l'Allemagne, cela nous semble également évident. (2) 778-443-55

Le sionisme est, nous l'avons dit, profondément divisé en deux camps : les *politiques* et les *pratiques*, mais les uns et les autres — qu'ils le veulent ou non — sont des instruments dans la main de la colossale Germanie. Les premiers — parmi lesquels on compte surtout ses chefs — ne veulent-ils pas s'appuyer sur un gouvernement fort en Europe pour défendre leurs prétentions contre la Turquie et devant l'aropage européen, et ce gouvernement pourrait-il être un autre que celui de Berlin ? Les seconds, les sionistes « pratiques », ont amorcé déjà une œuvre de colonisation en Palestine qui, à proximité d'une région où l'Allemagne poursuit de si grands projets — doit nécessairement provoquer tout son intérêt.

Il suffit, pour s'en convaincre, d'ouvrir une petite revue, à couverture grise, que l'on distribuait à la porte du Congrès de Hambourg. Elle se publie depuis

(1) Docteur Georg Tomer, *der Waffenaufstieg der Juden*, dans la revue de Harden : *Die Zukunft* (18 décembre 1909).

LE SIONISME & L'ALLEMAGNE

Les journaux allemands ont paru prêter peu d'attention au Congrès sioniste qui s'est tenu, le mois dernier à Hambourg. Les feuilles locales de cette dernière ville se sont bornées à publier de brèves comptes rendus des séances du Congrès, transmis par une agence. Mais de commentaires, point, ou peu, ainsi dire point. Le *Hamburger Fremdenblatt*, le seul quotidien qui se soit permis quelques réflexions au moment de l'ouverture du Congrès, et elle étaient peu encourageantes pour les Sionistes : l'article commençait par une protestation de la *Commune Israélite allemande* de Hambourg, qui déclinait l'invitation, qui lui avait été faite, d'être représentée à cette première séance. « Dans le monde entier, ajoutait le *Fremdenblatt*, on ne compte pas plus de 80,000 Sionistes pour une population juive de 12 millions. Pour ne considérer que l'Allemagne, il n'y a pas plus de 6,800 Sionistes contre 600,000 Allemands... Encore beaucoup de ces Israélites — ainsi que la remarquait la *Jüdische Rundschau* — ne sont-ils pas Sionistes au point de vue politique, mais seulement partisans d'un essai de colonisation juive en Palestine... »

L'immense majorité des Juifs allemands est certainement contraire au sionisme, car ils redoutent que de ce mouvement leurs concitoyens des autres religions et les pouvoirs publics eux-mêmes ne tirent prétexte pour une nouvelle croisade antisémite. La situation des Israélites dans les Etats d'outre-mer, déjà très exactement décrite par M. Jules Huret dans les dernières pages de son livre sur Berlin, et devant la Constitution, qui proclame l'égalité de tous devant la loi, le Juif n'est pas admis, et les Sionistes, à un certain nombre d'emplois ; il n'est pas admis, même inférieurs de l'armée, et ne peut être admis, même inférieurs de la magistrature, l'administration, de l'enseignement. Continuellement il a à souffrir, dans la société, des affronts et des préjugés de la part de la noblesse aussi bien que de la bourgeoisie et même du petit peuple.

L'empereur reçoit certains gros industriels Israélites à sa table, mais il ne fait ainsi — s'il faut en croire M. Max Nordau — que suivre les traditions de ses ancêtres, les électeurs de Brandebourg, qui étendaient leur protection particulière aux Juifs de leurs Etats, en les soustrayant même à la main-mise des autres seigneurs, parce qu'ils en retiraient de grands avantages. En réalité, un très grand nombre d'Israélites sont mêlés intimement aujourd'hui à la vie économique de l'empire. Celui-ci leur doit, pour une bonne part, son extraordinaire développement. Tous ces enfants d'Israël ne cherchent qu'à étendre leurs affaires, à augmenter leur fortune déjà considérable, en contribuant, en même temps, à l'accroissement de la richesse publique. Ceux qui ne sont pas dans les affaires se font médecins, avocats ou notaires ou encore journalistes. En mai 1906, la proportion

sont ans à Munich et s'intitule *Palestina*. On y trouvera des renseignements sur l'œuvre déjà réalisée par les communautés allemandes de Palestine : « Leurs colonies de Jaffa et de Sarona sont une preuve vivante de ce que l'activité allemande, même avec de médiocres moyens, peut obtenir en Orient... » Il s'agit là de communautés protestantes, mais le fait est d'autant plus significatif qu'il est rapporté dans une revue juive. On trouvera aussi, dans la même revue, des détails sur les banques allemandes de Palestine et de ses extraits de rapports des consuls allemands, de Jérusalem et de Jaffa notamment, qui montrent avec quelle attention ces fonctionnaires suivent le développement économique de cette région. Ils y contribuent activement eux-mêmes : en particulier, le consul Schmidt, de Jaffa, dont « les laborieux parlent avec des larmes dans les yeux ; et un Sioniste déclarait : « Si les Juifs avaient ce consul, ils le vénéraient comme un Dieu ! »

Ceci ne démontre-t-il point que, pour l'Allemagne, non seulement l'antisémitisme n'est pas un article d'exportation, mais encore que le sionisme peut être un incomparable instrument d'impérialisme ?

Nous devons y prendre garde, nous autres Français, et ce nous est une raison de ne pas nous désintéresser d'œuvres comme l'Alliance Israélite universelle. En venant en aide à tous ceux qui souffrent, en tous pays, en leur qualité d'Israélites, l'Alliance ne poursuit aucun dessein égoïste et particulier ; loin d'être une menace pour l'intégrité des Etats où elle intervient, elle contribue, au contraire, à resserrer les liens entre les diverses classes de citoyens et elle aide puissamment au développement moral et intellectuel de ces Etats.

Les Turcs sont les premiers à le proclamer. Aux élections législatives de novembre-décembre 1908, quatre Israélites furent élus députés à de grandes majorités. Deux d'entre eux, M. Carasso à Salonique, et M. Masliah à Smyrne, étaient des anciens élèves de l'Alliance. Quelques-uns des députés non Juifs se font également honneur d'avoir fréquenté les écoles de la Société. L'un d'eux, le docteur Riza Tewfik Bey, est membre de l'Association des anciens élèves de Salonique, et, dans de nombreuses conférences qu'il a faites, tant à Salonique qu'à Constantinople et à Andrinople, il a parlé avec reconnaissance et émotion de l'action si utile de l'Alliance. (2) 778-443-55

N'est-ce pas, dans la bouche d'un jeune Turc et d'un mahométan, le plus précieux des témoignages ? Et tous les Français de toutes confessions et de tous partis ne doivent-ils pas s'y associer ? En cherchant à faire triompher en Orient les grandes idées de liberté, d'égalité et de tolérance réciproque, l'Alliance ne sert-elle pas les intérêts de la civilisation et de l'humanité, en même temps qu'elle contribue à maintenir le prestige de notre drapeau et à accroître encore davantage en Orient l'amour de notre nom ?

Signaler les dangers qui la menacent, du fait du sionisme et de la poussée allemande, c'est donc, je crois, bien servir les intérêts de la France.

ANGEL MARVAUD.

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No

Darwinisme

Alors que chôment les cours et que se ferment les Facultés, tandis que les étudiants partent en vacances, leurs maîtres ont pris, depuis un certain temps, l'habitude de se réunir en quelque docte cité de l'ancien ou du nouveau monde et d'y tenir les assises de la science. Ce sont de fécondes réunions où s'échangent entre spécialistes les vues les plus nouvelles. La présence dans ces assemblées, d'un grand nombre de savants de premier ordre, dit M. Metchnikoff, rend ces échanges d'idées tout ce qu'il y a de plus instructif. Aussi les esprits curieux et les philosophes suivent-ils ces congrès avec le plus grand intérêt, car ils y découvrent les sens des grands courants idéologiques qui vont emporter la pensée contemporaine.

Les plus intéressantes de ces assises se sont tenues cet été à Cambridge. Les savants des deux mondes y étaient conviés par leurs collègues anglais pour fêter à la fois le centenaire de la naissance de Darwin et le cinquantième de la publication de son grand ouvrage : *L'Origine des espèces par la sélection naturelle.*

Si l'on songe à l'importance qu'ont prise les doctrines de l'évolution et du transformisme, non seulement dans la science, dans la vie moderne, où elles commandent jusqu'à la politique et à l'esthétique, on imagine ces fêtes comme une apothéose. Le nom d'aucun savant n'a acquis une popularité égale à celle de Darwin. Son triomphe semble à la fois complet, absolu. Cependant, durant ces cérémonies, des oreilles exercées eurent entendre sonner le glas de la doctrine darwinienne...

Officiellement, ce fut bien l'exaltation du darwinisme. Le président du congrès, le célèbre physicien lord Rayleigh, reçut des adresses innombrables. En ce jour, Darwin fut tout avec le temps. Pourtant on remarqua fort que l'ancien directeur du Musée d'histoire naturelle à Londres, sir Ray Lankester, osa seul parler de l'exactitude absolue de la théorie de Darwin et soutenir la thèse de la sélection naturelle.

Mais, comme l'écrivit M. Metchnikoff, qui représenta à Cambridge notre Institut Pasteur, l'intérêt de ces fêtes fut bien plus dans les réunions privées où les plus grands savants des deux hémisphères confrontaient leurs observations en toute sincérité, que dans les séances officielles. Or, dans ces conversations, échangées entre des hommes de la valeur de Jacques Loeb, de Bateson, de Hugo de Vries, pour ne parler que des étrangers, ce qu'on enregistrera, ce qu'on proclama, ce fut la faillite de la sélection naturelle. Et c'est, dans l'ordre de la pensée, un des grands événements du siècle !

Il y a dix ans que les travaux de Quinton en France, ceux de Hugo de Vries en Hollande, ont éclairé les esprits libres ; mais ces remarquables découvertes sont trop longtemps restées lettre morte pour la science officielle. Une sorte de fétichisme, d'idolâtrie attache nos concitoyens au darwinisme. Ce n'est plus pour eux une grande hypothèse scientifique qu'on abandonnera si les faits la contredisent ; c'est un dogme, quelque chose d'intangible gravé dans certains cœurs à côté de la Déclaration des droits de l'homme.

En Angleterre, la gloire de Darwin est une propriété nationale. Le patriotisme ne permet pas qu'on l'ébranle. Mais nos savants ont été très troublés, durant leur séjour à Cambridge, en distinguant que les jeunes biologistes anglais conservent avec une grande piété l'étiquette darwinienne, cependant qu'ils font entrer dans le darwinisme les vues les plus opposées à celles du maître, et le contraire même de ses idées. C'est le cas de M. Bateson, qui passe pour un continuateur de Darwin, et dont les recherches sur l'hérédité entament fortement la doctrine de la sélection naturelle. Que le congrès tenu à Cambridge pour fêter le centenaire de Darwin aboutisse à convaincre quelques-uns de nos compatriotes que la pure orthodoxie darwinienne est désormais une position intenable pour un biologiste, et à faire rentrer la thèse de l'évolution dans son étroit domaine de vérité, n'est-ce pas inattendu et piquant ?

Il faut donc se garder de se laisser entraîner de ne point entrer et ne pas méconnaître Darwin. Ce fut un très grand naturaliste. Il se trompa dans ses généralisations. Mais il possédait un don merveilleux d'observation. Comme l'écrivit M. Charles Deperet dans un beau livre sur les *Transformations du monde animal*, il était plus apte que personne à saisir et à mettre en lumière les rapports compliqués de la biologie et des mœurs des plantes et des animaux. Soutenu par une érudition presque universelle, il put apporter dans la défense de la théorie transformiste une puissance démonstrative, qui faisait défaut à ses prédécesseurs, et qui ne pouvait manquer d'entraîner bientôt l'adhésion du plus grand nombre des biologistes.

Emporté par cette dialectique, Darwin et ses disciples dépassèrent la vérité et nous voilà contraints de le reconnaître ! Vérifiée chaque jour dans un domaine, celui de l'anatomie, celui des formes animales où Darwin la saisit sur le vif,

l'évolution est bon de régir toute la biologie, elle n'est pas, comme le dit Darwin et ses continuateurs, le principe essentiel et profond de la vie. M. Quinton a démontré, tout au contraire, que la grande loi de la vie est une loi de constance, son principe, un principe de stabilité.

L'évolution mise en évidence par Darwin se passe à fleur d'être. Les formes seules se transforment au cours des âges dans le monde animal. Et ces transformations résultent de l'acharnement que met la nature à conserver à l'être vivant toutes les conditions qui président à sa naissance.

La loi générale de constance qui résume les travaux de M. Quinton ne nie pas des phénomènes évidents d'évolution, mais elle les situe à leur rang dans le plan de l'univers.

Pour la sélection naturelle, base de tout le système darwinien, sa valeur scientifique paraît de plus en plus contestable. On sait que Darwin professait que la marche de l'évolution s'opère par voie de sélection naturelle. Certaines modifications du type primitif se produisant chez un individu, ces modifications se transmettent par hérédité à sa descendance. Si ces modifications sont heureuses, elles mettent les êtres qui en sont doués en état de supériorité, les font triompher dans la concurrence vitale, tandis que les animaux qui n'ont pas eu la chance d'atteindre à cette nouvelle perfection disparaissent, vaincus par les plus forts ; et voilà l'origine de nouvelles espèces.

Or toutes les expériences récemment instituées, dit un savant distingué, M. Bohn, tendent au contraire à prouver que les individus qui ont subi une « variation » doivent être considérés comme des malades. « Débiles, ils ont une activité vitale inférieure à celle des individus normaux et moins variés ; ils sont doués en quelque sorte d'une faiblesse congénitale. Un individu qui subit une variation est un malade. Or un malade ou bien meurt, ou bien lutte contre la maladie. » Et cela revient à dire : « L'être qui s'est écarté du type primitif ou disparaît, ou retrouve ce type. Que devient, au milieu de ces faits, l'hypothèse d'espèces nouvelles réalisées par l'acquisition de caractères nouveaux, par des variations qui lui permettraient de lutter plus avantageusement ? »

M. Bohn a résumé toutes ces observations dans une formule saisissante qui nous jette à l'antipode du darwinisme : « La nature a horreur des variations ». Dans un livre sur les *Théories de l'Evolution*, paru depuis quelques jours, le professeur V. Delage enregistre cet état d'esprit.

Au lendemain de l'apothéose de Darwin, constatons donc que la science la plus récente nous ramène à une conception de la fixité des espèces voisine de celle de Cuvier.

Ce grand savant, si méconnu de nos jours, est pourtant un des plus magnifiques génies dont la France doive s'enorgueillir.

Quant aux systèmes de philosophie, de morale, voire de politique, fondés sur les principes indiment généralisés du darwinisme, tous les cerveaux capables de concevoir ce que ces jeux de l'esprit ont d'illégitime les verront sans détonnement aller rejoindre les vieilles métaphysiques.

LUCIEN CORPECHOT.

REVUE

Paris, le 8 mai 1919

BULLETIN DU JOUR

L'ACTIVITÉ POLITIQUE DES SOVIETS

La politique des Soviets doit en ce moment retenir tout particulièrement l'attention. L'état de trouble dans lequel on voit le monde, le désarroi moral que l'on constate partout et qui aggrave si dangereusement la situation provoquée par la crise financière et économique, ce sont là des conditions d'ordre général que les dirigeants de Moscou s'entendent à exploiter au mieux des intérêts de la révolution universelle qui reste le but suprême auquel tendent leurs efforts. C'est parce que dans tous les domaines on se heurte actuellement à d'énormes difficultés que la diplomatie des Soviets se fait plus active et s'applique à tirer le plus large parti possible des circonstances.

Que ces circonstances internationales soient sérieuses, personne ne songe à le contester. Indépendamment des grands problèmes du désarmement, des réparations et des dettes qu'il importe de résoudre si on veut faire renaître la confiance, condition première de tout retour à la stabilité financière et à la prospérité économique, il y a des situations particulières qui paraissent singulièrement inquiétantes. Il y a la menace d'un effondrement de l'Europe centrale; il y a l'instabilité du gouvernement du Reich, lequel risque de s'écrouler sous la poussée des hitlériens avec les plus graves conséquences, à l'intérieur, pour le régime établi par la Constitution de Weimar, et, à l'extérieur, pour la paix générale de l'Europe; il y a les complications toujours à redouter en Extrême-Orient où le problème mandchou subsiste dans toute sa complexité première. Ce sont des crises que les dirigeants des Soviets sont d'autant plus portés à envenimer et à exploiter qu'ils font diversion par là aux difficultés avec lesquelles ils sont aux prises en Russie même. Ils peuvent ainsi faire illusion à un peuple immense dont quatorze années de régime communiste ont brisé l'énergie et qui est délibérément maintenu dans l'ignorance des véritables conditions de l'évolution du monde civilisé.

Moscou n'a renoncé à aucun moment à travailler en vue de la révolution universelle, ce qui est sa raison d'être, car la révolution russe perdrait toute signification si elle ne devait pas aboutir au triomphe du communisme dans le monde entier. Or, la seule manière qu'aient les chefs de la III^e Internationale de préparer la révolution universelle, c'est d'exploiter systématiquement les crises politiques, financières, économiques et morales telles qu'elles se produisent dans la vie de chaque pays. Tous les efforts des agents des Soviets, depuis les représentants officiels du gouvernement de Moscou jusqu'aux représentants des organisations commerciales et aux agents du Grépeou, tendent à créer partout où c'est possible une situation prérévolutionnaire, c'est-à-dire des conditions favorables à l'agitation, à la guerre civile, à la démoralisation des masses, à l'usure du pouvoir existant, à la dissolution des forces nationales. Il arrive dans les conférences internationales et dans les négociations officielles avec d'autres gouvernements que les porte-parole des Soviets fassent preuve de quelque modération, d'un certain esprit de conciliation, s'efforçant ainsi de faire croire à la possibilité, malgré tout, d'un assaïssement qu'on sait pourtant être inconciliable en fait avec la doctrine du marxisme intégral sur laquelle repose tout le système communiste. Ce ne sont là que des tentatives de duperie commandées par la nécessité de sauvegarder les intérêts immédiats de l'Union des républiques socialistes soviétiques. La vérité est que, pouvoir révolutionnaire, le gouvernement des Soviets ne peut pratiquer qu'une politique révolutionnaire sur le terrain international comme sur le terrain national, que toute son action demeure subordonnée à l'idée de la révolution universelle par la destruction systématique de la civilisation dite capitaliste.

Ce qui frappe tout observateur impartial des événements, c'est que Moscou trouve parfois pour ses entreprises criminelles des concours qui constituent un défi permanent à la raison. Il est des gouvernements qui s'imaginent qu'ils peuvent, sans danger pour eux-mêmes, faire entrer les Soviets dans leur propre jeu contre d'autres puissances, alors que, par là, ils servent, en réalité, le pouvoir soviétique et contribuent à développer son influence dans le monde. On connaît de longue date les collusions des réactionnaires allemands et des bolchevistes russes. On sait comment l'Allemagne a voulu cultiver l'amitié des Soviets en contre-poids de toute coopération avec les puissances occidentales. On sait aussi ce que cela a coûté à l'économie allemande. L'expérience faite n'est pas concluante, paraît-il. On annonce, en effet, que l'Allemagne et l'Union des républiques socialistes soviétiques vont signer un nouvel accord économique, lequel a été négocié en marge de la conférence du désarmement, pendant le séjour de M. Litvinof à Genève, comme l'accord économique de Rapallo, point de départ de toute la politique de collaboration germano-russe, fut négocié et conclu en marge de la conférence de Gênes. D'autre part, la visite qu'Ismet pacha, accompagné d'une importante mission de fonctionnaires et de techniciens, vient de faire à Moscou, a pour résultat, assure-t-on, un resserrement des re-

TDV İSAM

Kütüphanesi Arşivi

No

RTB-463-58

lations russo-turques qui étaient déjà très étroites. Ici encore, il s'agit d'un accord de caractère économique, mais comment peut-on supposer qu'en raison même du pacte existant entre Moscou et Ankara ces arrangements économiques n'aient pas une contre-partie politique au sujet de laquelle on se garde bien de s'expliquer ? Enfin, les Soviets déploient une grande activité en Perse, pays avec lequel ils viennent de conclure un accord relatif au monopole du sucre et des allumettes, et nul n'ignore qu'ils se trouvent encouragés par certaines influences étrangères à prendre position en Mandchourie contre la politique du Japon.

RTB-463-58

Il y a là un ensemble de faits qui témoigne de la part du gouvernement de Moscou d'un effort qu'on aurait tort de ne pas estimer à toute sa valeur. En Asie et en Europe, les Soviets agissent avec des méthodes s'adaptant exactement aux circonstances locales, mais qui toujours servent les mêmes buts : créer le désordre, exploiter la misère, exciter les haines et les rancunes, spéculer effrontément sur toutes les rivalités internationales. Le trouble de l'heure présente, dans lequel ils ont la plus large part de responsabilités, les sert grandement. Les attentats contre les chefs d'Etat, les ministres et les diplomates se multiplient depuis quelque temps dans des conditions qui appellent les plus sérieuses réflexions. Il y a là, comme nous l'avons constaté déjà, des symptômes inquiétants pour la santé morale du monde civilisé, ébranlé jusque dans ses fondements. A qui cela profite-t-il, si ce n'est à Moscou dont la puissance ne peut s'affirmer monstrueusement que dans le désordre et l'anarchie ?

RTB-463-58

TDV İSAM

Kütüphanesi Arşivi

No

U. R. S. S.

III

Les relations turco-soviétiques

On mande de Moscou: RTB-463-59

Ismet pacha, accompagné de Tewfik Rouchdy bey et de sa suite, est parti par train spécial pour Sébastopol, d'où il rentrera ensuite en Turquie. M. Litvinof accompagne Ismet pacha jusque dans cette ville.

MM. Molotof, Krestinsky, Karakhan, Stomoniakof, les membres du corps diplomatique, les représentants des commissariats du peuple, des organisations économiques soviétiques et de la presse ont salué Ismet pacha à la gare.

D'après le communiqué officiel publié au moment du départ d'Ismet pacha, les entretiens qu'ont eus les ministres turcs avec les représentants du gouvernement soviétique ont revêtu un caractère particulièrement cordial et ont permis de soumettre à un large examen les problèmes

IV II
No. 878-463-60

Kütüphanesi Arşivi

TDV ISAM

internationaux intéressant les deux pays, aussi bien que ceux des relations directes entre les deux parties.

Une parfaite communauté de vues a été établie, permettant de constater que la politique d'étroite collaboration pratiquée dans le passé s'est justifiée pleinement et que d'autre part la situation internationale actuelle et les intérêts de la paix générale dictent la nécessité, non seulement de maintenir, mais d'élargir cette collaboration.

Les ministres turcs auraient constaté une grande analogie entre les problèmes d'ordre économique qui se posent devant les deux pays, ainsi que la possibilité pratique d'un contact plus étroit et plus efficace en ce domaine. Un accord de principe a été atteint sur des mesures propres à favoriser ce contact pratique et dans ce dessein un crédit à long terme de 8 millions de dollars remboursable en nature par annuités, a été ouvert par le gouvernement soviétique pour l'achat d'un outillage moderne de fabrication soviétique.

Il a été également reconnu utile de renforcer les liens culturels entre les deux pays, notamment par des échanges plus animés et plus directs entre les instituts scientifiques.

VIE

La Sublime Porte, les Kemalistes et les Alliés

La politique intérieure de la Turquie, qui, de tous temps, fut toujours la plus compliquée, semble aujourd'hui vouloir dépasser en subtilité celle de l'époque d'Abdul-Hamid.

L'histoire de l'amnistie offerte aux révoltés d'Anatolie dépasse, en effet, en complications, les pires roueries du Sultan rouge.

L'idée de cette amnistie naquit dans l'entourage du sultan Mehemet. Ses partisans firent valoir au souverain que parmi les partisans de Kemal ceux qui s'étaient le plus récemment alliés à lui n'avaient pas trouvé dans la révolte les avantages immédiats qu'ils attendaient d'un rapide succès et qu'ils n'attendaient qu'une occasion pour rentrer à Stamboul, à condition d'y retrouver la paisible jouissance de leur fortune. D'autres encore, ajoutait-on, fatigués par une lutte dont l'issue n'apparaissait pas, ne seraient pas fâchés de revenir tenter une nouvelle fortune à l'ombre d'Yildiz-Kiosk.

Le raisonnement ne manquait pas de valeur ; il séduisit Mehemet VI et le grand-vizir, qu'inquiète l'isolement où le laissent ses compatriotes, s'y rallia avec d'autant plus de facilité qu'il espérait se créer ainsi une clientèle autre que celle de la fameuse société des *Amis des Anglais*. Mais, quand il s'agit de faire accepter l'iradé impérial par le haut-commissariat britannique, Damad Ferid se heurta à une résistance inattendue. La raison secrète de cette opposition se trouvait dans l'opposition du commandement des forces britanniques, on était désireux de venger l'échec d'Is-mid.

C'est alors qu'en présence de cette situation le sultan, se rappelant les traditions de la politique hamidienne, essaya — et réussit à faire entrer en jeu les rivalités européennes.

L'Italie, dont l'activité en Turquie tend — et avec succès — à s'adjudger les avantages économiques dont jouissaient avant la guerre l'Allemagne et l'Autriche, venait de nommer ambassadeur à Constantinople l'ancien titulaire du poste, le très habile Garroni. Or les Italiens installés au sud du Méandre, où ils font fructueusement valoir les admirables plantations de coton installées et irriguées par les Allemands, ont tout intérêt à flatter les kemalistes. C'était pour la Porte un appui assuré. M. Garroni sut adroitement faire savoir au palais quelle était son opinion sur la question et la comédie commença.

Successivement, M. DeFrance, le haut-commissaire britannique et M. Garroni — que les télégrammes Reuter intitulent « le fonctionnaire italien faisant fonctions de haut-commissaire » — lui refusant le titre d'ambassadeur — furent appelés en consultation à Yildiz-Kiosk. La question ainsi posée au grand jour ne pouvait rencontrer d'opposition. L'intérêt des alliés, y compris celui de l'empire britannique, sinon celui de certains agents de second plan, est évidemment de voir l'ordre rétabli en Anatolie. La sourde opposition à l'iradé d'amnistie ne pouvait se manifester dans cette consultation publique, et c'est ainsi que Londres annonçait hier que « les commissaires alliés s'étaient déclarés favorables à une telle politique ».

Ce qui nous inquiète, c'est le rôle effacé de la France dans ces affaires turques. Nous avons, dans cette occurrence, l'occasion, sans froisser aucune susceptibilité, de sortir quelque peu de l'ombre où nous nous cantonnons à l'abri de l'Union Jack, largement — trop largement — déployée sur Constantinople. Ce n'est pas sans un regret poignant que ceux qui ont connu la puissance de notre influence en Orient constatent l'absence d'initiative de notre politique en Turquie et assistent, impuissants dans leurs protestations à ce que Loti a mélancoliquement appelé « la mort de notre chère France en Orient ». Nous comptons pourtant parmi les kemalistes des partisans anciens de notre influence et sans soutenir leur révolte peut-être aurions-nous pu prendre part de façon plus nette dans cette tentative de réconciliation. Au cas même, invraisemblable, où nous abandonnerions délibérément nos intérêts en Anatolie, nous ne pouvons cependant pas oublier notre situation aux portes de la Cilicie.

Lucien Van Costen.

FONDÉ EN 1879

AGUS de la PRESSE

La plus ancien Bureau de Coupures de Journaux
(Faubourg Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

37, rue Bergère (IX^e)

Adresse Télégraphique : ACHAMBURE-PARIS

N^o DE DÉBIT

Expéditeur de

Adresse :

Date :

Signature :

Exposition :

TDV ISAM

Kütüphanesi Arşivi

No K 75-163-52

LA POLITIQUE TURQUE

La Crise s'est terminée contre le Parti Jeune-Turc

La partie, à Constantinople, a tourné contre les Jeunes-Turcs. C'est un homme de l'ancien régime, Moukhtar pacha, qui a été appelé par le sultan au grand-vizirat.

Moukhtar pacha, c'est le « ghazy », c'est-à-dire le « victorieux ». Le victorieux ! Étrange sobriquet dans un pays contre lequel la chance s'est prononcée bien des fois ! mais on honora officiellement le titre de « ghazy », lors de la guerre de 1877, Moukhtar pacha, qui avait héroïquement protégé la retraite de l'armée turque devant l'armée russe.

Le nouveau grand-vizir a plus de quatre-vingts ans. Il n'a pas hésité, malgré l'âge, à accepter la plus lourde des tâches. Nous le disions au commencement de la crise : le péril qui menace la Turquie à l'heure actuelle est tel qu'aucun homme politique ne pouvait refuser son concours au sultan. Toute dérobade aurait pris des airs de défection. Moukhtar pacha ne s'est retiré qu'en présence de l'impossibilité où se trouvait le sultan de lui accorder la principale mesure qu'il réclamait : la dissolution de la Chambre.

Le sultan a eu la sagesse de mettre la Constitution au-dessus des idées de la situation.

Il faut donc admettre que Moukhtar pacha, s'il parvient à constituer le gouvernement, ce qui paraît probable, n'aura pas non plus le pouvoir de tourner la Constitution et de dissoudre la Chambre.

C'est la seule carte que possède aujourd'hui le comité Union et Progrès. Or le dit comité dispose à tout pour empêcher la dissolution. Ses délégués parcourent le pays ; ses agents essaient de ramener l'armée. Mais l'influence de la Ligue militaire grandit sans cesse et les hommes auxquels s'adresse Moukhtar pacha sont tous des hommes de l'ancien régime :

C'est, par exemple, Kiamil pacha, plusieurs fois grand vizir, et aussi parfois banni, sous le règne d'Abdul Hamid, qui avait à son endroit ses jours de confiance et ses jours de répulsion. Les jours de confiance coïncidaient avec les incidents difficiles à régler.

Puis ce sont Ferid pacha, Hilmi pacha, qui furent également grands-vizirs. Voici encore Hilmi pacha, ancien inspecteur général des réformes en Macédoine, et plus tard grand-vizir.

Le comité Union et Progrès n'a jamais été tendre à l'égard d'un autre des collaborateurs probables de Moukhtar pacha, le général Hussein, Nazim pacha, contre lequel il eut à prendre des mesures de précaution au lendemain de la révolution.

En fait, le parti jeune-turc a cessé d'être un parti et est devenu un groupe de ses ennemis.

On se rappelle dans quelles circonstances le parti jeune-turc prit la direction des affaires. Les vœux de toutes les démocraties, et on peut dire de toute l'Europe, l'accompagnaient. La chute du « Sultan Rouge » avait été accueillie avec joie par tous les hommes de cœur. On voyait déjà la Turquie renouvelée, entrant d'un pied ferme dans la voie des réformes, se dotant d'un régime constitutionnel sérieux, prenant place parmi les Etats qui savent se faire admettre et écouter dans le concert européen.

Ce ne fut malheureusement pas ce qui arriva. Le comité Union et Progrès régna, dans la coulisse, sur un peuple que l'on avait méprisé, un rôle moderne, que l'on imposait. On croyait que l'âge des proscriptions était passé ; il y eut encore des proscriptions. On attendait l'ordre ; il y eut le désordre. Il faut dire aussi que les complications aux frontières, en Macédoine, en Albanie, en Crète, se multiplièrent. Sous le drapeau de la

mortel qui menace l'empire. Il ne faut pas commettre d'erreur plus grave que d'être l'instrument du parti Jeune-Turc, qui a pris trop d'influence sur l'armée. L'autre erreur serait d'oublier le respect dû à la Constitution et d'insérer une dictature, au mépris des droits de la représentation nationale.

En un mot, si compromis que soit le présent, la Turquie ne doit pas commettre la faute de sacrifier l'avenir. Elle ne doit pas sacrifier l'avenir que de se méprendre aux garanties constitutionnelles, de revenir à la politique du « Sultan Rouge » et d'offrir au vieux personnel d'Abdul Hamid de faciles revanches contre des citoyens qui se sont trompés souvent mais qui ont su réveiller la Turquie de sa léthargie et lui ménager un suprême espoir de relèvement.

contre lequel la chance s'est prononcée
bien des fois ! mais on honora officiel-
ment le titre de « Sultan » lors de la
guerre de 1877, Moukhtar pacha, qui
avait héroïquement protégé la retraite
de l'armée turque devant l'armée russe.

Le nouveau grand-vizir a plus de qua-
tre-vingts ans. Il n'a pas hésité, malgré
l'âge, à accepter la plus lourde des tâ-
ches. Nous le disions au commencement
de la crise : le péril qui menace la Tur-
quie à l'heure actuelle est tel qu'aucun
homme politique ne pouvait refuser son
concours au sultan. Toute dérobade au-
rait pris des airs de défection. Takk
pacha ne s'est retiré qu'en présence de
l'impossibilité où se trouvait le sultan
de lui accorder la principale mesure
qu'il réclamait : la dissolution de la
Chambre.

Le sultan a eu la sagesse de mettre la
Constitution au-dessus des idées de la
situation.

Il faut donc admettre que Moukhtar
pacha, s'il parvient à constituer le gou-
vernement, ce qui paraît probable, n'au-
ra pas non plus le pouvoir de tourner
la Constitution et de dissoudre la Cham-
bre.

C'est la seule carte que possède au-
jourd'hui le comité Union et Progrès.
On le dit disposé à tout pour empêcher
la dissolution. Ses délégués parcourent
le pays : ses agents essaient de ramener
l'armée. Mais l'influence de la Ligue
militaire grandit sans cesse et les hom-
mes auxquels s'adresse Moukhtar pacha
sont tous des hommes de l'ancien régi-
me :

C'est, par exemple, Kiamil pacha,
plusieurs fois grand vizir, et aussi par-
fois banni, sous le règne d'Abdul Hamid,
qui avait à son endroit ses jours de
confiance et ses jours de répulsion. Les
jours de confiance coïncidaient avec les
incidents difficiles à régler.

Puis ce sont Ferid pacha, Hilmi pa-
cha, qui furent également grands-vizirs.

Voici encore Hilmi pacha, ancien ins-
pecteur général des réformes en Macé-
doine, et plus tard grand-vizir.

Le comité Union et Progrès n'a ja-
mais été tendre à l'égard d'un autre des
collaborateurs probables de Moukhtar
pacha, le général Hussein, Nazim pacha,
contre lequel il eut à prendre des me-
sures de précaution au lendemain de la
révolution.

En fait, le parti jeune-turc a cessé
d'être au pouvoir et il est remplacé par
ses ennemis.

On se rappelle dans quelles circons-
tances le parti jeune-turc prit la direc-
tion des affaires. Les vœux de toutes
les démocraties, et on peut dire de toute
l'Europe, l'accompagnaient. La chute du
« Sultan Rouge » avait été accueillie
avec joie par tous les hommes de cœur.
On voyait déjà la Turquie renouvelée,
entrant d'un pied ferme dans la voie des
réformes, se dotant d'un régime consti-
tutionnel sérieux, prenant place parmi
les Etats qui savent se faire admettre et
écouter dans le concert européen.

Ce ne fut malheureusement pas ce qui
arriva. Le comité Union et Progrès ré-
gna, dans la coulisse, sur un peuple que
rien n'avait préparé au rôle moderne,
aux initiatives démocratiques que l'heu-
re lui imposait. On croyait que l'âge des
proscriptions était passé : il y eut encore
des proscriptions. On attendait l'ordre :
il y eut le désordre. Il faut dire aussi
que les complications aux frontières,
en Macédoine, en Albanie, en Crète, se
multiplièrent. Sous le drapeau de la
Jeune-Turquie, l'empire a reçu de l'é-
tranger des avertissements qui égalaient
en gravité ceux qu'on reprochait à Ab-
dul-Hamid de s'être attirés.

Enfin est venue la guerre avec l'Italie.
C'en était trop pour l'orgueil du Crois-
sant, pour la patience de l'attente ar-
toute.

Et c'est ainsi qu'en présence du mé-
contentement populaire, en face de l'in-
surrection militaire menaçante, le sul-
tan a fait appeler les hommes d'Etat
qui entourèrent et servirent Abdul-Ha-
mid.

Malgré les fautes du comité Union et
Progrès, nous souhaitons vivement que
la Turquie n'entre pas dans la voie de
la réaction et des représailles.

Moukhtar pacha ne doit avoir d'au-
tre préoccupation que de refaire la soli-
darité du peuple turc contre le danger

En un mot, si compris que soit le
présent, la Turquie ne doit pas com-
mettre la faute de sacrifier l'avenir. Elle
serait sacrifier l'avenir que de renoncer
aux garanties constitutionnelles, de re-
venir à la politique du « Sultan Rouge »
et d'offrir au vieux personnel d'Abdul
Hamid de faciles revanche contre des
citoyens qui se sont trompés souvent
mais qui ont su réveiller la Turquie de
sa léthargie et lui ménager un suprême
espoir de relèvement.

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi
No

La plus ancienne Bureau de Commerce de Journaux
(Faubourg Montmartre)

11, rue Au Faubourg Montmartre
27, rue Bergère (IX^e)

Télégraphique : ACHAMBRE-PARIS

N° DE DÉBIT

Entrée de

Paris

Date :

Signature :

Position

TDVISAM

Kütüphanesi Arsivi

No. 278-463-64

Vieille Turquie contre Jeune Turquie

TDVISAM

Kütüphanesi Arsivi

No. 278-463-64

Les événements qui se déroulent en Turquie n'ont pu surprendre aucun de ceux qui ont suivi le mouvement de 1908 et l'évolution de la politique ottomane de cette époque. Le parallélisme des réactions est frappant. On se rappelle d'abord le mouvement militaire, son point de départ est le même : Monastir. Les hommes sont les mêmes. Les chefs de la mutinerie accablée s'appellent ; Tajar bey, le plus fidèle lieutenant de Niazi en 1908 ! Mustapha Rechid, le compagnon d'armes d'Enver bey ; Hussan Fehmi, l'auteur du célèbre enlèvement d'Osman Pacha, un des épisodes les plus dramatiques de la révolution ottomane.

La cause ? Eh bien, on peut dire que la cause est la même. C'est la révolte contre une oppression. En 1908, l'oppression s'appelait Abid Hamid. Aujourd'hui s'appelle le comité Union.

Il est trop vrai que le mouvement de libération de l'empire ottoman a dégénéré en domination occulte d'une clique aussi tyrannique que l'ancienne autocratie. Les membres du comité semblent s'être acharnés à débourager toutes les illusions. Leur impuissance réformatrice a déçu les progressistes. Leur politique étroite d'assimilation à outrance a réveillé toutes les querelles de nationalités. Leur faiblesse dans les crises internationales a humilié l'élément militaire. L'influence prépondérante de certains éléments crypto-sémites et des loges maçonniques a froissé les musulmans orthodoxes. Depuis de longs mois le mécontentement gronde en Turquie. L'année dernière, il a tenté les voies légales. Il cherché à s'organiser en parti régulier sous la direction du colonel Sadik. Un militaire déjà ! Le comité Union-Progress a répondu à cette menace par les moyens dictatoriaux. Il a fait dissoudre la Chambre et il a obtenu, d'une véritable parodie de consultation nationale, une assemblée docile à ses ordres, une véritable Chambre inouïable.

Le premier résultat de cette manœuvre a été de soulever l'Albanie. Les Albanais soumis depuis trois ans à l'alternance de répressions rigoureuses et de promesses fallacieuses, se sont révoltés quand ils ont constaté que le comité leur refusait même la justice électorale. Puis l'armée est entrée en scène. Des désertions en masse se sont produites à Monastir. Les deux corps d'armée d'Uskub et de Salonique sympathisent avec les mutins. Les troupes de Smyrne refusent de marcher.

Le Comité espère se sauver en sacrifiant le ministre la Guerre Mahmoud Chevket. Vaine illusion. Le mouvement n'est pas dirigé contre l'homme qui ne peut pas résister aux politiciens, il vise l'organisation occulte et partiellement ses chefs. Talsal bey, Djauid beys. Force est de s'incliner devant l'ultimatum d'une nouvelle Ligue militaire. 278-463-64

Peut-être, au lendemain du ministère du colonel Said, eût-il été possible de mater définitivement le Comité, dans le désarroi de la défaite, de dissoudre la

Chambre, de constituer sur des bases saines un gouvernement fort. On ne l'a pas osé. On a tergiversé, on a cherché à former un cabinet de conciliation, d'abord avec Tewfik, puis avec Moukhtar, en accentuant la tendance d'association avec le Comité, mais sans aller jusqu'à la rupture complète. Cette tactique est bien dans les traditions turques. Elle a été incontestablement une faute, mais une faute qui n'est pas sans excuses.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que le Comité est la seule force politique organisée. Il a des cadres dans toutes les provinces. Il a puisé la puissance dans des élections faites à coups de bâton, mais dont le succès prouve au moins la faiblesse de ses adversaires. Ceux-ci constituent l'immense majorité de la population, mais ils forment une masse amorphe. Ils seraient restés doucement dans leur servitude, si une poignée d'officiers n'avait levé l'étendard de la révolte.

L'armée, qui a fait longtemps la force du Comité, s'est incontestablement détournée de lui. Mais elle a perdu cette belle unité qui a assuré le triomphe des mouvements de 1908 et 1909. 278-463-64

Elle s'est dissoute en une multitude de petits groupes qui se remuent, mais sont incapables de soutenir un gouvernement.

On comprend, dans ces conditions et les difficultés de la constitution du cabinet Moukhtar et l'impuissance complète dont il fait preuve depuis son entrée en scène. La combinaison était condamnée avant de naître. Il n'y avait pas de conciliation possible entre une tyrannie balayée par les masses et un mouvement populaire dépourvu d'organisation. La seule solution était un gouvernement énergique capable de s'appuyer sur le courant populaire en suppléant à ses faiblesses.

La tâche aujourd'hui est beaucoup plus difficile. Le Comité Union et Progress a profité du répit pour organiser la résistance. Il a contre ces adversaires un argument puissant. En somme, c'est la rentrée en scène de la Vieille Turquie. L'heure où ce retour aurait pu se produire sans résistance est passée. Il y aura lutte, et bien téméraire celui oserait prévoir de quel côté penchera la balance. 278-463-64

L. de ST-VICTOR de ST-B. AN

DIVISAM
Kütüphanesi Arsiv

Les mœurs électorales
DES
JEUNES-TURCS

La « Grande Revue », dont on ne suspecterait certes point les tendances, publie sur le nouveau Parlement ottoman et les mœurs électorales des Jeunes-Turcs une étude à laquelle nous empruntons les suggestives pages que voici :

La Campagne. — A tout instant ce furent ainsi des suspensions, des suppressions, des condamnations. Même des journaux étrangers, comme M. Ximenes, publiciste espagnol, directeur d'une revue purement scientifique : *Les Archives d'Asie*, furent brutalement expulsés, ou furent quittes Constantinople à la suite de menaces de mort.

D'ailleurs, officiellement, les ministres déclarèrent en Conseil « que les journalistes et correspondants de journaux qui publieraient des articles ou des lettres injurieuses pour le Gouvernement seraient traduits devant le Conseil de Guerre. Les correspondants, étant tous ou presque tous étrangers, seront expulsés, les journalistes sujets ottomans, condamnés à l'amende et à la prison. »

De la sorte il n'y eut plus en Turquie pendant la période électorale de presse opposante, de ces « journaux qui excitent l'opinion par leurs critiques du Gouvernement et qui reproduisent, de la presse européenne, des articles nuisibles. » Il n'y eut plus que des journaux qui voulurent bien consentir à écrire chaque jour, tout au long de leurs colonnes, que le salut

de l'Empire ne pouvait venir que des Jeunes-Turcs.
Tranquillisés de ce côté, ces derniers purent employer ce qui leur restait de ressources pécuniaires et autres dans la lutte directe qu'ils entreprirent contre les personnes, Electeurs et Candidats.

Contre les personnes. — A mesure que l'époque des élections approchait, les Jeunes-Turcs menaient la campagne plus ardemment. Les discours qu'ils multipliaient ici et là ne contenaient plus de menaces vagues et plus ou moins déguisées. Les orateurs disaient ouvertement ce qu'ils pensaient afin de mieux frapper l'esprit des populations.

A Kirk-Klissé, Edhem Rouchi, directeur du journal *Balkan*, en tournée pour fanatiser les populations, fulmina dans une réunion contre l'Entente Libérale dont il qualifia les membres de « vaches » qui veulent accorder « l'égalité de droits politiques aux Grecs et aux Bulgares, conjurés pour anéantir les Musulmans ». « La preuve de cette conjuration, ajouta-t-il, est qu'ils peignent leurs maisons en bleu ! » et il exprima son étonnement de voir dans la région tant de maisons ainsi peintes. « Ailleurs, s'écria-t-il, on les aurait livrés au feu. »

Partout, les Jeunes-Turcs déclaraient, avec une franchise croissante, qu'ils ne toléreraient en aucune manière un échec des progressistes ; qu'ils emploieraient, pour arriver à leurs fins, le gourdin, le fouet, la persécution, la terreur, et que si rien ne pouvait abattre leurs adversaires, ils ne reculeraient pas même devant la violation des urnes.

Les événements ont montré que, dans ce sens, les Jeunes-Turcs savaient tenir leurs promesses.

Et les menaces se précisaient. Le *Hâdef*, journal turc de Constantinople, écrivit en effet un jour :
« Vendredi dernier, Nourî bey, fonctionnaire du ministère des Postes et Télégra-

phes, annonçait dans un café de Stamboul qu'un fétra venait d'être promulgué, édictant la peine de mort, conformément aux dispositions du Chéri, contre tout adversaire de l'Union et Progrès. Des déclarations analogues ont été faites par Edhem Rouchi, directeur du *Balkan*, dans les discours qu'il a prononcés en Roumélie, et Snoud efendi, au Club de l'Union et Progrès à Cheik-Zaïé-Bachi ; ce dernier a affirmé que la loi du Chéri autorise la condamnation à mort de tous les membres de l'Entente Libérale ! »

Enfin, voici de graves précisions, qui prennent un caractère de gravité tout spécial, par le fait qu'elles ont été prononcées par l'ancien *Cheik-ul-Islam*, c'est-à-dire l'ancien chef religieux de tout l'Islam :

« Verser le sang des Cosmidis et de ses pareils, déclare-t-il, en mars, dans un Club progressiste, n'entraîne pas de préjudice, c'est-à-dire de péché. L'assassinat de gens de cette espèce est, d'après le Chéri, une action agréable à Dieu. Moi, je suis prêt à vous délivrer un « fétra », Tuez-les ! »

De telles paroles disent la violence de la lutte, et la rage des Progressistes contre tout ce qui leur faisait encore obstacle. Mais des discours ils passèrent bien vite aux actes.

Contre les candidats. — Les fonctionnaires-agents du Comité, dûment choisis et répartis, firent tout leur devoir. Partout où ils le purent, comme premier moyen de lutte, ils n'hésitèrent pas, au mépris de toutes les lois, à empêcher les candidats non agréés de venir parler à leurs électeurs. Ainsi, pour combattre Loufi Fikri, on avança de plusieurs jours et sans le prévenir la date des élections dans sa circonscription. Ce fut l'empêcha de mener sa campagne électorale comme il l'aurait voulu. Lorsque M. Vlahoff, candidat bulgare, arriva à la gare de Vodéna, où il avait l'intention de tenir des

réunions électorales, une bande de 50 à 60 individus postés sur le quai commencent à crier et à l'insulter grossièrement. Puis trois agents de police déguisés et déclarant représenter les communités grecque, bulgare et musulmane, lui intimèrent l'ordre de se retirer, car la ville refusait de le recevoir. M. Vlahoff passa outre, mais des sbires du Comité lui barrèrent la route. La police intervint alors pour l'écarter au candidat bulgare que s'il persistait, elle ne répondait plus de sa vie. M. Honcos, candidat hellène, arrivait ensuite, dut repartir dans les mêmes conditions.

Après les menaces, les actes. Pour commencer, M. Bingas, candidat hellène, très influent, fut poursuivi pour publication « illégale » d'un journal. Il fut emprisonné, ce qui fit dire à un journal, turc cependant : « Les Jeunes-Turcs continuent à grouper derrière les murs de la prison tous les membres influents de l'opposition. »

La bastonnade constitutionnelle fut également appliquée aux candidats opposants. Un jour, le vicaire archiepiscopal de Ghimouljina, accompagné de notables hellènes, vint rendre visite au candidat libéral bien connu, le Dr Riza Tewfik bey, de passage dans le pays. Tout à coup, la maison (à) envahie par un bande de sbires du Comité sous la conduite d'un brigand célèbre dans la région. Après avoir frappé le vicaire et les notables, ils se précipitent sur le Dr Riza Tewfik, qu'ils bourraient de coups de pied et de coups de poing. Puis tout en le malmenant et en l'insultant ils l'emmenèrent au poste de police... Un commissaire de police menait le cortège, criant et frappant plus fort que les autres. La scène n'évita de prendre une tournure plus tragique que grâce à la présence du vicaire, qui ne quitta pas Tewfik bey et l'emmena panser à l'hôpital municipal.
Un moyen plus réaliste encore fut em-

ployé pour éliminer complètement certains candidats gênants. Tsnail Hakkî bey, député sortant de Xanthi, fut ainsi subitement appelé sous les drapeaux pour une période de 45 jours. Mais comme ces 45 jours expiraient avant la date des élections, on prit prétexte de ce qu'Ismaïl Hakkî bey ne s'était pas rendu assez vite à l'appel, et on porta la durée de sa période à 180 jours. On le préposa à la garde des tunnels de Yeni-Kéty. On le tint complètement isolé, et dans l'impossibilité de communiquer avec qui que ce soit. Un caporal l'accompagnait constamment, et un détachement entier était chargé de le surveiller. De même Hilmi bey, membre très influent de l'opposition, et quatre autres opposants de Xanthi, furent appelés sous les drapeaux pour 45 jours et envoyés à Foredjik pour garder la voie ferrée.

Contre les électeurs. — Les moyens d'action employés contre les électeurs opposants ne furent pas moins violents, en passant des menaces à la fusillade, par les voies de fait et les coups de bâton. A Yenidjé, le commandant de la gendarmerie, Mehmet Ali, convoqua tous les conseils municipaux de la région et leur défendit d'avoir désormais à demander des instructions pour les élections à leurs chefs spirituels.

« Vous n'en recevrez que de moi, dit-il. Je vous donnerai la liste des délégués pour lesquels vous voterez. N'essayez pas de désobéir. Vous risquez de me déplaire, et vous savez, depuis l'époque du dépeçement ce que c'est que d'encourir les disgrâces de Mehmet Ali. »

Dans la région de Kavakli, les gendarmes parcouraient le pays, forçant les paysans à signer des déclarations imprimées suivantes :

« Au cours de la réunion nationale qui a été tenue au Club de Karahané, le samedi 17 février 1907, après lecture sérieuse de la déclaration rédigée, signée et pu-

blée dans le numéro 672 du 19 février 1907 du journal *Roumélie*, la conviction s'est formée que cette déclaration est absolument conforme aux intérêts de la patrie. C'est pourquoi nous demandons que ce journal publie notre déclaration, qu'aux élections législatives nous soutiendrons, nous aussi, le Comité Union et Progrès. »

Ces déclarations étaient centralisées et conservées au Club du Comité, qui ne manquait pas d'en faire usage aux élections... Les gendarmes ne suffisant pas aux besoins de la propagande progressiste, on relâcha des brigades condamnées pour crimes, pour servir d'agents électoraux. Entre autres, le fameux Ali Capéjan, de Grévéna, fut relâché « contre » M. Boussios. Ailleurs, le brigand roumanisant Tehakimas fit de longues tournées « électorales », à la tête de gendarmes. Partout, il menaçait de mort les paysans ; ils ne votaient pas contre M. Boussios, la « hèle noire » du Comité.

Après les coups, les « suppressions » pures et simples. De temps à autre, sur une route, les opposants trouvaient l'un des leurs assassiné, mutilé. Ainsi Demetrios Sarantis à Velvokhori, Vassilios Angelakis à Spourlita, etc., etc. Bien que tout le monde connaît les meurtriers, agents notaires du comité, les autorités, n'ordonnèrent jamais la moindre enquête.

Enfin un dernier moyen pour terroriser les populations fut employé par les Jeunes-Turcs : fomenter des désordres qui leur permettraient de sévir.

Ce moyen énergique était le seul qui put donner des résultats « satisfaisants » dans des régions comme celle de Langada, particulièrement mal notée par le gouvernement. Là, en effet, les populations musulmanes elles-mêmes étaient franchement hostiles au Comité, et le manifestaient ouvertement. Une population tellement « insupportable » et oublieuse de ses devoirs... électoraux méritait un châtiment exemplaire.

En résumé donc, pour s'assurer une majorité aussi absolue que possible, les Jeunes-Turcs eurent recours aux procédés suivants :

- 1° Ils éliminèrent des listes électorales le plus d'opposants qu'ils purent, par contre ils augmentèrent le nombre d'électeurs musulmans, en inscrivant les morts, les absents et les réintégré bosniaques ;
 - 2° Ils répartirent arbitrairement les sections de vote de telle sorte que les voix des opposants, qu'on n'avait pas pu éliminer des listes, fussent étouffées par des majorités musulmanes ; ce procédé fut complété en formant des sections turques de 251 électeurs contre des sections chrétiennes de 745, chacune ayant droit à 1 délégué ;
 - 3° Ils ballonnèrent la presse d'opposition ;
 - 4° Ils éliminèrent le plus de candidats opposants possible ;
 - 5° Ils fanatisèrent les populations musulmanes contre les chrétiens et employèrent la terreur comme moyen suprême pour empêcher de voter des électeurs opposants qu'aucun procédé n'avait encore permis d'éliminer.
- Et les résultats devaient être conformes aux vœux du Comité. Au dernier moment en effet, la plupart des populations opposantes et chrétiennes s'abstinrent de voter, tandis que les partis d'opposition vaincus s'abstinrent même de désigner des candidats.
- L'Assaut.** — L'assaut triomphal du Comité, dont le résultat était à prévoir après une lutte aussi mouvementée, fut annoncé par la dépêche suivante, lancée de Constantinople vers toutes les capitales européennes :
- « Constantinople, 15 mars.
« A Tripoli, les députés sortants Ferhad bey, Nadji bey, Adjiat et Muthard bey, sont élus. »
- Cette dépêche contenait implicitement

Arr. Teleg. ACHAMBURE-PARIS

N° DE DEBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi

Signature :

No 273-662-66

LES ELECTIONS DANS L'EMPIRE OTTOMAN

CONSTANTINOPLE, 30 mars (*Dépêche particulière d' « Excelsior »*). — Les partisans de l'Union et Progrès triomphent un peu partout. De tous les coins de l'empire des nouvelles arrivent annonçant les succès de ce parti.

L'Entente et Liberté ne semble pas obtenir beaucoup de voix. Son chef, l'ex-député Loutfi-Fikri bey, a été battu à Mersine, son ancienne circonscription.

Le plus grand calme règne en général. On ne signale jusqu'ici que deux incidents importants : l'un à Gumuldjina, où Riza Tewfik bey, un des leaders de l'Entente et Liberté, a été fort malmené, l'autre à Eski-Chéir, où la troupe dut intervenir contre un parti de réactionnaires armés qui essayaient de troubler l'ordre.

TDV ISAM

Kütüphanesi Arşivi
FONDÉ EN 1879

278-463-67

ARGUS de la PRESSE

Voir au Verso.

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux
(Près du Boulevard Montmartre)

TELEPHONE : 102-62

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS

N° DE DEBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

Signature :

Exposition

5 AVRIL 1912

COMPAGNIE
D'ASSURANCES GÉNÉRALES

SUR LA VIE

Entreprise privée assujettie au contrôle de l'Etat

FONDÉE EN 1819

La plus ancienne des Compagnies françaises

87, Rue de Richelieu, 87, PARIS

FONDS DE GARANTIE

865 MILLIONS

entièrement réalisés

Assurances sur la Vie. — Rentes Viagères

Envoi gratuit, sur demande, des Notices et Tarifs

TDV ISAM

Kütüphanesi Arşivi

No RTB-463-68

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux
(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

Voir au Verso.

TELEPHONE : 102-62

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

Signature :

Exposition

TDV ISAM
Kütüphanesi Arşivi:

No 278-103-63

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Voir au verso.

Le plus ancien Bureau de Coupures à Paris

(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

TELEPHONE : 102-62

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

Signature :

Exposition

TDV ISAM

Kütüphanesi Arşivi

No R 72-43-70

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux

(Près du Boulevard Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre

Entrée Particulière : 37, rue Bergère

Voir au Verso.

TÉLÉPHONE : 102-62

Adr. Télég. ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT

Extrait de

Adresse :

Date :

Signature :

Exposition

TDVISAM

Kütüphanesi Arşivi

No LTB-463-21

FONDÉ EN 1879

ARGUS de la PRESSE

Voir au Verso.

Le plus ancien Bureau de Coupures de Journaux
(Faubourg Montmartre)

12, rue du Faubourg Montmartre
37, rue Bergère (IX^e)

TELEPHONE : 102-62

Adresse Télégraphique : ACHAMBURE-PARIS

N° DE DÉBIT

1670

Extrait de

Adresse :

Date :

Signature :

TDV ISAM

Kütüphanesi Arşivi

Exposition

No

arşivi
kütüphanesi

W. L. LEAGUE AGAINST ALCOHOLISM
49 FIFTH STREET
LONDON ENGLAND

TDV İSAM
Kütüphanesi Arşivi

No K73-243-73

Dr. Riza Taufik,

(Director of Antiquities
Amman,

Jordan.

Gazete kütüphanesi
(tasnif edilmemiş)